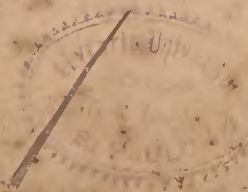
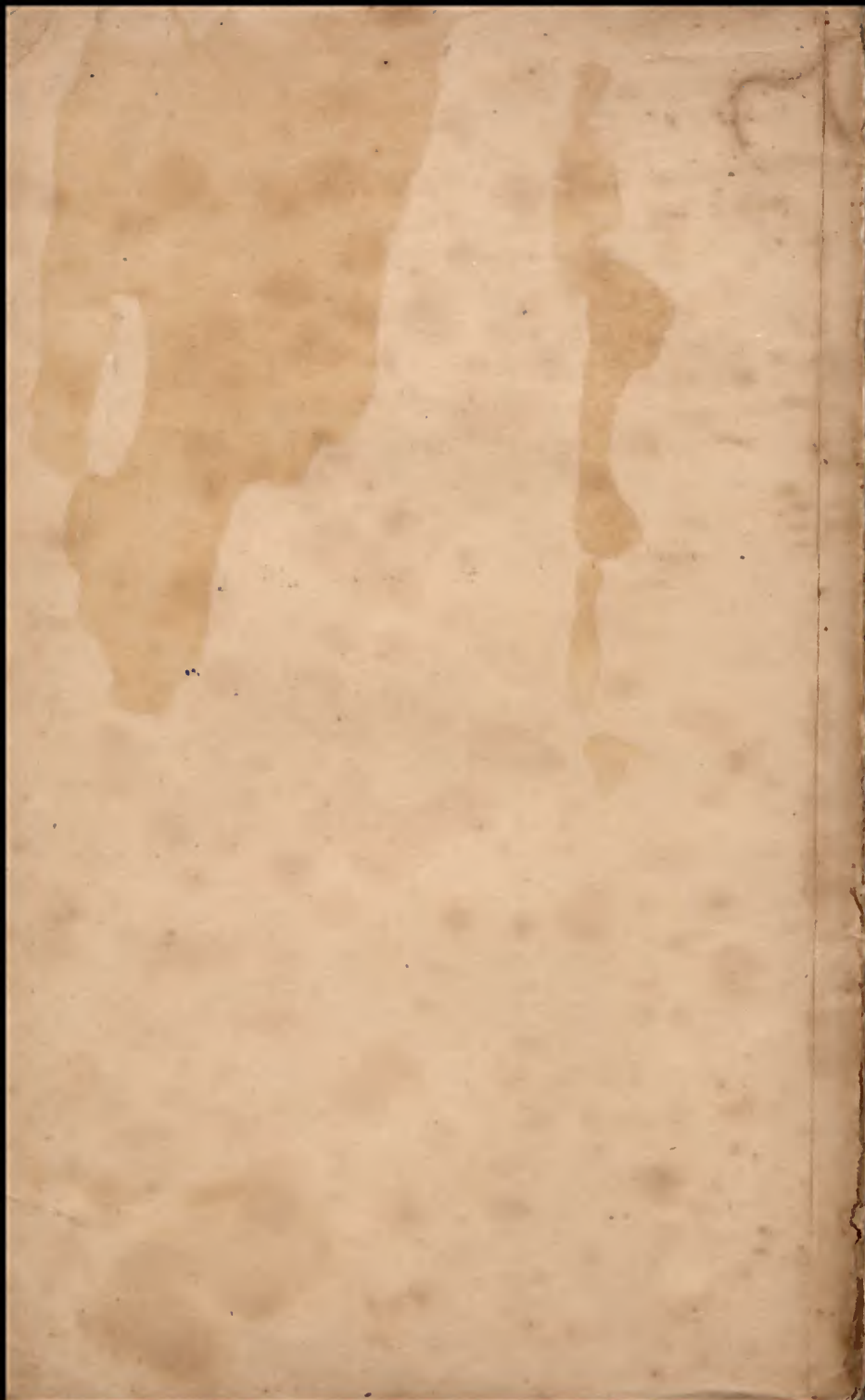


LÉON TROTZKY

DE LA
RÉVOLUTION D'OCTOBRE
A LA
PAIX DE BREST-LITOVSK





M.

LÉON TROTZKY

DE LA RÉVOLUTION D'OCTOBRE
A LA PAIX DE BREST-LITOVSK

LIVRARIA "ASTRÉIA"
EDITORA LTDA.

Praça Ramos de Azevedo, 209
1.ª Sobre-loja
SÃO PAULO

1 9 1 8

ÉDITION DE LA REVUE „DEMAIN“
GENÈVE / 25, Avenue Gerebzwow, 25 / SUISSE

Tous droits de traduction et de reproduction réservés.



AVANT-PROPOS

Cet écrit a été en grande partie composé à temps perdu, dans un milieu peu favorable à un travail systématique : c'est à Brest-Litovsk, entre les séances des pourparlers de paix, qu'ont été esquissés les différents chapitres de cet essai, dont le but principal est de faire connaître à l'opinion publique du prolétariat mondial les causes, la marche et le sens de la révolution d'octobre en Russie. L'histoire s'est déroulée de telle façon que les représentants du régime le plus révolutionnaire qu'ait jamais connu l'humanité ont été obligés de siéger à la même table diplomatique que les représentants de la caste la plus réactionnaire entre toutes les classes dirigeantes. Au cours des négociations, nous n'avons pas oublié un seul instant que nous sommes les représentants de la classe révolutionnaire. Nos discours s'adressaient aux ouvriers de tous les pays opprimés par la guerre. Notre énergie était soutenue par la profonde conviction que le dernier mot dans la liquidation de la guerre, comme dans toutes les autres questions, appartiendra au prolétariat européen. En parlant à Kühlmann et à Czernin, nous pensions à nos amis et partisans : Karl Liebknecht et Fritz Adler. Tout notre temps de reste fut consacré à cette brochure destinée aux ouvriers d'Allemagne, d'Autriche-Hongrie et de tous les autres

pays. La presse bourgeoise de l'Europe entière est unanime dans ses mensonges et dans ses calomnies contre le régime prolétarien de Russie. La presse social-patriotique, — qui jamais ne montra ni courage, ni foi — laisse voir sa complète impuissance à comprendre et à expliquer aux masses laborieuses le sens de la révolution russe. Par cette brochure, nous voulons venir à leur aide. Nous voulons croire que les ouvriers révolutionnaires de l'Europe et des autres parties du monde nous comprendront. Nous espérons qu'ils commenceront bientôt le même travail que nous accomplissons, mais que, s'appuyant sur leur expérience plus riche et sur leurs moyens intellectuels et techniques plus développés ils accompliront ce travail plus à fond, et nous permettront de triompher de tous les obstacles.

Brest-Litovsk, 12 février 1918.



LES INTELLECTUELS BOURGEOIS ET LA RÉVOLUTION

A notre époque, les événements évoluent avec une telle rapidité, qu'il est difficile de les reconstituer de mémoire, même tout simplement dans leur ordre chronologique. Nous n'avons sous la main ni journaux, ni documents. Cependant, les interruptions périodiques des pourparlers de Brest-Litovsk nous créent des loisirs dont il nous faut profiter. C'est pourquoi je tenterai de rétablir de mémoire la marche et le développement de la révolution d'octobre, me réservant le droit de compléter et de rectifier plus tard mon exposé, d'après les documents.

Ce qui a caractérisé notre parti dès la première période de la Révolution, c'est sa conviction que la logique ultérieure des événements devait l'amener au pouvoir. Je ne parle pas des théoriciens qui, plusieurs années avant la Révolution, et même avant celle de 1905, partant de l'analyse des rapports des classes en Russie, arrivaient à la conclusion que le développement victorieux de la Révolution devrait inévitablement transmettre le pouvoir au prolétariat appuyé par les masses profondes des paysans pauvres. La base principale de cette prévision était le caractère négatif de la démocratie bourgeoise russe et le degré de concentration de l'industrie russe, et, par suite, l'immense signification sociale du prolétariat russe. Le



caractère négatif de la démocratie bourgeoise est le revers de la force et de l'importance du prolétariat. Il est vrai que là-dessus la guerre a trompé — temporairement — maintes personnes et au premier rang les groupes dirigeants de la démocratie bourgeoise elle-même. La guerre a conféré à l'armée un rôle décisif dans les événements de la Révolution. L'ancienne armée, c'étaient les paysans. Si la Révolution s'était développée de façon plus normale, c'est-à-dire dans les conditions du temps de paix, ainsi que cela commença, depuis l'année 1912, le prolétariat eût inévitablement occupé tout le temps le poste directeur, et les masses paysannes eussent été graduellement attirées, à la remorque du prolétariat, dans le tourbillon révolutionnaire. Mais la guerre a créé une mécanique des événements toute autre. L'armée a lié les paysans non politiquement, mais militairement. Avant que les masses paysannes se fussent montrées unifiées par des exigences et des idées révolutionnaires données, elles étaient déjà réunies dans les cadres des régiments, des divisions, des corps, des armées. Les éléments de la démocratie petit-bourgeoise, disséminés dans cette armée et qui y jouaient un rôle prépondérant au point de vue intellectuel aussi bien que militaire, étaient pénétrés presque entièrement de dispositions révolutionnaires bourgeoises. Le profond mécontentement social des masses s'était aiguisé et battait les murailles de la prison, grâce



en grande partie au naufrage militaire du tzarisme. Aussitôt que la Révolution eut commencé, l'avant-garde du prolétariat ressuscita la tradition de 1905 et appela les masses populaires à s'organiser sous la forme d'institutions représentatives, — les Conseils des députés. L'armée se vit appelée à envoyer ses représentants aux institutions révolutionnaires, avant que sa conscience politique se fût approchée si peu que ce soit du niveau des événements révolutionnaires qui se déroulaient alors. Quels étaient les délégués que pouvaient choisir les soldats ? Ceux d'entre les intellectuels et demi-intellectuels, qui se trouvaient parmi eux, qui possédaient une certaine réserve, si petite qu'elle fût, de notions politiques et qui savaient les exprimer. De cette façon, les intellectuels petit-bourgeois se virent immédiatement portés à une hauteur incroyable par la volonté de l'armée qui se réveillait. Médecins, ingénieurs, avocats, journalistes, engagés volontaires, qui dans les conditions de l'avant-guerre vivaient d'une façon absolument ordinaire et ne prétendaient à aucun rôle, se virent maintenant tout à coup les représentants de corps et d'armées entières et se sentirent les « chefs » de la Révolution. L'état de délayement où se trouvait leur idéologie politique correspondait parfaitement au manque de formes qui caractérisait la conscience révolutionnaire des masses. Ces éléments nous traitaient avec une arrogance extrême, — nous les « sectaires », qui



mettions en avant les exigences sociales des ouvriers et des paysans dans toute leur acuité et dans toute leur inconciliabilité ! Dans ce même temps, la démocratie petit-bourgeoise, avec sa vanité de parvenue révolutionnaire, dissimulait une incommensurable méfiance envers elle-même et envers la masse qui l'avait élevée à cette hauteur inattendue. Tout en se disant socialistes et en se tenant pour tels, les intellectuels considéraient avec un respect mal dissimulé la puissance politique de la bourgeoisie libérale, ses connaissances et ses méthodes. C'est de là que surgit la tendance des chefs petit-bourgeois à se procurer à n'importe quel prix la collaboration, l'alliance, la coalition avec la bourgeoisie libérale. Le programme du parti des socialistes-révolutionnaires, tout entier composé de formules humanitaires diluées, et qui remplaçait la lutte des classes par des lieux communs sentimentaux et des aphorismes moraux, était le vêtement spirituel par excellence pour cette couche de chefs *ad hoc*.

Leurs tentatives pour faire adopter d'une façon ou d'une autre leur impuissance intellectuelle et politique par cette science et cette politique qui leur en imposaient tant de la part de la bourgeoisie, trouvaient leur justification théorique dans l'enseignement des mencheviki. Selon cet enseignement, la Révolution actuelle était une Révolution bourgeoise et, par conséquent, elle ne pouvait se passer de la participation de la bourgeoi-



sie au pouvoir. Ainsi se constitua un bloc naturel des socialistes-révolutionnaires et des mencheviki, qui était simultanément l'expression du dilemme politique où se trouvaient les intellectuels bourgeois, et celle de leur situation de vassaux envers le libéralisme impérialiste.

Nous comprenions parfaitement que la logique de la lutte des classes devait tôt ou tard détruire cette combinaison et mettre au rancart les chefs de la période transitoire. L'hégémonie des intellectuels petit-bourgeois indiquait, en somme, ce fait que les paysans, soudain appelés, grâce à l'appareil militaire, à prendre part d'une façon organisée à la vie politique, avaient, par leur masse, comprimé et pour un certain temps repoussé la classe ouvrière. Mieux que cela. Pour autant que les chefs bourgeois s'étaient soudain élevés à une hauteur considérable grâce à la masse de l'armée, le prolétariat lui-même, à l'exclusion de sa minorité plus avancée, n'avait pu ne pas être pénétré d'un certain respect politique pour eux, ne pouvait pas ne pas essayer de conserver sa liaison politique avec eux ; — autrement il eût couru le danger de se voir séparé des paysans. Et la mémoire de la génération aînée des ouvriers gardait fermement la leçon de 1905, où le prolétariat avait été battu précisément parce que les réserves lourdes des paysans n'étaient pas arrivées à temps pour la lutte décisive. C'est pourquoi, à cette première époque de la Révolution, les masses prolé-

tariennes, elles aussi, se sont montrées très accessibles à l'idéologie politique des socialistes-révolutionnaires et des mencheviki, d'autant plus que la Révolution avait réveillé les masses prolétariennes arriérées endormies jusqu'ici et avait ainsi transformé pour elles le radicalisme informe des intellectuels en une école préparatoire. Dans ces conditions, les Conseils des Députés ouvriers, soldats et paysans signifiaient la domination de l'organisation paysanne sur le socialisme prolétarien, et la domination du radicalisme intellectuel sur l'inorganisation paysanne. La rapidité avec laquelle l'édifice des Soviets atteignit un degré si haut vint en grande partie du rôle prépondérant que jouèrent dans le travail soviétiste les intellectuels avec leurs connaissances techniques et leurs relations bourgeoises. Mais nous, nous comprenions que cet édifice imposant était tout entier construit sur les contradictions intérieures les plus profondes, et qu'à l'étape suivante de la Révolution son effondrement était inévitable.

LA QUESTION DE LA GUERRE

La Révolution avait été directement le fruit de la guerre, et la guerre devint la pierre de touche de tous les partis et de toutes les forces de la Révolution. Les chefs intellectuels étaient « contre la guerre » ; beaucoup d'entre eux, à l'époque du



tsarisme, s'étaient considérés comme des partisans de l'aile gauche de l'Internationale et avaient adhéré à Zimmerwald. Mais lorsqu'ils considérèrent la « responsabilité » que leur conférait leur poste, du coup tout changea. Mener une politique de socialisme révolutionnaire, cela signifiait dans ces conditions rompre avec la bourgeoisie, la nôtre et celle des Alliés. Et nous avons déjà dit que l'impuissance politique de la petite-bourgeoisie intellectuelle et demi-intellectuelle cherchait un refuge dans l'alliance avec le libéralisme bourgeois. De là le rôle pitoyable et vraiment honteux des chefs petit-bourgeois dans la question de la guerre. Ils se bornaient à des soupirs, à des phrases, à des objurgations ou des supplications secrètes à l'adresse des Gouvernements alliés, et en fait ils suivaient le même chemin que la bourgeoisie libérale. Les masses des soldats qui remplissaient les tranchées ne pouvaient pas, bien entendu, arriver à cette conclusion que la guerre à laquelle ils avaient participé durant presque trois années, avait changé son caractère uniquement parce que le Gouvernement de Pétrograd renfermait on ne sait quelles personnalités nouvelles, qui se donnaient le nom de socialistes-révolutionnaires ou de mencheviki. Milioukoff avait remplacé le fonctionnaire Pokrowsky, Terestchenko avait remplacé Milioukoff : cela voulait dire qu'à la trahison bureaucratique avait d'abord succédé l'impérialisme belliqueux des



eadets, puis plus tard un manque marécageux de principes et une domesticité politique ; mais tout cela n'apporta pas de changements objectifs et on n'apercevait point l'issue du cercle terrible de la guerre. C'est là que gît précisément la cause première de la décomposition ultérieure de l'armée. Les agitateurs expliquèrent aux soldats que le Gouvernement tsariste l'envoyait à la boucherie sans but ni raison. Et ceux qui avaient pris la place du tsar n'avaient su changer en rien le caractère de la guerre, pas plus qu'ils n'avaient su prendre le chemin de la lutte pour la paix. Durant les premiers mois, on n'en voyait nulle trace. C'est ce qui provoquait dans la même mesure le mécontentement de l'armée et celui des Gouvernements alliés. Telle fut l'origine de l'offensive du 18 juin. Elle avait été exigée par les Alliés, qui présentèrent au remboursement les vieilles lettres de change du tsar. Intimidés par leur propre impuissance et par l'impatience croissante des masses, les chefs de la petite bourgeoisie accueillirent cette exigence. Et ils commencèrent à croire eux-mêmes en effet que, pour atteindre la paix, une poussée de l'armée russe suffisait. L'offensive leur sembla la sortie du cul-de-sac, la solution de la question, le salut. Il est difficile de se représenter une aberration plus monstrueuse et plus criminelle. Ils parlaient à cette époque de l'offensive en tenant un langage identique à celui que les social-patriotes de tous



les pays avaient tenu dans les premiers jours ; ils invoquèrent la nécessité de soutenir la cause de la défense nationale, de consolider l'« union sacrée », etc., etc. Tout leur enthousiasme internationaliste et zimmerwaldien avait disparu comme par miracle. Mais nous, qui nous trouvions dans une opposition irréconciliable, nous comprenions que l'offensive était un danger terrible et pouvait amener la perte de la Révolution. Nous dénonçâmes l'impossibilité d'envoyer au combat une armée réveillée et ébranlée par le fracas d'événements dont elle est loin d'avoir pris entièrement conscience, sans lui avoir donné des idées nouvelles qu'elle aurait adoptées comme siennes. Nous avertissions, nous accusions, nous menacions. Mais comme les partis dirigeants qui, de leur côté, étaient encore liés par la bourgeoisie alliée, n'avaient plus d'autre chemin que celui-là, il était naturel que l'on nous traitât avec hostilité, avec une haine acharnée.

LA CAMPAGNE CONTRE LES BOLCHEVIKI

Ce n'est pas sans émotion que l'historien futur feuillettera les journaux russes de mai et de juin, à l'époque de la préparation morale de l'offensive. Tous les articles sans exception, presque dans tous les journaux gouvernementaux et officiels, étaient dirigés contre les bolcheviki. Il



n'est pas d'accusation ni de calomnie qui n'ait été mobilisée contre nous. Le rôle prépondérant dans cette campagne était tenu, bien entendu, par la bourgeoisie *cadette*, dont l'instinct de classe lui murmurait qu'il ne s'agissait pas seulement de l'offensive, mais de toute l'évolution ultérieure de la Révolution et en premier lieu du sort du Pouvoir. L'appareil bourgeois de l'« opinion publique » se montra ici dans toute sa force. Les organes, les institutions, les éditions, les tribunes, les chaires, tout fut mis au service d'un but commun : rendre les bolcheviki impossibles en tant que parti politique. Dans la tension concentrée et dans le dramatique de la campagne de presse contre les bolcheviki, l'on sentait déjà venir la guerre civile qui devait se dérouler à l'étape suivante de la Révolution. Le but de cette persécution et de cette campagne de calomnies, c'était la création d'un mur épais, fait d'éloignement et d'hostilité, entre les masses laborieuses, d'une part, et la « société instruite », d'autre part. La bourgeoisie libérale comprenait qu'elle n'approprivoiserait pas les masses sans l'intermédiaire et l'aide de cette démocratie petit-bourgeoise qui, comme nous l'avons indiqué plus haut, s'était trouvée pour un temps la conductrice des organisations révolutionnaires. C'est pourquoi le but le plus direct de la persécution politique des bolcheviki consistait à créer une hostilité implacable entre notre parti et les couches profondes des



« socialistes intellectuels » qui, s'étant séparées du prolétariat, ne pouvaient faire autrement que de tomber sous la dépendance de la bourgeoisie libérale.

C'est pendant le premier Congrès panrusse des Soviets qu'éclata le premier et violent coup de tonnerre qui annonçait des événements menaçants pour l'avenir. Le parti fixa pour le 10 juin une démonstration armée à Pétrograd. Son but immédiat était d'influencer le Congrès panrusse des Soviets : « Prenez le pouvoir », c'est là ce que les ouvriers de Pétersbourg voulaient dire aux social-révolutionnaires et aux mencheviki arrivés de toutes parts : « Rompez avec la bourgeoisie, rejetez l'idée de la coalition et prenez le pouvoir en mains. » Nous comprenions fort bien que la rupture des social-révolutionnaires et des mencheviki avec la bourgeoisie libérale les aurait forcés à chercher un appui dans les rangs les plus décidés, les plus avancés du prolétariat, et, par cela même, aurait assuré à ces derniers une signification prépondérante. Mais ce fut précisément ce dont eurent peur les chefs petit-bourgeois. Alliés au Gouvernement, dans lequel ils avaient leurs représentants coude à coude avec la bourgeoisie libérale et contre-révolutionnaire, ils ouvrirent une campagne véritablement folle contre la démonstration prévue dès qu'ils en eurent entendu parler. Tout fut mis sur pied. Nous formions alors une minorité insignifiante au Congrès, et



nous battîmes en retraite. La démonstration n'eut pas lieu. Mais ce projet, abandonné par nous, laissa une trace profonde dans la conscience des deux partis, approfondit les oppositions, intensifia l'hostilité. A la séance privée du Bureau du Congrès, à laquelle participaient les représentants des fractions, Tseretelli, qui était alors ministre dans le gouvernement de coalition, parla et affirma avec toute la décision d'un doctrinaire petit-bourgeois borné, que le seul danger qui menaçât la Révolution, c'étaient les bolcheviki et le prolétariat de Pétrograd armé par eux. Il tirait de là cette conclusion, qu'il était indispensable de désarmer des gens qui « ne savent pas manier les armes ». Ceci se rapportait aux ouvriers et à celles des unités de la garnison de Pétrograd qui suivaient notre parti. Cependant le désarmement ne se fit pas; les conditions politiques et psychologiques n'avaient pas encore atteint le degré permettant une mesure aussi radicale.

Afin de donner aux masses une compensation à la démonstration contremandée, le Congrès des Soviets fixa une démonstration générale, sans armes, pour le 18 juin. Mais ce jour fut précisément le jour du triomphe politique de notre parti. Les masses sortirent dans la rue en puissantes colonnes et, bien qu'elles eussent été convoquées par l'Institution officielle des Soviets pour contrebalancer notre manifestation échouée du 10 juin, les ouvriers et les soldats avaient inscrit sur



leurs drapeaux et leurs pancartes les mots d'ordre de notre parti : « A bas les traités secrets ! » « A bas la politique de l'offensive ! » « Vive la paix honorable ! » « A bas les dix ministres capitalistes ! » « Tout le pouvoir aux Soviets ! » Il n'y eut que trois écriteaux exprimant la confiance au Gouvernement de coalition : celui du régiment des cosaques, celui du groupe de Plekhanoff, et enfin le troisième précédait l'organisation pétersbourgeoise du *Bund*, qui se composait principalement d'éléments non prolétariens. Cette démonstration prouva, non seulement à nos ennemis mais à nous-mêmes, qu'à Pétrograd nous étions beaucoup plus forts qu'on ne le supposait.

L'OFFENSIVE DU 18 JUIN

Il semblait absolument impossible d'éviter une crise gouvernementale, résultat de la démonstration de ces masses révolutionnaires. Mais l'impression produite par la démonstration fut effacée par la nouvelle, venue du front, que l'armée révolutionnaire avait passé à l'offensive. Le jour même où le prolétariat et la garnison de Pétrograd exigeaient la publication des traités secrets et d'offres de paix, Kerensky avait jeté les troupes révolutionnaires dans l'offensive. Ce n'était pas, on le comprend, une simple coïncidence. Les politiciens avaient tout préparé d'avance, et l'ins-

tant de l'offensive fut choisi pour des motifs non militaires, mais politiques. Le 19 juin, les rues de Pétrograd voyaient défiler ce que l'on appelait des manifestations patriotiques. La perspective Newsky — la principale artère de la bourgeoisie — était tout entière parsemée de groupes surexcités, parmi lesquels des officiers, des journalistes et de belles dames menaient une propagande acharnée contre les bolcheviki. Les premières nouvelles de l'offensive étaient favorables. La presse libérale dirigeante estimait que le principal était fait, que le coup frappé le 18 juin, indépendamment de ses conséquences militaires ultérieures, serait un coup mortel pour le développement de la Révolution, qu'il recréerait la vieille discipline dans l'armée et assurerait le poste de commandement dans l'Etat à la bourgeoisie libérale. Nous prévoyions quant à nous tout autre chose. Dans la déclaration spéciale que nous avons publiée au premier Congrès des Soviets quelques jours avant l'offensive du 18 juin, nous affirmions que cette offensive détruirait inévitablement la cohésion intérieure de l'armée, qu'elle opposerait ses différentes fractions les unes aux autres, qu'elle donnerait une énorme influence aux éléments contre-révolutionnaires, car il serait impossible, sans répressions sévères, de maintenir la discipline dans une armée ébranlée et non renouvelée intellectuellement. Autrement dit, nous prédisions dans cette déclaration les suites qui



ont reçu plus tard le nom collectif de *kornilowisme*. Nous estimions que la Révolution était menacée dans les deux cas d'un danger colossal par le succès de l'offensive, auquel nous ne croyions pas, et par son insuccès, qui nous semblait presque inévitable. Le succès de l'offensive devait rapprocher la petite de la grande bourgeoisie dans l'unité de leurs dispositions chauvinistes et isoler de cette façon le prolétariat révolutionnaire. L'insuccès de l'offensive menaçait l'armée d'un effondrement complet, de sa déroute irrésistible, de la perte de nouvelles provinces, de la désillusion et du désespoir pour les masses. Les événements suivirent cette seconde voie. Les nouvelles de victoires ne durèrent pas longtemps. Elles furent remplacées par de sombres récits, enregistrant le refus de nombreuses unités de soutenir les attaquants, le massacre des officiers, dont étaient parfois entièrement formées les unités de choc, etc... (1).

(1) En raison de sa grande importance historique, nous reproduisons in-extenso le document publié par notre parti au Congrès panrusse des Soviets le 3 juin 1917, c'est-à-dire deux semaines avant l'offensive :

« Nous estimons nécessaire de placer au premier rang des travaux du Congrès une question dont dépend non seulement le sort de toutes les autres mesures que prendra le Congrès, mais — dont le sens exact et complet du mot — la destinée de la Révolution russe tout entière : la question de l'offensive militaire que l'on prépare pour ces jours prochains.

« Ayant mis le peuple et l'armée, qui ignore au nom de quels buts internationaux elle est appelée à verser le sang



Les événements militaires se déroulaient sur la base des difficultés toujours croissantes de la vie intérieure du pays. Dans le domaine de la question des terres, de l'industrie, des rapports nationaux, le gouvernement de coalition ne faisait aucun pas décisif. L'approvisionnement et les transports se désorganisaient toujours plus. Les collisions locales se multipliaient. Les ministres « socialistes » adjuraient les masses d'attendre. Toutes les décisions et les mesures, entre autres celles relatives à la Constituante, étaient renvoyées. L'irresponsabilité et l'instabilité du régime étaient évidentes. Il n'y avait que deux issues possibles : rejeter la bourgeoisie du pouvoir et remettre en

dans les conditions données, devant le fait de l'offensive avec toutes ses conséquences, les milieux contre-révolutionnaires de Russie espèrent également que l'offensive provoquera une concentration de pouvoir entre les mains des groupes militaires, diplomatiques et capitalistes, liés à l'impérialisme anglais, français et américain, et qu'elle les délivrera de la nécessité d'avoir à compter à l'avenir sur la volonté organisée du peuple russe.

« Les initiateurs contre-révolutionnaires secrets de l'offensive, qui n'hésitent pas en présence d'une « aventure militaire », essaient consciemment de jouer avec la décomposition de l'armée, provoquée par une situation intérieure et internationale du pays, et dans ce but ils inspirent aux éléments démocratiques désespérés cette idée radicalement fautive, que le fait même de l'offensive serait susceptible de « régénérer » l'armée et, par cette voie mécanique, de compenser l'absence d'un programme déterminé d'action pour la liquidation de la guerre. Et cependant il est clair que cette offensive ne peut que désorganiser définitivement l'armée, en opposant ses fractions les unes aux autres. »



marche la Révolution, ou bien procéder au « domptage » des masses populaires au moyen de sévères répressions. Kerensky et Tseretelli avaient choisi une voie intermédiaire et ne faisaient qu'embrouiller la situation... Lorsque les cadets, qui étaient les représentants les plus intelligents et les plus prévoyants de la coalition, eurent compris que l'échec de l'offensive du 18 juin pouvait atteindre gravement, non seulement la Révolution mais les partis gouvernementaux, ils s'empressèrent de se retirer quelque temps, abandonnant tout le poids de la responsabilité à leurs alliés de gauche.

Le 2 juin eut lieu une crise ministérielle, dont le prétexte formel fut la question ukrainienne. C'était un moment de tension politique extrême sous tous les rapports. Des différentes parties du front s'en venaient des délégations et des représentants isolés, qui caractérisaient le chaos régnant dans l'armée, chaos résultant de l'offensive. Ce que l'on appelait la presse gouvernementale exigeait des répressions sévères. La prétendue presse socialiste tenait de plus en plus fréquemment un langage analogue. Kerensky se tenait toujours plus, ou mieux, toujours plus ouvertement aux côtés des cadets et de leurs généraux, manifestant d'une façon démonstrative non seulement sa haine envers les bolcheviki, mais son inimitié à l'égard de tous les partis révolutionnaires en général. Les ambassades alliées faisaient pres-



sion sur le Gouvernement, exigeant le rétablissement de la discipline et la reprise de l'offensive. Le plus grand désarroi régnait dans les cercles gouvernementaux. Dans les masses populaires, il s'était accumulé une indignation qui cherchait à s'extérioriser. « Profitez du départ des ministres cadets et prenez tout le pouvoir en main », tel était l'appel que les ouvriers de Pétrograd adressaient aux partis dirigeants des Soviets, les socialistes-révolutionnaires et les mencheviki.

Je me souviens d'une séance du Comité exécutif, qui eut lieu le 2 juillet. Les ministres socialistes y étaient venus pour faire leur rapport sur la nouvelle crise du pouvoir. Nous attendions avec un vif intérêt quelle position ils allaient prendre après la façon honteuse dont ils avaient subi l'épreuve engendrée par leur politique de coalition elle-même. Le rapporteur fut Tseretelli. Il expliqua longuement au Comité exécutif que les concessions qu'il avait faites à la Rada ukrainienne de concert avec Terestchenko, ne signifiaient nullement le démembrement du pays et ne constituaient pas la raison du départ des cadets du ministère. Tseretelli accusa les chefs cadets de centralisme doctrinaire, et de ne pas comprendre la nécessité du compromis avec les Ukrainiens, etc., etc. L'impression produite fut pitoyable. Le doctrinaire, désespéré de la coalition, accusait de doctrinarisme les politiciens réalistes du capital, qui s'étaient servi du premier prétexte convenable pour faire payer à



leurs commis politiques le changement de direction décisif qu'ils avaient imprimé à la marche des événements par leur offensive du 18 juin. Après tous les précédents essais de coalition, il n'y avait, semblait-il, qu'une seule solution : rupture avec les cadets, création du pouvoir des Soviets. Le rapport intérieur des forces dans les Soviets était alors tel que le pouvoir des Soviets dans le sens des partis, se fût immédiatement trouvé aux mains des socialistes-révolutionnaires et des mencheviki. C'est vers ce résultat que nous nous dirigeons d'une façon consciente. Le mécanisme soviétiste donnait, grâce à la possibilité de fréquentes réélections, la garantie d'une expression suffisamment exacte des inclinations évoluant vers la gauche de la masse des ouvriers et des soldats ; aussi, d'après nos prévisions, les tendances, radicales devaient réunir la majorité au sein des Soviets dès la rupture de la coalition avec la bourgeoisie. Dans ces conditions la lutte du prolétariat pour le pouvoir se serait naturellement déversée dans le courant de l'organisation soviétiste et aurait pu se développer normalement. Après avoir rompu avec la bourgeoisie, la démocratie petit-bourgeoise serait-elle même tombée sous les coups de celle-ci et eût-elle dû chercher à se lier plus étroitement avec le prolétariat socialiste, son irrésolution et son indétermination politique eussent été tôt ou tard vaincues par les masses laborieuses sous le poids de notre critique. Voilà pourquoi nous exigeons



des partis dominants des Soviets, qui ne nous inspiraient aucune confiance politique, ce dont nous ne nous cachions pas, qu'ils prissent le pouvoir entre leurs mains.

Cependant, même après la crise ministérielle du 2 juillet, Tseretelli et ses partisans ne renoncèrent pas à leur « idée » de coalition. Ils expliquèrent au Comité exécutif que les chefs cadets étaient, à dire vrai, corrompus par le doctrinarisme et même par l'esprit contre-révolutionnaire, mais qu'en province il existait maints éléments bourgeois encore capables de marcher de pair avec la démocratie révolutionnaire et que pour s'assurer leur concours, il était indispensable de faire entrer dans la composition du nouveau ministère des représentants de la bourgeoisie. La nouvelle que la coalition ne s'était brisée que pour faire place à une autre coalition se répandit rapidement à Pétrograd et provoqua une tempête d'indignation dans les quartiers ouvriers et soldats. Ainsi surgirent les événements du 3 au 5 juillet.

LES JOURNÉES DE JUILLET

Déjà pendant la séance du Comité exécutif l'on nous avait communiqué par téléphone que le régiment de mitrailleurs se préparait à l'attaque. Ce fut aussi par téléphone que nous prîmes des mesures pour le retenir, mais dans les couches profondes



on sentait une activité fiévreuse. Du front arrivaient les représentants d'unités dissoutes pour indiscipline ; ils apportaient d'inquiétantes nouvelles de répressions et alarmaient la garnison. Chez les ouvriers de Pétrograd, le mécontentement des chefs officiels devenait d'autant plus aigu que Tseretelli, Dan et Tchkéidzé égaraient l'opinion publique du prolétariat, cherchant à empêcher le Soviet de Pétrograd de devenir l'expression du nouvel état d'esprit des masses laborieuses. Le Comité exécutif panrusse créé au Congrès de juillet et qui s'appuyait sur les provinces plus arriérées, rejetait toujours davantage le Soviet de Pétrograd au second plan et prenait entre ses mains, même la direction des affaires locales de Pétrograd. Une collision était inévitable. Les ouvriers et les soldats exerçaient une pression d'en bas, exprimant bruyamment leur mécontentement au sujet de la politique officielle des Soviets, et exigeaient de notre parti des actions plus résolues. Nous pensions que l'heure de ces actions n'était pas encore venue, étant donné l'état arriéré des provinces. Mais en même temps nous craignions que les événements militaires pussent apporter un énorme chaos dans les rangs de la Révolution et installer le désespoir dans le cœur des masses. Dans notre parti, la manière de voir les événements des 3 au 5 juillet était complètement déterminée. D'une part, l'on craignait que Pétrograd ne fût séparé du reste du pays ; d'autre part l'on espérait

que l'intervention énergique et active de Péetrograd pourrait seule sauver la situation. Les propagandistes de notre parti pénétraient dans les masses et menaient une agitation acharnée.

Il y avait encore quelque espoir que l'action des masses révolutionnaires dans la rue, briserait le doctrinarisme obtus des coalitionnistes et leur ferait comprendre qu'ils ne pourraient se maintenir au pouvoir qu'en rompant ouvertement avec la bourgeoisie. En dépit de ce que raconta les jours suivants la presse bourgeoise, notre parti n'avait nullement conçu le plan de s'emparer du pouvoir par un soulèvement armé. Il s'agissait d'une démonstration révolutionnaire qui débuta toute seule mais qui, politiquement, était guidée par nous.

Le Comité central exécutif siégeait dans le palais de Tauride, lorsque les vagues orageuses des soldats et des ouvriers armés entourèrent le palais de tous côtés. Parmi les manifestants se trouvaient aussi, mais en infime proportion, cela va de soi, des éléments anarchiques prêts à se servir de leurs armes contre le centre soviétiste. Il y avait aussi des éléments visiblement mercénaires, des ex-faiseurs de pogroms et membres des bandes noires, qui tentaient d'utiliser la situation afin de provoquer des désordres et commencer le pillage. Ces éléments exigeaient l'arrestation de Tchernoff, de Tseretelli, la dissolution du Comité exécutif, etc. On essaya même d'arrêter Tchernoff. Plus tard, dans la prison des Kresty,



je reconnus l'un des matelots qui avaient pris part à cette tentative : il se trouva être un criminel détenu aux Kresty pour pillage. Mais la presse bourgeoise et coalitionniste représenta le mouvement entier comme une campagne contre-révolutionnaire de pogroms, campagne en même temps bolcheviste, dont le but immédiat était de conquérir le pouvoir par la violence armée sur le Comité central exécutif.

Le mouvement des 35 juillet témoigna déjà très clairement du vide qui régnait à Pétrograd autour des partis dirigeants des Soviets. Nous étions loin alors d'avoir la garnison entière pour nous. Il y avait des unités hésitantes, indécises, passives. Mais, exception faite des junkers-aspirants, il n'y avait *pas une unité* qui fût prête à lutter contre nous pour la défense du Gouvernement ou des partis dirigeants des Soviets. Il fallut rappeler des troupes du front. Toute la stratégie révélée par Tseretelli, par Tchernoff, etc., le 3 juillet, se réduisait à gagner du temps pour permettre à Kerensky de concentrer des unités « sûres » à Pétrograd. L'une après l'autre, les délégations entraient dans la salle du palais de Tauride, environné d'une masse considérable de peuple armé, et exigeaient une rupture complète avec la bourgeoisie, des réformes sociales décisives et l'ouverture des pourparlers de paix. Nous, les bolcheviki, nous allions à la rencontre de chaque nouveau détachement des manifestants



dans la rue ou dans la cour, pour leur adresser des discours où nous les exhortions au calme et où nous exprimions notre assurance qu'avec l'état d'esprit actuel des masses, les coalitionnistes ne réussiraient pas à créer un pouvoir de coalition nouveau. La disposition d'esprit la plus résolue était celle des marins de Kronstadt, que l'on avait peine à retenir dans les limites d'une simple manifestation. Le 4 juillet, cette manifestation se développa encore plus largement, déjà sous la direction de notre parti. Les chefs des Soviets étaient déconcertés, leurs discours présentaient un caractère évasif, les réponses qu'Ulysse Tchkéidzé donnait aux députations étaient privées de toute substance politique. Il était évident que les différents chefs gagnaient du temps.

La nuit du 4, des troupes « sûres » commencèrent à arriver du front. Pendant la séance du Comité exécutif, l'édifice du palais de Tauride retentit des accents cuivrés de la *Marseillaise*. Les visages des membres du bureau changèrent soudain. Ils se pénétrèrent de cette assurance qui leur avait manqué ces derniers temps. C'était le régiment de Wolhynie qui entra dans le palais — ce même régiment de Wolhynie qui, quelques mois plus tard, suivait nos étendards à l'avant-garde de la Révolution d'octobre. Dès ce moment, tout changea. Il n'était plus besoin de faire de cérémonies avec les délégations des ouvriers et



soldats de Pétrograd et les représentants de la flotte baltique. De la tribune du Comité exécutif retentirent des discours sur une émeute armée maintenant « réprimée » par les troupes révolutionnaires fidèles. Les bolcheviki furent proclamés parti contre-révolutionnaire.

La peur que la bourgeoisie libérale avait éprouvée pendant ces deux jours de démonstration armée se traduisit en un torrent de haine, non seulement dans les colonnes des journaux, mais dans les rues de Pétrograd, en particulier sur la perspective Newsky, où l'on massacrait impitoyablement les ouvriers et les soldats isolés pris en flagrant délit de « criminelle agitation ». Les junkers, les officiers, les soldats des unités de choc, les chevaliers de la croix de Saint-Georges demeurèrent maîtres de la situation. A leur tête se placèrent des contre-révolutionnaires avérés. Dans la ville était menée une campagne impitoyable contre les organisations ouvrières et les formations de notre parti. Des arrestations, des perquisitions, des massacres et des assassinats isolés avaient commencé. La nuit du 4, le ministre de la justice, Perewerzew, livra à l'impression des « documents » qui devaient prouver qu'à la tête du parti des bolcheviki étaient des agents allemands. Les chefs du parti des socialistes-révolutionnaires et des mencheviki nous connaissaient trop bien et depuis trop longtemps pour accepter cette accusation, mais en même temps ils étaient



trop intéressés à son succès pour témoigner ouvertement contre elle ; et maintenant encore il est impossible de penser sans dégoût à la bacchanale de mensonges qui se donna libre cours dans les pages de tous les journaux bourgeois et coalitionnistes. Notre presse fut écrasée. Pétrograd révolutionnaire sentit la distance qui la séparait encore de la province et de l'armée. Dans les quartiers ouvriers régna la confusion, un court instant. La garnison eut à subir des repréailles exercées contre les régiments dissous, et le désarmement de certaines unités fut entrepris. Pendant ce temps, les chefs soviétistes fabriquaient un nouveau ministère qui comprenait les représentants des groupes bourgeois de troisième grandeur ; ces groupes, sans rien donner au Gouvernement, le privaient de ce qui pouvait lui rester d'initiative révolutionnaire.

Cependant les événements du front suivaient leur cours. L'organisme de l'armée avait été ébranlé à fond. Les soldats s'étaient convaincus, dans l'action, que la majeure partie des officiers, tout en ayant accepté au commencement de la Révolution de se teindre en rouge pour se protéger, restaient profondément hostiles au nouveau régime. Le quartier général produisait ouvertement une sélection d'éléments contre-révolutionnaires. Les publications bolchévistes étaient impitoyablement poursuivies. L'offensive s'était changée en une retraite tragique. La presse bourgeoise



calomniait l'armée avec fureur, et bien que la veille de l'offensive les partis dirigeants nous eussent affirmé que nous étions une misérable poignée, que l'armée ne nous connaissait pas et ne voulait pas nous connaître, en revanche à présent, après le tragique échec de l'aventure militaire, les mêmes personnes et les mêmes partis nous chargeaient de toute la responsabilité de son insuccès. Les prisons regorgeaient d'ouvriers et de soldats révolutionnaires. Tous les vieux loups des tribunaux tsaristes avaient été appelés à instruire l'affaire des journées de juillet. C'est dans ces conditions que les socialistes-révolutionnaires et les mencheviki avaient le front d'exiger de Lenine, de Zinoviev et des autres camarades, qu'ils se rendissent volontairement aux mains de la « justice ».

APRÈS LES JOURNÉES DE JUILLET

L'indécision qui régnait dans les quartiers ouvriers passa bientôt et fit place à une marée montante d'esprit révolutionnaire, non seulement au sein du prolétariat, mais dans la garnison même de Pétrograd. Les coalitionnistes perdaient toute influence, le flot du bolchevisme sortait des villes et commençait à se répandre dans le pays entier et par-dessus tous les obstacles il pénétra dans les rangs de l'armée. Le nouveau pouvoir de coalition,



présidé par Kerensky, avait pris ouvertement le chemin des répressions. Le ministère avait rétabli la peine de mort pour les soldats. Nos journaux étaient supprimés, nos agitateurs emprisonnés ; mais cela ne faisait qu'augmenter notre influence. Malgré tous les obstacles opposés aux réélections du Soviet de Pétrograd, les rapports des forces étaient si changés que, dans certaines questions importantes, nous étions déjà en majorité. Les mêmes faits se reproduisaient dans le Soviet de Moscou.

Pendant ce temps, moi et bien d'autres camarades nous étions dans la prison des Kresty, arrêtés pour agitation et pour avoir organisé le soulèvement armé des 3-5 juillet, de concert avec les autorités allemandes, afin d'appuyer les buts militaires des Hohenzollern. Le fameux juge d'instruction du régime tsariste, Alexandrow, qui avait mené bien des affaires dirigées contre les révolutionnaires, reçut la mission de protéger la République contre les bolcheviki anti-révolutionnaires ! Sous l'ancien régime, la population des prisons se divisait en prisonniers politiques et criminels ; maintenant il s'était établi une nouvelle terminologie : catégorie des criminels et catégorie des bolcheviki. Les soldats emprisonnés étaient en proie à une amère stupéfaction. Ces jeunes gens des campagnes, qui n'avaient jamais pris part auparavant à la vie politique, avaient supposé que la Révolution les avait délivrés définitivement et



à jamais ; et maintenant ils regardaient avec étonnement la serrure des portes et le grillage des fenêtres. Chaque fois que nous nous rencontrions à l'heure de la promenade, ils me demandaient avec inquiétude ce que cela signifiait et comment cela finirait. Je les consolais en leur démontrant que la victoire devait finalement nous appartenir.

LA RÉVOLTE DE KORNILOFF

A la fin du mois d'août, nous vîmes éclater la révolte du général Korniloff. Ce fut le résultat direct de la mobilisation des forces contre-révolutionnaires, une poussée énergique provoquée par l'offensive du 18 juin. A la fameuse Conférence qui eut lieu à Moscou au milieu du mois d'août, Kerensky avait tenté de jouer le rôle d'intermédiaire entre les éléments du cens et la démocratie petit-bourgeoise. Les bolcheviki étaient en général considérés comme se tenant en dehors de la « légalité ». Kerensky les menaçait du fer et du sang, bruyamment applaudi par les gros propriétaires composant la moitié de l'assemblée et accueilli par le silence perfide de la démocratie bourgeois. Mais les cris hystériques et les menaces de Kerensky ne satisfaisaient pas les chefs de la cause contre-révolutionnaire. Ils avaient trop bien observé le flux révolutionnaire dans toutes les parties du pays, dans la classe ouvrière, dans

les campagnes et dans l'armée, et ils tenaient pour nécessaire d'appliquer immédiatement les mesures les plus extrêmes pour punir les masses. De concert avec la bourgeoisie foncière, qui voyait en lui son héros, Korniloff prit sur lui de résoudre ce problème hasardeux. Kerensky, Savinkoff, Filonenko et les autres socialistes-révolutionnaires gouvernants et demi-gouvernants étaient les complices de sa conspiration, mais à un certain degré de l'évolution des événements, ils trahirent tous Korniloff lorsqu'ils eurent compris que sa victoire signifiait leur mort politique à eux. Nous avons vécu les événements de cette époque en prison, et nous les avons suivis dans les journaux : le fait que nous recevions librement des journaux était le seul point important par où les prisons de Kerensky différaient de celles de l'ancien régime. L'aventure du général cosaque tomba dans l'eau. Six mois de Révolution avaient fait de la conscience des masses et de leur état d'organisation un rempart suffisant contre une offensive ouverte de la contre-révolution. Les partis coalitionnistes des Soviets furent effrayés au dernier degré par les suites possibles du complot kornilowiste, qui avait menacé de balayer non seulement les boleheviki, mais la Révolution entière avec ses partis dirigeants. Les socialistes-révolutionnaires et les mencheviki commencèrent à légaliser de nouveau les boleheviki, mais cependant avec hésitation et à moitié seulement, pressentant



les dangers possibles de l'avenir. Les mêmes marins de Kronstadt qui, après les journées de juillet, avaient été traités de pillards et de contre-révolutionnaires, furent appelés à Pétrograd à l'instant où se révélait le danger de Korniloff, pour défendre la Révolution. Ils vinrent, sans phrases, sans reproches, sans rappels du passé, et ils occupèrent les postes les plus dangereux. J'avais pleinement le droit de rappeler à Tseretelli les paroles que je lui avais jetées en mai, lorsqu'il s'occupait à persécuter les marins : « Quand un général contre-révolutionnaire tentera de mettre la corde au cou de la Révolution, les cadets savonneront cette corde et les matelots de Kronstadt viendront lutter et mourir avec nous. »

Les organisations soviétistes manifestèrent partout, à l'arrière comme au front, leur vitalité et leur force dans la lutte contre la révolte de Korniloff. Il n'y eut presque pas de cas où les choses en vinrent à une collision armée. La masse révolutionnaire noya le complot du général. De même que les coalitionnistes n'avaient pu, en juillet, trouver contre nous des soldats dans la garnison de Pétrograd, de même Korniloff ne trouva pas, sur toute l'étendue du front, de soldats contre la Révolution. Il agissait par le mensonge, et les paroles de propagande détruisaient facilement ses desseins.

D'après les journaux, j'espérais en une grande rapidité d'évolution des événements ultérieurs,

dans le sens du passage du Pouvoir aux mains des Soviets. La croissance des bolcheviki en influence et en force était indéniable, et l'élan donné était irrésistible. Les bolcheviki avaient mis le peuple en garde contre la coalition, contre l'offensive du 18 juin ; ils avaient prédit Korniloff ; les masses du peuple s'étaient convaincues par l'expérience que nous avons eu raison. Aux instants les plus inquiétants du complot Korniloff, lorsque la division du Caucase approchait de Pétrograd, le Soviet de Pétrograd, avec la tolérance forcée des autorités, avait armé les ouvriers. Les régiments amenés contre nous s'étaient depuis longtemps régénérés dans l'atmosphère brûlante de Pétrograd et tenaient maintenant entièrement notre parti. La révolte de Korniloff devait ouvrir définitivement les yeux à l'armée sur l'impossibilité de continuer la politique de coalition avec la contre-révolution bourgeoise. C'est pourquoi l'on pouvait s'attendre à ce que la répression de la révolte de Korniloff ne serait que l'introduction d'une offensive immédiate des forces révolutionnaires guidées par notre parti, vers la conquête du pouvoir. Mais les événements se développèrent plus lentement. Malgré toute la tension de l'état d'esprit révolutionnaire des masses, la brutale leçon des journées de juillet les avait rendues plus prudentes et les avait fait renoncer à toute action hâtive ; elles attendaient un appel et une direction d'en haut. Mais dans les milieux dirigeants de notre parti, il

régnait aussi un état d'esprit expectatif. Dans ces conditions, la liquidation de l'aventure Korniloff, malgré la modification profonde des forces en notre faveur, n'amena pas de changements politiques immédiats.

LA LUTTE A L'INTÉRIEUR DES SOVIETS

Vers cette époque, la prédominance de notre parti dans le Soviet de Pétrograd s'était définitivement consolidée. C'est ce qui se manifesta sous une forme dramatique au sujet de la composition de la Présidence. Au temps où les socialistes-révolutionnaires et les mencheviki avaient la majorité dans les Soviets, ils avaient employé tous les moyens pour isoler les bolcheviki. Ils n'avaient pas admis un seul bolchevik à la Présidence du Soviet de Pétrograd, même pendant la période où notre parti formait un tiers au moins du Soviet entier. Après qu'une majorité peu consistante du Soviet de Pétrograd eût voté la résolution concernant le passage du pouvoir entier aux mains des Soviets, notre organisation proposa d'exiger qu'une Présidence de coalition fût établie sur des bases proportionnelles. L'ancienne Présidence, dont faisaient partie Tchekéidzé, Tseretelli, Kerensky, Skobeleff, Tchernoff, refusa nettement. Il convient de rappeler maintenant que lorsque les représentants des partis vaincus par la Révolution parlèrent de la

nécessité d'un front démocratique unique et nous accusèrent d'exclusivité, l'on réunit le Soviet de Pétrograd en une séance spéciale qui devait trancher la question des destinées de la Présidence. Toutes les forces, toutes les réserves furent mobilisées des deux côtés. Tseretelli commença par prononcer un discours-programme dans lequel il prouvait que la question de la Présidence était une question d'orientation. Nous comptions réunir un peu moins de la moitié des voix, ce que nous étions prêts à regarder comme un succès. En fait, à l'appel nominal, une majorité de cent voix à peu près se prononça en notre faveur. « Pendant six mois — déclara Tseretelli — nous nous sommes tenus à la tête du Soviet de Pétrograd et nous l'avons conduit de victoire en victoire ; nous vous souhaitons de vous maintenir, ne serait-ce que la moitié de ce temps, aux postes que vous vous préparez à occuper. » La même interversion des partis gouvernants eut lieu dans le Soviet de Moscou.

L'un après l'autre, les Soviets provinciaux passaient du côté des bolcheviki. Le moment de la convocation du second Congrès panrusse des Soviets approchait. Mais le groupe dirigeant du Comité central exécutif s'efforçait par tous les moyens de remettre le Congrès à une époque indéterminée, afin de le faire échouer. Il était évident que le nouveau Congrès des Soviets donnerait la majorité à notre parti, qu'il rénoverait de façon correspondante la composition du Comité central exécutif et



qu'il priverait les coalitionnistes de la plus importante de leurs positions. Ainsi la lutte pour la convocation du Congrès panrusse acquit pour nous une signification primordiale.

Ce fut pour contrebalancer cette idée que les mencheviki et les socialistes-révolutionnaires mirent en avant celle de la Conférence démocratique. Cette entreprise leur était nécessaire contre nous, aussi bien que contre Kerensky.

Le chef du ministère avait occupé, vers cette époque, une position absolument indépendante et irresponsable. Il avait été élevé au pouvoir par le Soviet de Pétrograd, durant la première période de la Révolution. Kerensky entra au ministère sans décision préalable du Soviet, mais celui-ci l'approuva ensuite. Depuis le premier Congrès des Soviets, les ministres socialistes étaient tenus pour responsables devant le Comité central exécutif. Leurs alliés, les cadets, n'étaient responsables que devant leur parti. Après les journées de juillet, le Comité central exécutif, allant à la rencontre de la bourgeoisie, libéra les ministres socialistes de leur responsabilité soviétiste — soi-disant au nom de la création d'une « dictature révolutionnaire ».

Il est bon de le rappeler au moment où les mêmes individus qui instituaient la dictature d'une coterie, ne cessent de proférer des accusations et des malédictions contre la dictature d'une classe. La Conférence de Moscou, où des éléments bourgeois et démocratiques habilement brassés se



contrebalançaient, était destinée à confirmer le pouvoir de Kerensky sur les autres pouvoirs et sur les autres partis. Ce but n'avait été atteint qu'en apparence. En fait, la Conférence de Moscou avait dévoilé la faiblesse complète de Kerensky, car il était presque aussi entièrement étranger aux éléments gros-bourgeois qu'à la démocratie petit-bourgeoise. Mais comme les libéraux et les conservateurs avaient applaudi à ses attaques contre la démocratie, et que les caalitionnistes lui avaient fait une ovation chaque fois qu'il avait blâmé avec prudence les contre-révolutionnaires, il en avait remporté l'impression qu'il s'appuyait sur les uns comme sur les autres et que, pour cette raison, il disposait d'un pouvoir illimité. Il menaçait de sang et de fer les ouvriers et les soldats révolutionnaires. Sa politique alla plus loin dans la voie des arrangements secrets avec Korniloff, arrangements qui le compromirent aux yeux même des coalitionnistes. S'exprimant dans le langage diplomatique et évasif qui le caractérise, Tseretelli parla de moments « personnels » dans la politique et de la nécessité de limiter ces moments. C'est cette œuvre que devait accomplir la Conférence démocratique que l'on avait composée sur des normes arbitraires de représentants des Soviets, des doumas, des zemstvos, des unions professionnelles et des coopératives. Le problème principal était cependant d'assurer à la Conférence une composition suffisamment conservatrice, de dissoudre une fois pour



toutes les Soviets dans la masse informe de la démocratie et, sur cette nouvelle base d'organisation, de se consolider contre le flot bolcheviste.

Il convient de noter ici en quelques mots la différence du rôle politique des Soviets et des organes démocratiques de self-administration. Les pharisiens bourgeois nous ont montré plus d'une fois que les doumas et les nouveaux zemstvos, élus sur la base du suffrage universel, sont incomparablement plus démocratiques que les Soviets et ont plus de droits à représenter la population entière. Cependant, ce critère démocratique de pure forme n'a aucun sens sérieux à l'époque révolutionnaire. La Révolution se distingue par ce fait que la conscience des masses change rapidement, que des couches toujours nouvelles de la population amassent de l'expérience, vérifient leurs points de vue de la veille, les rejettent, en élaborent de nouveaux, suivent de nouveaux chefs en reniant les anciens, et vont de l'avant... Les organisations démocratiques de forme, qui s'appuient sur le lourd appareil du suffrage universel, restent inévitablement, durant l'époque révolutionnaire, en arrière de l'évolution de la conscience politique des masses. Il en est tout autrement pour les Soviets. Ceux-ci s'appuient directement sur des groupements organiques tels que l'atelier, l'usine, la fabrique, la commune, le régiment, etc... Il leur manque évidemment la garantie juridique de l'exactitude des élections, que donnent les doumas et les zemstvos.



Mais ils possèdent des garanties infiniment plus sérieuses et plus profondes pour la liaison directe et immédiate du député avec les électeurs. Le député de la douma municipale ou du zemstvo s'appuie sur une masse pulvérisée d'électeurs, qui lui confie ses pleins pouvoirs pour une année et qui se dissipe ensuite. Les électeurs soviétistes restent toujours liés entre eux par les conditions mêmes de leur travail et de leur existence. Leur député reste toujours sous leurs yeux ; ils peuvent à n'importe quel moment le charger d'un mandat, le désapprouver, le destituer, le remplacer par un autre. Si l'évolution politique générale des mois révolutionnaires précédents s'était exprimée par le fait que l'influence des partis coalitionnistes avait cédé la place à l'influence décisive des bolcheviki, il est tout à fait compréhensible que ce processus se fût reflété de la façon la plus claire et la plus complète à l'intérieur des Soviets, alors que les doumas et les zemstvos, malgré leur forme démocratique, exprimaient non pas l'état d'esprit du jour, mais celui de la veille, au sein des masses ouvrières. C'est là précisément ce qui explique l'attraction que les doumas et les zemstvos exerçaient sur les partis qui perdaient de plus en plus de terrain auprès de la classe révolutionnaire. C'est sur cette même question — mais sur une échelle plus large — que nous reviendrons plus tard, en entamant le sujet de l'Assemblée constituante.



LA CONFÉRENCE DÉMOCRATIQUE

La Conférence démocratique, convoquée par Tsetelli et ses partisans au milieu du mois de septembre, avait un caractère absolument artificiel, présentant une combinaison de Soviets et d'organes de self-administration dans une proportion suffisante pour assurer la supériorité des partis coalitionnistes. Cette Conférence engendrée par la faiblesse et la confusion se termina par un fiasco pitoyable. La grosse bourgeoisie la considéra avec la plus grande hostilité, car elle y voyait une tentative pour la rejeter des positions qu'elle avait conquises à la Conférence de Moscou. Le prolétariat révolutionnaire et les masses des paysans et des soldats, ses alliés, condamnaient à l'avance la méthode de falsification employée pour la convocation de la Conférence démocratique. Le but direct des coalitionnistes était de créer un ministère « responsable ». Mais ils n'atteignirent même pas ce but. Krensky ne voulait pas et n'admettait pas la responsabilité, parce que la bourgeoisie qui se tenait derrière lui ne l'acceptait pas non plus. Son irresponsabilité envers les organes de ce qu'on appelait la démocratie, signifiait en fait une responsabilité envers les cadets et les ambassades alliées. Pour le moment, cela suffisait à la bourgeoisie. Ce fut la question de la coalition qui dévoila toute l'irréalité de la Conférence démocratique. La majorité en faveur de la coalition avec la bourgeoisie comprenait



quelques voix seulement ; une forte minorité se prononça contre cette coalition et la majorité vota contre la coalition avec les cadets. Mais à l'exception des cadets, il n'y avait dans la bourgeoisie aucun parti un peu sérieux avec qui conclure une coalition. C'est ce que Tseretelli expliqua d'une façon détaillée à la Conférence. Si la Conférence ne le comprit pas, tant pis pour la Conférence. Sans plus de cérémonies, l'on entreprit, derrière le dos de la Conférence, des pourparlers avec ces mêmes cadets qu'elle avait rejetés, en décidant que les cadets n'y figureraient pas en tant que cadets, mais en tant que... personnalités politiques ! Acculée de droite et de gauche, la démocratie petit-bourgeoise souffrait qu'on se gaussât si impudemment d'elle, et par cela même elle démontrait sa profonde prostration politique.

Au cours de la Conférence démocratique, il fut créé un Conseil, que l'on décida de compléter par des représentants de la grande bourgeoisie ; ce pré-parlement devait remplir la place demeurant vide jusqu'à la convocation de la Constituante. Le nouveau ministère de coalition — il était ainsi en contradiction avec le plan primitif de Tseretelli, mais restait pleinement d'accord avec les plans de la bourgeoisie — gardait son indépendance de forme par rapport au pré-parlement. Tout cela produisait l'impression d'efforts piteux et impuissants qu'aurait tentés une bureaucratie affaiblie et destinés à cacher la capitulation complète de la démocratie

petit-bourgeois devant le libéralisme des gros propriétaires, — ce même libéralisme qui un mois plus tôt avait ouvertement soutenu l'offensive de Korniloff contre la Révolution. Tout concluait donc au rétablissement et à la réunion à perpétuité de la coalition à la bourgeoisie libérale. Il ne pouvait plus y avoir de doute là-dessus : indépendamment de la composition de l'Assemblée constituante, le pouvoir politique serait en fait aux mains de la bourgeoisie, car les partis coalitionnistes, malgré l'immense avantage que leur valaient les masses du peuple, en arrivaient régulièrement à l'entente avec les cadets, estimant impossible de créer un pouvoir politique en dehors de la bourgeoisie. Les masses du peuple nourrissaient la plus profonde animosité envers le parti de Milioukoff. Dans toutes les élections qui avaient eu lieu depuis l'époque révolutionnaire, les cadets avaient été misérablement battus, ce qui n'empêchait pas les mêmes partis — socialiste-révolutionnaire et mencheviki — qui battaient si régulièrement le parti des cadets aux élections, d'accorder à leurs adversaires des places de choix dans les Gouvernements de coalition. Il était dès lors naturel que les masses s'aperçussent toujours davantage que les partis de coalition jouaient en fait le rôle de commis de la bourgeoisie libérale.



LES DIFFICULTÉS AU FRONT ET A L'ARRIÈRE

Pendant ce temps, la situation intérieure se compliquait toujours davantage et empirait. La guerre se prolongeait sans but, sans signification et sans perspective aucune. Le Gouvernement ne faisait rien pour sortir de ce cercle vicieux. L'on proposa de façon ridicule, d'envoyer le menchevik Skobéleff à Paris pour agir sur les impérialistes alliés. Mais aucun homme raisonnable n'attribuait de signification sérieuse à ce plan. Korniloff avait rendu Riga aux Allemands, afin de terroriser l'opinion publique et de pouvoir établir dans ces conditions une discipline brutale dans l'armée. Pétrograd était en péril. Et les éléments bourgeois envisageaient le danger sans dissimuler leur joie mauvaise. L'ex-président de la Douma, Rodzianko, disait ouvertement que rendre aux Allemands Pétrograd la pervertie ne serait pas un bien grand malheur. Il alléguait l'exemple de Riga, où après l'entrée des Allemands, les Soviets avaient été abolis et l'ordre rétabli en même temps que les anciens agents de police avaient été réintégrés dans leurs fonctions. La flotte de la Baltique périrait. Mais qu'importe ; la flotte est corrompue par la propagande révolutionnaire, par conséquent, la perte serait minime. Ce cynisme de petit rentier bavard, exprimait bien les pensées sournoises des larges sphères de la bourgeoisie. La reddition de Pétrograd aux Alle-



mands ne signifiait nullement sa perte définitive. Au traité de paix, Pétrograd reviendrait, — mais assagi grâce au militarisme allemand. Pendant ce temps, la Révolution resterait décapitée, et il serait plus facile d'en venir à bout. Le Gouvernement de Kerensky ne songeait pas à une défense sérieuse de la capitale. Tout au contraire, on préparait l'opinion publique à sa capitulation éventuelle. Les institutions gouvernementales furent évacuées de Pétrograd sur Moscou et sur d'autres villes.

Ce fut dans ces conditions qu'eut lieu la séance de la section militaire du Soviet de Pétrograd. L'état des esprits était tendu et anxieux. Le Gouvernement est-il incapable de défendre Pétrograd ? Dans ce cas, qu'il conclue la paix. Et s'il lui est impossible de conclure la paix, qu'il s'en aille ! Ce fut cette décision qui révéla l'état d'esprit de la section militaire. L'aube de la Révolution d'octobre rougissait déjà l'horizon.

Sur le front, la situation empirait tous les jours. L'automne arrivait, froid, pluvieux et boueux. Une quatrième campagne d'hiver menaçait l'armée. L'approvisionnement devenait de jour en jour plus précaire. A l'arrière, on oubliait de penser au front ; il n'arrivait ni relèves, ni réserves, ni vêtements chauds. Les désertions se multipliaient. Les anciens Comités d'armée, élus aux premiers temps de la Révolution, restaient sur place et soutenaient la politique de Kerensky. Il était interdit de pro-



céder à de nouvelles élections. Un abîme s'était creusé entre les Comités et les masses des soldats. Les choses en vinrent au point que les soldats éprouvèrent de la haine pour leurs Comités. A Pétrograd s'en venaient toujours plus fréquemment des délégués du front qui, participant aux séances du Soviet de Pétrograd, posaient cette question brûlante : Que faire maintenant ? Qui terminera la guerre et comment la terminera-t-on ? Pourquoi le Soviet de Pétrograd garde-t-il le silence ?

L'INÉVITABILITÉ DE LA LUTTE POUR LE POUVOIR

Le Soviet de Pétrograd ne gardait pas le silence. Il exigeait le passage immédiat du pouvoir entier, central et local, aux mains des Soviets, le transfert immédiat de la terre aux paysans, le contrôle des ouvriers sur la production et l'ouverture immédiate des pourparlers de paix. Tant que nous étions restés un parti d'opposition, le mot d'ordre — tout le pouvoir aux Soviets — avait été un mot d'ordre de propagande. Mais à partir de l'instant où nous avons conquis la majorité dans tous les Soviets importants, ce mot d'ordre nous imposait l'obligation d'une lutte directe et immédiate pour le pouvoir.

Dans les campagnes, la situation s'était em-



brouillée et compliquée au dernier degré. La Révolution avait promis la terre au paysan, mais les partis dirigeants exigeaient en même temps que le paysan ne touchât pas à cette terre avant que l'Assemblée constituante fût convoquée. Le paysan avait commencé par attendre avec patience, mais lorsqu'il eût perdu cette patience, le ministère de coalition l'accabla de répressions. Cependant, la Constituante était renvoyée à une époque de plus en plus lointaine. La bourgeoisie insistait pour que l'on convoquât la Constituante après la conclusion de la paix. Les masses paysannes perdaient de plus en plus patience. Ce que nous avions prédit tout au début de la Révolution commença à se réaliser : le paysan se mit à prendre la terre par ses propres moyens. Les répressions se renforcèrent, l'on se mit à arrêter les Comités révolutionnaires du sol. Dans certains cantons, Kerensky introduisit l'état de siège. Les délégués des campagnes affluèrent au Soviet de Pétrograd. Ils se plaignaient de ce qu'on les mettait en prison lorsqu'ils commençaient à exécuter le programme du Soviet de Pétrograd et à transférer les terres des gros propriétaires aux mains des Comités paysans. Les paysans venaient nous demander de les défendre. Nous leur répondions que nous ne pourrions les défendre que si le pouvoir nous appartenait. Cependant, il ressortait de là que si les Soviets ne voulaient pas se transformer en parlottes, ils devaient s'emparer réellement du pouvoir.



Il est stupide de lutter pour le pouvoir des Soviets un mois ou un mois et demi avant la Constituante ! — nous disaient nos voisins de droite. Mais nous ne nous laissons pas contaminer par ce fétichisme de l'Assemblée constituante. Avant tout, il n'y avait aucune garantie pour qu'elle fût véritablement convoquée. La débâcle de l'armée, les désertions en masse, la désorganisation économique, la Révolution agraire, tout cela créait un état de choses peu favorable aux élections à la Constituante. La reddition de Péetrograd aux Allemands menaçait même d'enlever en général toute actualité à la question des élections. Et puis, même si la Constituante avait été convoquée sous la direction des anciens partis, d'après les anciennes listes, elle n'eût servi qu'à couvrir et à sanctifier le pouvoir de coalition. Ni les socialistes-révolutionnaires ni les mencheviki n'étaient en état de prendre le pouvoir en mains en dehors de la bourgeoisie. Seule la classe révolutionnaire était appelée à briser le cercle vicieux dans lequel tournait et se décomposait la Révolution. Il fallait arracher le pouvoir des mains des éléments qui servaient directement ou indirectement la bourgeoisie et qui utilisaient l'appareil de l'Etat comme instrument d'obstruction contre les exigences révolutionnaires du peuple.



LA LUTTE POUR LE CONGRÈS DES SOVIETS

Tout le pouvoir aux Soviets! réclamait notre parti. Traduite en langue des partis, cette devise signifiait dans la période précédente : le pouvoir aux socialistes-révolutionnaires et aux mencheviki, comme contrepoids à une coalition avec la bourgeoisie libérale. Mais, en octobre 1917, cette même devise signifiait le passage de tout le pouvoir au prolétariat révolutionnaire, à la tête duquel se trouvait alors le parti des bolcheviki. Il s'agissait de la dictature du prolétariat, de la classe ouvrière, qui entraînait ou plutôt était capable d'entraîner avec elle la masse des paysans les plus pauvres, lesquels se comptaient par millions. Tel fut le sens historique du soulèvement d'octobre.

Toute la situation dictait cette voie à notre organisation. Nous avons prêché dès le commencement de la Révolution la nécessité inévitable de la transmission du pouvoir aux Soviets. La plupart des Soviets, après une longue lutte intérieure, adhérèrent à notre point de vue et adoptèrent notre mot. Nous préparions le deuxième Congrès panrusse des Soviets, où nous espérions voir notre parti remporter la victoire sur toute la ligne. Le Comité central exécutif, dirigé par Dane (le prudent Tchekéïdze partit à temps pour la Caucasic), faisait son possible pour empêcher la convocation du Congrès des Soviets. A la suite de grands



efforts, tout en nous appuyant sur la fraction des Soviets de la Conférence démocratique, nous avons enfin réussi à faire fixer le jour du Congrès : le 25 octobre. Cette date devint dans la suite la plus importante de l'histoire de Russie. Nous avons convoqué préalablement à Pétrograd le Congrès des Soviets de la région du nord, avec participation de la flotte baltique et du Soviet de Moscou. Nous eûmes à ce Congrès une forte majorité, nous nous assurâmes comme escorte (du côté droit) la fraction des socialistes-révolutionnaires de gauche, et de cette manière d'importantes bases d'organisation du soulèvement d'octobre furent posées.

CONFLIT AU SUJET DE LA GARNISON DE PÉTROGRAD

Un événement qui était destiné à jouer un rôle capital dans la lutte politique ultérieure eut lieu encore avant le Congrès des Soviets du nord.

Dans les premiers jours d'octobre se présenta à la séance du Comité exécutif du Soviet de Pétrograd un membre du Soviet de l'état-major du district militaire de Pétrograd chargé de communiquer que le quartier général demandait l'expédition de la garnison de Pétrograd au front. On ne prétendait pas appliquer cette mesure immédiatement, mais il était nécessaire de s'y préparer. L'état-major invita le Soviet de Pétrograd à ap-



prouver cette mesure. Nous dressâmes les oreilles. A la fin d'août, on avait aussi retiré de Pétrograd cinq régiments révolutionnaires, les uns en totalité, les autres en partie. Cela fut fait à la demande de Korniloff, chef suprême à cette époque et qui s'apprêtait à lancer sur Pétrograd une division de Caucasic pour en finir une fois pour toutes avec la capitale révolutionnaire. Or ce procédé purement politique de déplacer les régiments sous prétexte d'opérations militaires nous était déjà connu. Je dirai seulement, anticipant sur les événements, que quelques documents découverts après la Révolution d'octobre ont fourni la certitude que le soi-disant déplacement d'une partie de la garnison de Pétrograd n'était aucunement justifié par des buts militaires et fut imposé au général en chef Douchonine contre sa volonté par Kerensky en personne, lequel aspirait à éloigner de la capitale les soldats les plus révolutionnaires, c'est-à-dire ceux qui lui étaient le plus hostiles. Notre méfiance à ce moment-là, c'est-à-dire au commencement d'octobre, a déchaîné tout d'abord une tempête d'indignation patriotique. L'état-major exigeait de nous une prompte réponse ; Kerensky s'impatientait, la terre devenait trop chaude sous ses pieds. Mais nous ne tardâmes pas de répondre. Pétrograd était sans doute en danger, et le problème de défendre la capitale se posait à nous dans toute sa terrible signification. Mais après l'expérience du kornilovisme, alors que, selon les propres paroles de



Rodzianko, une occupation allemande, serait salu-
taire, comment pouvions-nous garder la confiance
que Pétrograd ne serait pas livrée aux Allemands
dans le but malintentionné de châtier son esprit
de révolte !

Le Comité exécutif refusa de signer aveuglé-
ment l'ordre de retirer de Pétrograd les deux tiers
de la garnison. Nous déclarâmes que nous jugions
nécessaire d'examiner si vraiment cette mesure
était déterminée par des considérations militaires
et de créer un organe susceptible d'exercer ce
contrôle. Ainsi naquit l'idée de créer, à côté de la
section des soldats du Soviet, c'est-à-dire la repré-
sentation politique de la garnison, un organe pure-
ment opératif, sous forme d'un Comité militaire-
révolutionnaire, organe qui acquit plus tard une
grande puissance et devint par son activité l'or-
gane du soulèvement d'octobre.

Lorsque nous avons formulé cette idée de créer
un organe pour concentrer les fils de direction
purement militaire de la garnison de Pétrograd,
nous nous rendions bien compte que précisément
cet organe pouvait devenir un instrument révolu-
tionnaire de premier ordre. A ce moment-là, nous
allions ouvertement vers un soulèvement et nous
le préparions par voie d'organisation. Le Congrès
panrusse fut fixé, comme nous l'avons déjà dit, au
25 octobre. Sans aucun doute, le Congrès se pro-
noncerait pour la transmission du pouvoir aux So-
viets. Mais il fallait exécuter cette décision immé-



diatement, sans quoi elle pourrait dégénérer en une démonstration purement platonique. Il en résultait logiquement que le 25 octobre était désigné comme date du soulèvement. C'est ainsi que toute la presse bourgeoise le comprit. Mais le sort du Congrès dépendait en premier lieu de l'attitude de la garnison de Pétrograd : permettrait-elle à Kerensky de cerner le Congrès des Soviets et de le disperser à l'aide de quelques centaines ou de quelques milliers de junkers, enseignes ou unités de choc ? La tentative même de retirer la garnison ne signifiait-elle pas que le Gouvernement s'appropriait à disperser le Congrès des Soviets ?

Et il serait bien étonnant qu'il n'en fût pas ainsi, puisque le Gouvernement savait que nous mobilisions, franchement et sous les yeux du pays tout entier, les forces soviétistes afin de porter le coup de grâce au pouvoir coalisé.

C'est ainsi que le conflit se développait à Pétrograd parallèlement à la question du sort de la garnison. Cette question piqua au vif en premier lieu tous les soldats. Mais les ouvriers aussi suivaient le conflit avec le plus grand intérêt, parce qu'ils craignaient que, la garnison étant retirée, ils ne fussent écrasés par les junkers et les cosaques. Le conflit atteignit ainsi un caractère extrêmement aigu, et il se développa dans des conditions tout à fait défavorables pour le Gouvernement de Kerensky.

En même temps se déroulait toujours la lutte



que nous avons déjà caractérisée plus haut pour la convocation du Congrès panrusse des Soviets, et nous proclamions ouvertement, au nom du Soviet de Pétrograd et du Congrès de la région du nord, que le deuxième Congrès des Soviets devait écarter le Gouvernement de Kerensky et devenir, dans le sens réel du mot, maître de la terre russe. La Révolution était déjà de fait en pleine activité. La question du soulèvement joua un grand rôle dans la vie intérieure de notre parti pendant tout le mois d'octobre. Lenine, qui se cachait en Finlande, demandait avec insistance dans ses lettres une tactique plus décisive. Au sein du parti se développait une fermentation : on devenait de plus en plus mécontent de ce que le parti, quoique ayant obtenu la majorité au Soviet, n'appliquât point pratiquement ses propres mots d'ordre. Le 10 octobre eut lieu une séance conspiratrice du Comité central de notre parti, à laquelle Lenine prit part. La question du soulèvement fut mise à l'ordre du jour. A l'unanimité moins deux voix, on vota la résolution selon laquelle un soulèvement armé, qui transmettrait le pouvoir au Soviet, était le seul moyen de sauver la Révolution et le pays d'une désagrégation définitive.



LE CONSEIL DÉMOCRATIQUE OU LE PRÉPARLEMENT

Le Conseil démocratique issu de la Conférence démocratique hérita de toute sa débilité. Les anciens partis soviétistes, les socialistes-révolutionnaires et les mencheviki se créèrent dans ce Conseil une majorité artificielle, ce qui ne servit qu'à mettre encore plus en évidence leur prostration politique. Tseretelli entretenait dans les coulisses du Soviet des pourparlers embrouillés avec Kerensky et avec les représentants des « éléments censitaires », comme on disait au Soviet pour ne pas employer le mot outrageant de « bourgeois ». L'exposé de Tseretelli sur la marche et les résultats de ces pourparlers était en quelque sorte l'oraison funèbre de toute une période de la Révolution. Or, ni Kerensky, ni les « éléments censitaires » ne consentirent à assumer une responsabilité devant la nouvelle institution demi-représentative. D'autre part, on n'avait pas réussi à trouver en dehors du parti cadet des hommes versés dans les affaires politiques. Les initiateurs de l'entreprise furent obligés de capituler sur les deux points. La capitulation était d'autant plus démonstrative, que la Conférence démocratique fut précisément convoquée dans le but d'exclure le régime d'irresponsabilité et qu'un vote formel rejeta toute coalition avec les cadets. Les séances qui eurent lieu avant le soulèvement se passèrent



dans une atmosphère de tension et traduisirent une complète incapacité d'action.

Le Conseil attestait non pas la progression de la Révolution, mais la décomposition des partis réactionnaires.

Au sein même de la Conférence démocratique, j'ai soulevé dans notre fraction la question de quitter ostensiblement la Conférence et de boycotter le Conseil démocratique. On devait démontrer aux masses, par l'action, que les coalitionnistes avaient conduit la Révolution dans un cul-de-sac. La lutte pour la création du pouvoir soviétiste ne pouvait se développer que par voie révolutionnaire. Il fallait arracher le pouvoir aux mains de ceux qui s'étaient montrés incapables de faire le bien et qui, avec le temps, perdaient de plus en plus tout moyen d'agir.

Il était nécessaire d'opposer leur politique à un Préparlement artificiellement composé et à une Constituante hypothétique — la nôtre : la mobilisation des forces autour des Soviets, le Congrès panrusse des Soviets et le soulèvement. Il n'y avait qu'une seule tactique pour aboutir à cela : rompre manifestement, sous les yeux du peuple tout entier, avec l'institution créée par Tseretelli et ses partisans, et fixer toute l'attention, toutes les forces de la classe ouvrière sur les organisations soviétistes. Voilà pourquoi j'ai proposé de quitter ostensiblement la Conférence et de provoquer dans les usines et dans les régiments une agitation



révolutionnaire contre la tentative de vicier la Révolution et de ramener encore une fois son développement dans la voie d'une collaboration avec la bourgeoisie. Lenine aussi, dans une lettre que nous reçûmes peu de jours après, se prononçait dans le même sens. Mais, parmi les dirigeants des partis, on remarquait encore quelques hésitations. Les événements de juillet avaient laissé une trace profonde dans la conscience du parti. La masse des ouvriers et des soldats se remit de la débâcle beaucoup plus vite que maints camarades dirigeants, craignant qu'une nouvelle attaque prématurée des masses mît la Révolution en déroute. Ma proposition obtint dans notre fraction de la Conférence démocratique 50 voix contre 70 qui se prononcèrent pour la participation à la Conférence démocratique. Cependant l'expérience de cette participation raffermi bientôt l'aile gauche du parti. Il devenait trop évident que ces combinaisons apparentées à la fourberie, prenant à tâche d'assurer l'ultérieure direction de la Révolution aux « éléments censitaires », par l'intermédiaire des coalitionnistes qui avaient perdu tout appui parmi les masses, que ces combinaisons n'offraient pas d'issue permettant de sortir de l'impasse où la débilité de la démocratie bourgeoise avait mené la Révolution. En ce moment, lorsque le Conseil démocratique complété par des « éléments censitaires » devint un Préparlement, notre parti avait déjà élaboré une méthode pour rompre nettement avec cette institution.



LES SOCIALISTES-RÉVOLUTIONNAIRES ET LES MENCHEVIKI

Une question s'est présentée à notre esprit : les socialistes-révolutionnaires de gauche nous suivront-ils ? Ce groupe se trouvait alors dans une période de formation, et, comparé à notre parti, le processus de son développement accusait trop de lenteur et d'indécision. Au commencement de la Révolution, le parti des socialistes-révolutionnaires occupait une situation prédominante dans tous les domaines de la vie politique. Les paysans, les soldats et même les masses ouvrières votaient pour les socialistes-révolutionnaires. Le parti lui-même ne s'attendait à rien de semblable, et maintes fois on put craindre qu'il ne fût submergé sous le flot de ses propres succès. Excepté les groupes formés exclusivement par les capitalistes, les propriétaires et les « éléments censitaires » des intellectuels, tout le monde votait pour le parti des populistes révolutionnaires. Cet état de choses correspondait au stade primitif de la Révolution, où l'on n'avait pas encore eu le temps de fixer les limites des classes et où les aspirations vers le front unique révolutionnaire étaient exprimées par le programme dilué de ce parti prêt à protéger l'ouvrier qui craint de se séparer du paysan, le paysan quêtant la terre et la liberté, l'intellectuel qui s'empresse de diriger les deux premiers, et le fonctionnaire qui tâche de s'adapter au régime nouveau.



Lorsque Kerensky, membre du groupe travail-
liste sous le tsarisme, après la victoire de la Révo-
lution, s'inscrit dans le parti des socialistes-révo-
lutionnaires, la popularité de ce parti s'accrut à
mesure que Kerensky lui-même montait les degrés
de l'échelle du pouvoir. Mains colonels et géné-
raux, poussés par des sentiments de respect non
seulement platoniques, parfois, pour le ministre de
la guerre, s'empressaient d'adhérer au parti de
ceux qui étaient encore quelque temps aupara-
vant des terroristes. Les anciens socialistes-révo-
lutionnaires de vieille roche observaient dès le
commencement avec une certaine inquiétude la
masse toujours croissante des socialistes-révolu-
tionnaires fougueux et véloces du mois de « mars »,
c'est-à-dire ces membres du parti qui n'avaient
découvert leurs conceptions révolutionnaires po-
pulistes qu'au mois de mars, après que la Révolu-
tion eut renversé l'ancien régime et mis à la tête
du pouvoir les populistes révolutionnaires. C'est
ainsi que ce parti comprenait dans son organisa-
tion amorphe non seulement les contradictions
intérieures d'une Révolution en marche, mais aussi
les préjugés des masses paysannes arriérées et la
sensiblerie, l'instabilité et le carriérisme de la
classe intellectuelle. Il était bien évident que le
parti ne pourrait persister dans ces conditions.
En outre, dès le commencement il avait attesté
son impuissance dans la direction des idées.

Politiquement, le rôle de dirigeants appartenait



aux mencheviki. Ceux-ci ayant passé par l'école du marxisme, en avaient retenu certains procédés et acquis une pratique leur permettant de s'orienter dans la situation politique, de falsifier d'une manière « scientifique » le sens de la lutte de classes qui se déroulait alors et d'assurer à la bourgeoisie libérale l'hégémonie la plus complète dans les conditions actuelles. C'est pourquoi les mencheviki, ces véritables avocats des droits de la bourgeoisie au pouvoir, s'épuisèrent rapidement et étaient tombés presque à zéro à l'époque de la Révolution d'octobre.

Les socialistes-révolutionnaires perdaient aussi de plus en plus leur influence sur les ouvriers d'abord, ensuite sur l'armée et enfin sur les paysans. Mais, numériquement, ils demeuraient encore un parti très puissant. Cependant les antagonistes de classes les minaient à l'intérieur. Il se forma comme contre-poids à l'aile droite qui, grâce à ses éléments les plus chauvins : Awksentieff, Breschko-Breschkowskaya, Savinkoff, etc., passa définitivement dans le camp des contre-révolutionnaires — une aile gauche s'efforçant de maintenir la liaison avec les masses laborieuses. Si on prête attention au fait que le socialiste-révolutionnaire Awksentieff, en qualité de ministre de l'intérieur, faisait arrêter, en raison de la solution non autorisée de la question agraire, les comités paysans du partage du sol, comités composés de socialistes-révolutionnaires, la gravité des diffé-



rends qui divisaient ce parti apparaît nettement.

Au centre se trouvait Tschernoff, le chef traditionnel du parti. Ecrivain expérimenté, érudit en matière de littérature socialiste, rompu à la lutte des fractions, il restait invariablement le chef lorsque la vie de ce parti se développait au sein des groupes des émigrés à l'étranger.

Les premiers flots de la révolution soulevèrent le parti des socialistes-révolutionnaires à une hauteur considérable et entraînèrent automatiquement Tschernoff; mais grâce à cela fut démontrée sa complète incapacité, même parmi les chefs politiques de la première période. Les petits moyens assurant à Tschernoff la prépondérance dans les cercles populistes à l'étranger se sont trouvés trop insignifiants en regard de la Révolution.

Il s'est borné à ne prendre aucune décision engageant sa responsabilité, à s'échapper à chaque instant critique, à garder une attitude d'expectative et d'abstention. Cette tactique lui assurait pour un certain temps une situation au centre des ailes de plus en plus divergentes. Mais à la longue, il fut impossible de maintenir l'unité du parti. Savinkoff, l'ancien terroriste, participait à la conjuration de Korniloff, entretenait une touchante amitié avec les représentants des officiers cosaques et contre-révolutionnaires et préparait la débâcle des ouvriers et soldats de Pétrograd, parmi lesquels il y avait un bon nombre de socialistes-révolutionnaires de gauche. Le centre expulsa Savinkoff du parti, ce fut



une concession à l'aile gauche; mais il n'osa pas porter la main sur Kerensky. Au Préparlement, les divisions de ce parti se manifestèrent : trois groupements indépendants, bien que rangés sous le drapeau du même parti, représentaient les socialistes-révolutionnaires; mais aucun de ces groupements ne savait au juste comment définir son programme. La domination formelle de ce « parti » à la Constituante n'aurait été que la conséquence de la prostration politique.

LA SORTIE DU PRÉPARLEMENT LA VOIX DU FRONT

Avant de quitter le Préparlement, où il nous revenait, d'après la statistique politique établie par Kerensky et Tseretelli, environ cinquante places, nous eûmes une conférence avec les socialistes-révolutionnaires de gauche. Ils refusèrent de nous suivre sous prétexte que pratiquement il leur était encore indispensable de prouver aux paysans l'évidence de la faillite du Préparlement. « Nous estimons qu'il est urgent de vous prévenir, nous dit un des chefs socialistes-révolutionnaires de gauche, que si vous quittez le Préparlement pour engager immédiatement la lutte ouverte dans les rues, nous ne vous suivrons pas. » La presse bourgeoise-coalitionniste nous accusait de vouloir saboter le Préparlement dans le but notamment de



créer une situation révolutionnaire. Lors d'une séance de notre fraction au Préparlement, on résolut de ne pas attendre les S.-R. de gauche et d'agir d'une façon autonome. La déclaration de notre parti, lue à la tribune du Préparlement, expliquait les causes de notre rupture avec cette institution. Cette déclaration provoqua des hurlements de haine et d'impuissance, parmi les groupements de la majorité. Au Soviet de Pétrograd qui, par une majorité écrasante, approuva notre sortie du Préparlement, Martoff, le leader du petit groupe des mencheviki « internationalistes », nous déclara « que la sortie du Conseil Provisoire de la République (tel était le titre officiel de cette institution peu respectable) aurait eu un sens au cas seulement où nous aurions voulu ouvrir immédiatement l'offensive ». Or, c'était précisément là notre but. Les procureurs de la bourgeoisie libérale avaient bien raison lorsqu'ils nous accusaient de vouloir créer une situation révolutionnaire. Nous considérâmes le soulèvement ouvert et la prise du pouvoir comme l'unique remède à la situation.

Cette fois encore, comme lors des journées de juillet, la presse et tous les organes de l'opinion dite publique furent mobilisés contre nous. On sortit des arsenaux de juillet les armes les plus envenimées, qui y avaient été provisoirement déposées après l'aventure de Korniloff. Vains efforts ! La poussée des masses vers nous était inarrêtable et l'esprit de révolte augmentait d'une heure à



l'autre. Les délégués des tranchées se présentaient à nos séances du Soviet de Pétrograd. « Ah çà ! disaient-ils, jusqu'à quand durera cette insupportable situation ? Les soldats nous ont chargés de vous déclarer que si, avant le 1^{er} novembre, on ne prenait pas de mesures décisives pour conclure la paix, les tranchées seraient abandonnées, et toute l'armée retournerait à l'arrière ! » En effet, cette détermination était très répandue sur le front. Les soldats transmettaient d'une tranchée à l'autre des proclamations composées par eux-mêmes, proclamations qui proposaient de ne demeurer dans les tranchées que jusqu'à la « première neige ». « Vous nous avez oubliés, déclaraient les délégués des tranchées aux réunions du Soviets ; si vous ne trouvez aucune issue à la situation, nous viendrons ici, nous disperserons nos ennemis à coups de baïonnettes et vous aussi avec eux ! » Le Soviet de Pétrograd fut pendant quelques semaines un centre d'attraction pour toute l'armée. Les résolutions prises au Soviet après le changement de direction au sein du Gouvernement et après la réélection du Bureau inspiraient aux soldats du front, exténués et désespérés, l'espoir que la situation serait solutionnée par le moyen que préconisaient les bolcheviki : la publication des traités secrets et l'offre d'un armistice immédiat sur tous les fronts. « Vous dites que le pouvoir doit passer aux mains des Soviets. Eh bien ! prenez-le donc. Vous craignez d'être abandonnés par le front ?



Écartez tous vos doutes : la majorité écrasante des soldats est avec vous.»

Cependant le conflit au sujet du déplacement de la garnison persistait. Presque chaque jour avait lieu une conférence des Comités des compagnies, des régiments et du commandement de la garnison. L'influence de notre parti sur la garnison s'affermait d'une façon définitive et illimitée. L'état-major du district de Pétrograd se trouvait dans un état de confusion complète. Tantôt il s'efforçait de nouer avec nous des relations régulières, tantôt, stimulé par les dirigeants du Comité central exécutif, il nous menaçait de répressions.

LES COMMISSAIRES DU COMITÉ MILITAIRE RÉVOLUTIONNAIRE

Nous avons déjà mentionné l'organisation d'un Comité militaire révolutionnaire travaillant aux côtés du Soviet de Pétrograd. Ce Comité se proposait d'obtenir que l'état-major de la garnison de Pétrograd fit contrepoids à l'état-major de Kerensky. « Il est inadmissible qu'il existe deux états-majors », nous enseignaient doctrinairement les représentants des partis coalitionnistes. « Mais, en revanche, peut-on admettre que la garnison se méfie de l'état-major officiel et craigne que le déplacement des soldats de Pétrograd ne soit dû à un nouveau projet contre-révolutionnaire? », avons-



nous objecté. « La création d'un deuxième état-major signifie le soulèvement, nous répondait un membre de la droite. Votre Comité militaire révolutionnaire ne s'occupera pas davantage du contrôle des projets et des ordres stratégiques que de la préparation et de la direction du soulèvement contre le Gouvernement actuel. » Cette objection était parfaitement juste. Mais personne ne s'en épouvantait. Une écrasante majorité du Soviet comprenait et approuvait la nécessité de renverser le pouvoir coalisé. Plus les mencheviki et les socialistes-révolutionnaires insistaient pour nous prouver que le Comité militaire révolutionnaire deviendrait inévitablement l'organe d'un soulèvement, plus le Soviet de Pétrograd montrait d'empressement à soutenir le nouvel organe de lutte.

En premier lieu, le Comité militaire révolutionnaire nomma des commissaires dans toutes les parties de la garnison de Pétrograd et dans les plus importants établissements de la capitale et des environs. On nous assurait de toutes parts que le Gouvernement, ou plutôt les partis gouvernementaux, organisaient et armaient activement leurs forces. On sortait de tous les dépôts de l'État et particuliers, les carabines, les revolvers, les mitrailleuses, les cartouches, pour armer les junkers, les étudiants et en général toute la jeunesse bourgeoise. Il devenait nécessaire de prendre immédiatement des mesures préventives. On nomma des commissaires envoyés dans tous les



dépôts et magasins d'armes. Ils s'en emparèrent presque sans résistance. Les commandants et les propriétaires des dépôts tentèrent, il est vrai, de ne pas reconnaître ces commissaires, mais il suffit de s'adresser aux Comités de soldats ou d'employés de chaque établissement, pour que la résistance fût immédiatement vaincue. Plus tard, on ne délivra des armes que sur l'ordre de nos commissaires.

Les régiments de la garnison de Pétersbourg avaient aussi eu leurs commissaires, mais ils avaient été nommés par le Comité central exécutif, comme nous l'avons déjà dit plus haut. J'ai déjà expliqué que les partis coalitionnistes avaient presque complètement aboli l'influence pratique du Soviet de Pétersbourg sur la marche des événements dans la capitale révolutionnaire, depuis le Congrès des Soviets de juin et surtout depuis la démonstration du 18 juin qui révéla les forces toujours croissantes des bolcheviki. Le Comité central exécutif centralisait la direction de la garnison de Pétersbourg. La tâche s'imposait alors de mettre partout des commissaires du Soviet de Pétersbourg. On atteignit ce but grâce à l'aide la plus énergique des masses militaires. Chaque régiment déclara à l'issue des meetings, où les représentants des divers partis délibéraient, que seuls les commissaires du Soviet de Pétersbourg seraient reconnus comme tels et que, sans l'approbation des Soviets, les soldats ne marcheraient pas.



L'organisation militaire des bolcheviki joue un rôle considérable dans la nomination de ces commissaires. Elle avait déployé, déjà avant les journées de juillet, une grande activité agitatrice. Le 5 juillet, un bataillon de cyclistes, introduit par Kerensky à Pétrograd, saccagea l'hôtel de Kché-synsky, occupé par l'organisation militaire de notre parti. La plupart des chefs de cette organisation et de nombreux membres furent arrêtés, les éditions supprimées, l'imprimerie saccagée. Ce n'est que peu à peu que l'organisation recommença à fonctionner, mais cette fois clandestinement. Numériquement elle ne comprenait qu'une partie insignifiante de la garnison de Pétrograd, en tout quelques centaines de personnes. Mais il se trouvait dans ce nombre beaucoup de camarades bien décidés et entièrement dévoués à la Révolution, des soldats et des jeunes officiers, surtout des enseignes, qui avaient passé en juillet et août par les prisons de Kerensky. Ils se mirent tous à la disposition du Comité révolutionnaire militaire et on leur confia les postes exposant aux plus grands périls et exigeant la plus haute responsabilité.

Il faut noter ici que notamment les membres de l'organisation militaire de notre parti apportaient, en octobre, une extrême prudence et même un certain scepticisme dans leur appréciation de l'idée d'un soulèvement immédiat. Le caractère clandestin de l'organisation et son fonctionnement officiel-



lement militaire engageaient les dirigeants, contre leur volonté même, à une surestimation des moyens de soulèvement basés uniquement sur la technique et l'organisation, et à ce point de vue nous étions indubitablement faibles. Notre force consistait dans l'élan révolutionnaire des masses et dans leur empressement à combattre sous notre drapeau.

LA MONTÉE DE LA MARÉE

Parallèlement au processus de l'organisation, on développait une agitation impétueuse. Ce fut une période de perpétuels meetings dans les usines, dans les cirques « Moderne » et « Tchiniselli », dans les clubs et dans les casernes. L'atmosphère de ces meetings était saturée d'électricité. Des tempêtes d'applaudissements et des clameurs d'enthousiasme accompagnaient toute mention de soulèvement. La presse bourgeoise augmentait l'inquiétude générale. L'ordre, signé par moi, à l'usine de Sestroriètzk, de remettre à la Garde rouge 5,000 carabines, provoqua une indescriptible panique dans les milieux bourgeois. Partout on ne cessait de prédire, par la plume ou par la parole, le massacre général qui allait avoir lieu. Cela n'empêcha nullement les ouvriers de l'usine de Sestroriètzk de remettre les carabines à la Garde rouge. Plus la presse bourgeoise nous calomniait avec

violence et nous pourchassait, plus les masses se rendaient impétueusement à notre appel. Il devenait de plus en plus évident pour les deux partis qu'on se trouvait à la veille des journées décisives de la crise. La presse des socialistes-révolutionnaires et des mencheviki sonnait l'alarme : « La Révolution court le plus grand danger ! On va voir la répétition des journées de juillet, mais sur une plus grande échelle et avec des conséquences d'autant plus funestes... »

Gorki, dans sa *Vie nouvelle*, prédisait journellement le cataclysme de toute la civilisation. En général, la « teinture socialiste » de la conscience bourgeoise se décolorait avec une étonnante rapidité à l'approche du régime inclément de la dictature du prolétariat. Par contre les soldats, même ceux des régiments les plus arriérés, acclamaient avec enthousiasme les commissaires du Comité militaire révolutionnaire. Des délégués des cosaques et de la minorité socialiste des junkers se présentèrent chez nous. Ils nous promirent, au cas d'une confrontation ouverte, de nous assurer au moins la neutralité de leurs compagnies. Le Gouvernement de Kerensky restait évidemment sans appui.

L'état-major de la circonscription entra en négociations avec nous et nous offrit un compromis. Pour élucider la force de résistance de l'ennemi, nous entretînmes des pourparlers. Mais l'état-major s'impatiait : tantôt il nous exhortait, tan-



tôt il recourait à des menaces et déclara même la nullité de nos commissaires, ce qui n'eut d'ailleurs aucune influence sur leur activité. Le Comité central exécutif, d'accord avec l'état-major, nomma le capitaine en second Malewsky commissaire général de la circonscription militaire de Pétrograd et fit acte de bonne volonté et de magnanimité, en nous proposant de reconnaître nos commissaires s'ils se soumettaient au commissariat général. Nous rejetâmes cette proposition, et les pourparlers furent interrompus. Les mencheviki et les socialistes-révolutionnaires les plus connus se présentèrent chez nous en qualité de médiateurs ; ils nous exhortèrent, nous menacèrent en prédisant notre malheur et celui de la Révolution.

LA JOURNÉE DU SOVIET DE PÉTROGRAD

A cette époque, l'édifice de Smolny (la principale institution des demoiselles nobles de Pétrograd) se trouvait entièrement à la disposition du Soviet de Pétrograd de notre parti. Les mencheviki et les socialistes-révolutionnaires de droite transférèrent leur activité politique au palais Mariynsky, où le Préparlement à peine né terminait ses jours. Kerensky prononça un grand discours qui provoqua les bruyants applaudissements du parti bourgeois. Dans ce discours, il essaya de dissimuler son impuissance sous des menaces

criardes. L'état-major fit sa dernière tentative de résistance. Il proposa à chaque unité de la garnison d'envoyer deux délégués pour conférer sur le déplacement des troupes de la capitale. La conférence était fixée au 22 octobre, à 1 heure de l'après-midi. On nous avertit immédiatement de cette proposition. Nous convoquâmes par téléphone une Conférence de la garnison. Quelques délégués se rendirent quand même à l'état-major, mais uniquement pour déclarer que, sans la décision du Soviet de Pétrograd, ils ne feraient pas le moindre pas. La Conférence de la garnison affirma presque à l'unanimité sa fidélité au Comité militaire révolutionnaire. Seuls les représentants officiels des anciens partis soviétistes soulevèrent des protestations, mais elles ne trouvèrent pas d'écho chez les délégués des régiments. La tentative de l'état-major prouva d'une manière encore plus éclatante que nous avons un ferme appui. En premier lieu, le régiment de Wolhynie, le même qui, pendant la nuit du 4 juillet, entra au son de la musique dans le palais de Tauride pour soumettre les bolcheviki.

Le Comité central exécutif, comme je l'ai déjà mentionné plus haut, avait entre ses mains la caisse et les éditions du Soviet de Pétrograd. La tentative d'obtenir même une seule de ces éditions ne donna aucun résultat. Dès la fin de septembre, nous faisons des démarches pour fonder un journal indépendant du Soviet de Pétrograd. Mais



toutes les imprimeries étaient occupées, et leurs propriétaires, soutenus par le Comité central exécutif, nous boycottaient. On avait décidé d'organiser une « Journée du Soviet de Pétrograd » pour pouvoir développer l'agitation en grand et faire une collecte, car il fallait de l'argent pour fonder le journal. Deux semaines à l'avance, on avait fixé cette journée au 22 octobre, c'était donc déjà au moment où le soulèvement se déroulait ouvertement.

La presse ennemie affirmait en toute certitude que, le 22 octobre, aurait lieu à Pétrograd un soulèvement armé des bolcheviki. Personne ne mettait plus en doute que le soulèvement allait avoir lieu. On s'efforçait seulement d'en déterminer le moment, on présumait, on pronostiquait, voulant ainsi nous contraindre à un aveu ou à donner un démenti. Mais le Soviet continuait son activité en pleine sécurité, sans faire attention aux hurlements de l'opinion publique bourgeoise. Le 22 octobre, on fit la revue des forces de l'armée prolétarienne. Cette journée s'est très bien passée sous tous les rapports. En dépit de tous les avertissements que le sang coulerait en ruisseaux dans les rues de Pétrograd, le peuple se rendit en foule aux meetings de Soviet de Pétrograd. Tous les orateurs étaient mobilisés. Tous les édifices publics étaient bondés. Les meetings duraient quelques heures sans interruption. Des discours furent prononcés par les orateurs de notre parti, par les

délégués arrivés au Congrès des Soviets, par des représentants du front, par des socialistes-révolutionnaires de gauche et par des anarchistes. Des foules d'ouvriers, de soldats et de matelots remplissaient les édifices publics. Même pendant la Révolution, il y eut peu de réunions semblables à Pétrograd. Des masses considérables de la petite-bourgeoisie étaient plutôt alarmées qu'effrayées par les cris, les avertissements et les persécutions de la presse bourgeoise. Des dizaines de milliers de personnes entouraient en flots mouvementés la Maison du Peuple, parcouraient les corridors, remplissaient les salles. D'énormes guirlandes de têtes, de pieds et de mains humains, pareils à des grappes de raisins, enlaçaient les colonnes de fer. On sentait dans l'air cette tension électrique qui caractérisa les moments les plus critiques de la Révolution. « A bas le Gouvernement de Kerensky ! A bas la guerre ! Tout le pouvoir aux Soviets ! » Aucun représentant des anciens partis soviétistes n'osait prendre la parole et protester en présence de ces masses colossales. Le Soviet de Pétrograd dominait d'une façon absolue. On avait au fond déjà gagné la cause. Il ne restait qu'à porter au pouvoir illusoire le dernier coup au moyen de forces militaires.



LA CONQUÊTE DES HÉSITANTS

Les plus prudents parmi nous rapportaient que certaines unités militaires n'étaient pas encore des nôtres : les cosaques, le régiment de cavalerie, le régiment de Semeniowsky et les cyclistes. On envoya dans ces unités des commissaires et des orateurs. Leurs rapports étaient très satisfaisants : l'atmosphère embrasée enveloppait tout et tous, et même les éléments les plus conservateurs de l'armée ne pouvaient plus résister à la tendance générale de la garnison de Pétrograd. J'ai pris part au meeting organisé à la belle étoile par le régiment Semeniowsky, qui passait pour être le pilier du Gouvernement de Kerensky. Les plus remarquables orateurs de la droite s'y présentèrent. Ils se cramponnaient au régiment conservateur de la garde comme au dernier pilier du pouvoir coalisé. Tout fut inutile. Le régiment se prononça pour nous à une écrasante majorité, et ne laissa même pas les ex-ministres terminer leurs discours. Les groupements qui demeuraient encore rebelles aux mots d'ordre du Soviet comprenaient pour la plupart des officiers, des volontaires, les intellectuels en général et les demi-intellectuels de la bourgeoisie. Les masses ouvrières et paysannes se rangèrent toutes de notre côté. La démarcation passait par une ligne sociale distincte.

La forteresse de Pierre et Paul (Pietropawłowskaya) formait la base centrale militaire de Pétro-

grad. Nous avons nommé commandant de la forteresse un jeune enseigne. Il était on ne peut plus à sa place ; en quelques heures il fut maître de la situation. Les autorités légales de la forteresse se décidèrent à l'expectative. Nous considérions comme élément affilié les cyclistes, qui saccagèrent en juillet l'organisation militaire de notre parti, établie alors à l'hôtel Kchesynsky ; les cyclistes l'occupèrent en même temps. Le 23 octobre, vers 2 heures du soir, je suis allé à la forteresse. Un meeting avait lieu dans la cour. Les orateurs de l'aile droite étaient extrêmement prudents et évasifs, se gardant bien de parler de Kerensky, dont le nom provoquait, même parmi les soldats, d'inévitables protestations et cris d'indignation. Quant à nous, on nous écoutait et on nous suivait. Vers 4 heures, les cyclistes se rassemblèrent tout près, au cirque « Moderne » ; ce fut une réunion de bataillons. Parmi les orateurs se trouva aussi Paradiéloff, le quartier-maître en chef. Il s'exprima avec une extrême réserve.

Loin de nous l'époque où les orateurs officiels et officieux traitaient le parti ouvrier comme une bande de traîtres et de mercenaires du kaiser allemand. Le sous-chef de l'état-major s'approcha de moi : « Voyons, il faut arriver à un accord quelconque... » Mais c'était déjà trop tard : après la discussion, le bataillon se prononça tout entier, à l'exception de 36 voix, pour la transmission du pouvoir entre les mains des Soviets.



LE COMMENCEMENT DU SOULÈVEMENT

Le Gouvernement de Kerensky s'agitait. On manda du front encore deux bataillons de cyclistes, une batterie zénithale ; on tenta de faire venir des unités de cavalerie... Les cyclistes télégraphièrent en cours de route au Soviet de Pétrograd : « On nous conduit à Pétrograd, ignorons dans quel but, demandons explications. » Nous leur avons ordonné de s'arrêter et de déléguer à Pétrograd des représentants. Ces derniers arrivèrent et déclarèrent à la séance du Soviet que le bataillon tout entier était pour nous. Cette déclaration enthousiasma l'assemblée. On prescrivit au bataillon d'entrer dans la ville immédiatement.

Le nombre des délégués du front augmentait d'un jour à l'autre. Ils venaient pour se renseigner sur la situation, rassemblaient notre littérature et repartaient pour communiquer au front que le Soviet de Pétrograd luttait en faveur du pouvoir des ouvriers, des soldats et des paysans. « Les tranchées vous soutiendront », nous disaient-ils. Les anciens comités d'armée, non réélus depuis 4-5 mois, nous menaçaient par télégraphe, sans pourtant effrayer personne : nous savions que les comités d'armée n'étaient pas plus désunis de la masse des soldats que le Comité central exécutif des Soviets l'était des Soviets locaux.

Le Comité militaire révolutionnaire nomma des commissaires à toutes les gares. Ces commissaires



surveillaient scrupuleusement les arrivées et les départs des trains et spécialement le déplacement des troupes. On établit une communication ininterrompue par téléphone et automobiles avec toutes les villes limitrophes et leurs garnisons. On imposa à tous les Soviets attendant à Pétrograd le devoir de veiller avec soin à ce que les troupes contre-révolutionnaires, ou plutôt trompées par le Gouvernement, n'entrassent pas dans la capitale. Les employés inférieurs de la gare et les ouvriers reconnaissent immédiatement nos commissaires. Le 24 octobre surgirent quelques difficultés à la station téléphonique : on ne nous donnait plus de communications. Les téléphonistes, sous la protection des junkers, se mirent en opposition avec le Soviet. Ce fut la première manifestation du futur sabotage. Le Comité militaire révolutionnaire envoya immédiatement un détachement à la station et fit placer à l'entrée deux petits canons. C'est ainsi que nous avons commencé à nous emparer de tous les organes de l'administration. Des petits détachements de matelots et de la Garde rouge s'installèrent au télégraphe, à l'hôtel de la poste et dans les autres établissements. On entreprit des démarches pour s'emparer de la Banque d'Etat. Le centre gouvernemental — le Smolny — fut transformé en forteresse. Il y avait encore au galeas un héritage de l'ancien Comité central exécutif, environ deux dizaines de mitrailleuses, mais elles restaient sans aucune surveillance ; le ser-



vice ne battait que d'une aile. Nous mandâmes au Smolny un détachement supplémentaire de mitrailleurs. Dès l'aube les soldats roulaient avec fracas leurs mitrailleuses par les longs corridors demi-obscur, dallés de pierre. Quelques socialistes-révolutionnaires et mencheviki qui demeuraient encore au Smolny sortaient de leurs cabinets, montrant des visages perplexes ou effrayés.

Le Soviet se réunissait journallement au Smolny, ainsi que la Conférence des garnisons.

Au troisième étage de Smolny, dans une petite chambre en encoignure, siégeait en permanence le Comité militaire révolutionnaire. Là se concentraient toutes les nouvelles concernant le déplacement des troupes, la disposition d'esprit des soldats et des ouvriers, l'agitation dans les casernes, les agissements des contre-révolutionnaires, la Conférence des politiciens bourgeois, la vie au Palais d'Hiver, les projets des anciens partis du Soviet. De toutes parts venaient des informateurs : ouvriers, officiers, concierges, junkers socialistes, domestiques, dames. Maintes informations ne présentaient que des absurdités, d'autres donnaient des indications sérieuses et importantes. Le moment critique approchait. Il devint évident qu'on ne pouvait plus battre en retraite.

Le 24 octobre au soir, Kerensky se présenta au Préparlement et lui demanda d'approuver les répressions contre les bolcheviki. Mais le Préparlement se trouvait dans un état de perplexité



pitoyable et de décomposition complète. Les cadets engageaient les socialistes-révolutionnaires de droite à voter la résolution de confiance ; les socialistes-révolutionnaires de droite pressaient le centre ; le centre hésitait ; l'aile « gauche » menait une politique d'opposition parlementaire. Après des conférences, des disputes, des hésitations, on adopta la résolution de l'aile gauche, qui, tout en condamnant le mouvement insurrectionnel du Soviet, imposait à la politique antidémocratique du Gouvernement la responsabilité du mouvement.

Le courrier apportait tous les jours des dizaines de lettres annonçant qu'on nous avait condamnés à mort, qu'on avait préparé des machines infernales, qu'on allait faire sauter Smolny, etc. La presse bourgeoise, au paroxysme de la peur et de la haine, poussait des hurlements de fauves. Gorki, ayant totalement oublié son *Chant du faucon*, continuait, dans la *Vie nouvelle*, à prédire l'approche de la fin du monde. Depuis une semaine, les membres du Comité militaire-révolutionnaire ne quittaient le Smolny ; ils couchaient sur les divans, à bâtons rompus, réveillés par les courriers, les éclaireurs, les cyclistes, les télégraphistes et le téléphone. La nuit du 24 au 25 octobre fut la plus alarmante. On nous communiqua de Pawlowsk, par téléphone, que le Gouvernement mandait de Pawlowsk les artilleurs, de Péterhoff les élèves de l'École d'enseignes. On avait réuni au Palais



d'Hiver de Kerensky des junkers, des officiers et l'unité de choc féminin.

Nous donnâmes ordre par téléphone de poser sur tous les chemins conduisant à Pétrograd des barrières militaires affiliées et d'envoyer des agitateurs à la rencontre des unités mandées par le Gouvernement, et, s'il était impossible de les persuader, d'avoir recours aux armes. Tous les pourparlers se faisaient ouvertement par téléphone ; les agents du Gouvernement étaient donc bien au courant.

Les commissaires nous communiquèrent par téléphone que nos amis surveillaient tous les abords de Pétrograd. Une partie des junkers d'Oranienbaum réussit quand même à éviter la barrière et avançait ; nous épiâmes leur déplacement ultérieur en nous servant des communications téléphoniques. On fit venir encore une compagnie pour renforcer la garde de Smolny.

On maintenait les communications ininterrompues au moyen de toutes les unités de la garnison. Les compagnies de service veillaient dans tous les régiments. Les délégués de chaque unité demeuraient nuit et jour à la discrétion du Comité militaire révolutionnaire. On donna la consigne d'étouffer résolument l'agitation des Cent-Noirs et d'avoir recours aux armes à la première tentative des pogroms dans les rues. Les points les plus importants de la ville furent occupés par nous pendant cette nuit décisive, et cela presque sans combat,



sans résistance, sans victimes. Le Gouvernement fit placer une garde et une auto blindée à l'entrée de la Banque d'Etat. Notre détachement entoura l'édifice de tous les côtés, on s'empara de l'auto blindée à l'improviste, et la Banque passa aux mains du Comité militaire révolutionnaire sans qu'un seul coup de feu ait été tiré.

Le croiseur *Aurore* se trouvait en réparation sur la Newa, en aval de l'Usine franco-russe. Tout son équipage consistait en matelots entièrement dévoués à la Révolution. Lorsque Korniloff menaça Pétrograd à la fin d'août, le Gouvernement fit venir les matelots de l'*Aurore* pour monter la garde au Palais d'hiver. Et, bien qu'ils fussent déjà hostiles au Gouvernement de Kerensky, ils comprirent leur devoir — refouler l'attaque contre-révolutionnaire — et entrèrent au poste sans objections: Dès que le danger fut évité, on les renvoya. Au moment du soulèvement d'octobre, ces matelots eux-mêmes présentaient un danger. Le ministère de la marine donna l'ordre à l'*Aurore* de lever l'ancre et de quitter les eaux de Pétrograd. L'équipage nous fit connaître immédiatement cet ordre. Nous donnâmes un contre-ordre, et le croiseur resta sur place, prêt à mettre en mouvement toutes ses forces de combat dès que cela serait nécessaire au Soviet.



LA JOURNÉE DÉCISIVE

Le 25 octobre, à l'aube, un ouvrier et une ouvrière de l'imprimerie du parti vinrent à Smolny ; ils apportaient la nouvelle que le Gouvernement avait supprimé l'organe central de notre parti et le nouveau journal du Soviet de Pétrograd. L'imprimerie avait été scellée par quelques agents du Gouvernement.

Le Comité militaire révolutionnaire donna immédiatement un contre-ordre et prit sous sa protection les deux édifices, chargeant le « vaillant régiment de Wolhynie de ce grand honneur : protéger la libre parole socialiste contre toutes tentatives contre-révolutionnaires ». L'imprimerie continuait à travailler sans relâche, et les deux journaux parurent aux heures régulières.

Le Gouvernement siégeait comme précédemment au Palais d'Hiver, mais il n'était plus que l'ombre de lui-même. Politiquement il n'existait plus. Dans le courant de la nuit du 25 octobre, nos troupes cernèrent au fur et à mesure le Palais d'Hiver tout entier. A une heure de la nuit, au nom du Comité militaire révolutionnaire, je déclarai, pendant une séance du Soviet de Pétrograd, que le Gouvernement de Kerensky n'existait plus et que dorénavant, jusqu'à la décision du Congrès panrusse des Soviets, le pouvoir serait transmis entre les mains du Comité militaire révolutionnaire.



Lenine avait quitté la Finlande déjà depuis plusieurs jours et se cachait dans les faubourgs de la capitale, chez des ouvriers. Le 25 octobre au soir, il arriva clandestinement à Smolny. D'après les journaux, il s'agissait d'un compromis temporaire entre nous et le Gouvernement de Kerensky. La presse bourgeoise, qui avait tant vociféré à propos du prochain soulèvement, des soldats armés dans les rues, des bagarres, de l'inévitable effusion de sang en masse, ne remarqua pas alors le vrai soulèvement et prit au sérieux nos pourparlers avec l'état-major.

Sur ces entrefaites, sans chaos, sans collisions dans la rue, sans coup férir pour ainsi dire et sans effusion de sang, les détachements de soldats, de matelots et de la garde rouge, strictement disciplinés, s'emparèrent, conformément aux ordres précis donnés par téléphone, de la petite chambre au troisième étage de l'institut Smolny, de chaque établissement l'un après l'autre.

Le soir eut lieu une séance préliminaire du deuxième Congrès panrusse des Soviets. Dane fit un rapport au nom du Comité central exécutif. Son discours était un réquisitoire contre les rebelles, les usurpateurs, les mutins. Il s'efforçait d'intimider le Congrès en pronostiquant l'inévitable échec du soulèvement que les troupes du front allaient arrêter d'un jour à l'autre. Son discours manquait de toute persuasion et était fort déplacé dans cette salle, où une écrasante majo-



rité de délégués suivait avec enthousiasme la marche victorieuse du soulèvement de Pétrograd. Vers cette époque, le Palais d'Hiver était déjà entouré, mais on ne l'avait pas encore pris. De temps en temps, on tirait par les fenêtres contre les assiégeants, qui resserraient leur anneau lentement et prudemment. Deux ou trois coups de canon partirent de la forteresse de Pierre-et-Paul (Piétropawlowsky) contre le Palais. Un grondement lointain arrivait jusqu'à Smolny. Martoff, avec une indignation impuissante, parlait, à la tribune du Congrès, de la guerre civile et en particulier du siège du Palais d'Hiver, où se trouvaient au nombre des ministres — oh ! horreur ! — des membres du parti menchevik. Deux matelots, venus pour apporter des nouvelles des lieux du combat, demandèrent la parole pour riposter. Ils rappelèrent l'offensive du 18 juin, toute la politique perfide de l'ancien pouvoir, l'introduction de la peine capitale pour les soldats, les arrêts, la dévastation des organisations révolutionnaires, et jurèrent de vaincre ou de mourir. Les mêmes matelots vinrent rendre compte de nos premières victimes sur la place du Palais.

Tous se levèrent, comme s'il y avait eu un signal invisible, et entonnèrent une marche funèbre avec une unanimité que seule une extrême tension morale peut provoquer. Qui a vécu ce moment ne l'oubliera jamais...

La séance fut troublée. Il était impossible de



discuter théoriquement la question de l'organisation du pouvoir sous le fracas du combat qui, des murs du Palais d'Hiver, parvenait jusqu'à nous, combat qui décidait pratiquement du sort de ce même pouvoir.

Pourtant la prise du Palais traînait en longueur, et cette circonstance faisait hésiter les éléments les moins décidés du Congrès. L'aile droite nous prédisait par la voix de ses orateurs une proche défaite. Tous attendaient des nouvelles de la place du Palais avec une extrême anxiété. Enfin parut le camarade Antonoff, qui dirigeait les opérations sur la place du Palais. Un silence absolu régna dans la salle. « Le Palais d'Hiver est pris, Kerensky s'est évadé, les autres ministres sont arrêtés et expédiés à la forteresse de Pierre-et-Paul (Piétrapawlowsky). » Le premier chapitre de la Révolution d'octobre était clos.

Les socialistes-révolutionnaires de droite et les mencheviki, environ soixante personnes en tout, c'est-à-dire le dixième du Congrès, quittèrent la séance en protestant.

Ne pouvant rien faire d'autre, ils « rejetèrent toute la responsabilité » des conséquences ultérieures sur les bolcheviki et sur les socialistes-révolutionnaires de gauche. Ces derniers se trouvaient dans un état d'hésitation extrême. Le passé les liait intimement au parti de Tchernoff. L'aile droite de ce parti s'était réduite uniquement aux éléments de la petite et de la moyenne bourgeois-



sie, des intellectuels bourgeois, des couches aisées des paysans ; elle décidait toutes les questions décisives, d'accord avec la bourgeoisie libérale et contre nous. Les éléments les plus révolutionnaires du parti, ceux qui exprimaient le radicalisme des revendications sociales des masses paysannes les plus pauvres, étaient attirés par le prolétariat et son parti. Ils avaient pourtant peur de couper le cordon ombilical qui les rattachait encore à l'ancien parti. Lorsque nous quittâmes le Préparlement, ils refusèrent de nous suivre et nous mirent en garde contre « cette aventure ». Mais le soulèvement les mit en demeure de choisir pour les Soviets ou contre les Soviets. Et ce ne fut qu'en hésitant qu'ils se rangèrent avec nous du côté de la barricade.

L'ORGANISATION DU CONSEIL DES COMMISSAIRES DU PEUPLE

La victoire était complète à Pétrograd. Tous les pouvoirs étaient entre les mains du Comité militaire révolutionnaire. Nous éditâmes les premiers décrets de l'abolition de la peine capitale, des réélections des Comités d'armée, etc. Mais il se manifesta immédiatement que nous étions séparés du pays, des provinces. Les employés supérieurs des chemins de fer, des postes et télégraphes étaient contre nous. Les Comités d'armée, les Con-



seils municipaux, les zemstvos n'arrêtaient pas de bombarder Smolny de télégrammes menaçants nous déclarant ouvertement la guerre et nous assurant qu'ils sauraient bien chasser les mutins dans le plus bref délai. Nos télégrammes, décrets et explications ne parvenaient pas aux villes des provinces, parce que l'Agence télégraphique de Pétrograd refusait d'être à notre service. Des bruits alarmants et monstrueux surgissaient facilement, grâce à cette atmosphère d'isolement de la capitale du reste du pays. Lorsque la presse bourgeoise et coalitionniste dut se rendre compte que le Soviet possédait vraiment le pouvoir, que l'ancien Gouvernement était arrêté et que des ouvriers armés dominaient dans les rues de Pétrograd, elle développa une attaque furieuse, sans égale : elle mobilisa contre le Comité militaire révolutionnaire, contre ses chefs et ses commissaires, toutes les calomnies et tous les mensonges possibles.

Le 26 octobre eut lieu une séance du Soviet de Pétrograd à laquelle assistèrent les délégués du Congrès panrusse, les membres de la Conférence de la garnison et de nombreux représentants du parti. A cette séance prirent la parole, pour la première fois depuis environ quatre mois, Lenine et Zinowiew, auxquels l'assemblée fit une tumultueuse ovation. Pourtant la joie causée par la victoire qu'on venait de remporter était un peu troublée par l'inquiétude qu'inspirait le manque de



nouvelles du pays et par l'incertitude du pouvoir des Soviets...

Le soir eut lieu une séance décisive du Congrès des Soviets. Lenine proposa deux décrets concernant la paix et la terre. Ils furent tous deux adoptés à l'unanimité, après une courte discussion. A la même séance fut organisé le nouveau pouvoir central, personnifié par le Conseil des Commissaires du Peuple. Le Comité central de notre parti fit une tentative de conciliation avec les socialistes-révolutionnaires de gauche. On les invita à prendre part à l'organisation du pouvoir soviétiste. Ils hésitaient, conservaient leur point de vue, admettant le pouvoir coalisé dans les limites des partis des Soviets. Mais les mencheviki et les socialistes-révolutionnaires de droite cessèrent toutes relations avec le Congrès des Soviets en insistant sur la coalition avec les partis anti-soviétistes. Nous n'avions rien d'autre à faire que de laisser au parti des socialistes-révolutionnaires de gauche la liberté de persuader leurs voisins de droite de rentrer dans le camp de la Révolution.

Mais, tandis qu'ils étaient occupés à cette besogne désespérée, nous considérions que notre parti était obligé d'assumer toute la responsabilité du pouvoir. La liste des Commissaires du Peuple comprenait exclusivement des bolcheviki. Cela présentait sans doute un certain danger politique : le tournant était trop brusque. En effet, rappelons seulement le fait que les chefs de ce parti demeu-



raient encore la veille sous l'inculpation soumise à l'article 108, c'est-à-dire de haute trahison. Mais il n'y avait pas à choisir. Les autres groupes soviétistes hésitaient et éludaient toute activité, préférant s'en tenir à l'expectative. Enfin nous ne mettions pas en doute que seul notre parti était capable de créer le pouvoir révolutionnaire.

LES PREMIERS JOURS DU NOUVEAU RÉGIME

Les décrets concernant la terre et la paix, sanctionnés par le Congrès, furent imprimés en très grandes quantités et distribués dans tout le pays par l'intermédiaire des délégués du front, des députés paysans arrivés des villages et des agitateurs que nous envoyions en province et dans les tranchées. En même temps on s'occupait d'organiser et d'armer la Garde rouge. La Garde rouge, aidée de l'ancienne garnison et des matelots, assumait le service pénible de monter la garde. Le Conseil des Commissaires du Peuple s'emparait au fur et à mesure des établissements gouvernementaux, mais partout il se heurtait à une résistance passive de la part des employés supérieurs et moyens. Les anciens partis des Soviets s'efforçaient de trouver un appui dans cette couche et d'organiser le sabotage du nouveau pouvoir. Nos adversaires étaient sûrs qu'il s'agissait d'un épisode et que, du



jour au lendemain ou dans une semaine, le pouvoir des Soviets serait renversé... Les premiers consuls étrangers et les membres des ambassades firent leur apparition à l'Institut Smolny où les attiraient les nécessités des affaires courantes autant que la curiosité. Les correspondants des journaux s'empressaient de sortir leurs carnets et leurs appareils photographiques. Tous se hâtaient de voir le nouveau Gouvernement, car ils avaient la certitude que dans deux ou trois jours il serait déjà trop tard.

Un ordre parfait régnait dans la ville. Les matelots, les soldats, la Garde rouge manifestaient en ces premiers jours une remarquable discipline et observaient strictement l'ordre révolutionnaire.

Des doutes commençaient à germer dans le camp de nos ennemis : on craignait que l'épisode ne se prolongeât un peu trop. En même temps on organisait à la hâte la première offensive contre le nouveau pouvoir. L'initiative en appartenait aux socialistes-révolutionnaires et aux mencheviki. Pendant la période précédente, ils ne voulaient pas et n'osaient pas prendre le pouvoir entre leurs mains. Conformément à leur politique intermédiaire, ils se contentaient d'exercer auprès du pouvoir coalisé les fonctions d'aides, de critiques, d'accusateurs et de défenseurs bienveillants de la bourgeoisie. Pendant toutes les campagnes électorales, ils fulminaient consciencieusement et frappaient d'anathème la bourgeoisie libérale, mais ils se coa-



lisaient aussi consciencieusement avec elle contre le Gouvernement. En conséquence de cette politique, ils perdirent définitivement la confiance des masses populaires et de l'armée après les six premiers mois de la Révolution. Et maintenant ils étaient exclus du mécanisme d'Etat par le coup du soulèvement d'octobre. Pourtant, la veille encore, ils se considéraient comme les maîtres de la situation. Les chefs des bolcheviki, persécutés par eux, vivaient illégalement, se cachant comme sous le régime tsariste. Les bolcheviki s'emparèrent alors du pouvoir. Et les ministres de la veille, les coalitionnistes et leurs collaborateurs, se trouvèrent mis à l'écart et perdirent tout d'un coup toute influence sur le développement ultérieur des événements. Ils ne voulaient et ne pouvaient croire que ce brusque tournant signifiait le commencement d'une époque nouvelle. Ils voulaient et s'efforçaient de croire à un malentendu, à un hasard, que quelques discours énergiques et quelques articles accusateurs pourraient écarter. Mais ils se heurtèrent d'un moment à l'autre à des obstacles de plus en plus insurmontables. D'où leur haine aveugle, à vrai dire furieuse.

Les politiciens bourgeois ne se hasardaient pas, bien entendu, à aller au feu. Ils poussaient en avant les socialistes-révolutionnaires et les mencheviki, qui acquirent dans cette lutte contre nous toute l'énergie qui leur manquait lorsqu'ils formaient le parti du demi-pouvoir. Leurs organes



répandaient les bruits et les calomnies les plus monstrueux. Ils propageaient des proclamations qui faisaient directement appel au renversement du nouveau pouvoir. Ils avaient également préparé les employés pour le sabotage et les junkers pour l'action militaire.

Le 27 et le 28, nous recevions continuellement par télégraphe des menaces répétées de la part des Comités d'armées, des Conseils municipaux, des zemstvos, des organisations du « Wikjel » (le Comité dirigeant du Syndicat des employés de chemins de fer). La perspective Newsky, l'artère principale de la bourgeoisie de la capitale, devenait de plus en plus animée. La jeunesse bourgeoise sortait de sa torpeur et, poussée par la presse, développait sur la perspective Newsky une agitation de plus en plus grande contre les Soviets. Les junkers, aidés de la foule bourgeoise, désarmaient les gardes rouges. Dans les rues désertes, on fusillait directement les gardes rouges et les matelots. Un groupe de junkers s'empara de la station téléphonique. Ils tentèrent aussi de s'emparer de l'Hôtel des Postes et de la station centrale du télégraphe. Enfin on nous communiqua que trois autos blindées étaient tombées entre les mains d'une organisation militaire de nos ennemis. Les éléments bourgeois relevaient apparemment la tête. On annonçait dans les journaux que nous vivions nos dernières heures. Nos camarades interceptèrent plusieurs ordres secrets nous mon-



trant clairement qu'on avait créé une organisation militaire pour combattre le Soviet de Pétrograd, le centre de cette organisation se trouvait le Comité dit du Salut de la Révolution, organisé par le Conseil municipal de la ville et l'ancien Comité central exécutif. Les socialistes-révolutionnaires de droite et les mencheviki dominaient dans les deux assemblées. Les junkers, les étudiants et maints officiers contre-révolutionnaires, voulant porter un coup mortel aux Soviets par derrière les coalitionnistes, se mirent à la disposition de ce Comité de Salut.

LE SOULÈVEMENT DES JUNKERS DU 29 OCTOBRE

Les écoles de junkers et le Château d'ingénieurs servaient de points d'appui à l'organisation contre-révolutionnaire. Il y avait là beaucoup d'armes et de munitions, et c'est de là que partaient les attaques subites contre les établissements du pouvoir révolutionnaire.

Des détachements de la Garde rouge et de matelots investirent les écoles de junkers. Ils y envoyèrent des parlementaires pour proposer la reddition des armes. On répondit par des coups de feu. Les assiégeants piétinaient sur place, des passants se rassemblèrent autour d'eux et quelques balles folles les blessèrent. Les escarmouches se



prolongeaient indéfiniment, et cette circonstance menaçait de démoraliser les détachements révolutionnaires. Il fallait recourir aux mesures les plus décisives.

On chargea l'enseigne B., commandant de la forteresse de Pierre-et-Paul, de désarmer les junkers. Il fit investir les écoles des junkers de près, y amena des autos blindées et plusieurs pièces d'artillerie. Il proposa aux junkers l'ultimatum de se rendre ; il leur donna dix minutes pour réfléchir. Pour toute réponse, de nouveaux coups de feu partirent des fenêtres. Les dix minutes écoulées, B. fit parler les canons. Les premiers coups produisirent une brèche béante dans les murs de l'école. Les junkers se rendirent, mais bon nombre d'entre eux, voulant se sauver, tirèrent en fuyant. Cela provoqua un acharnement, propre du reste à toute guerre civile. La presse bourgeoise reprocha plus tard aux matelots et aux Soviets la barbarie et la férocité. Elle se garda bien de dire que la Révolution des 25-26 octobre proprement dite se passa presque sans coups de feu, sans victimes, et que la conjuration contre-révolutionnaire organisée par la bourgeoisie et entraînant la jeune génération dans le tumulte de la guerre civile contre les ouvriers, soldats et matelots, provoqua seule l'inévitable acharnement et aboutit à faire des victimes. La journée du 29 octobre produisit une crise brusque dans l'esprit de la population de Pétrograd. Les événements tournèrent au tra-

gique. Nos ennemis comprirent alors que la situation était plus sérieuse qu'ils n'avaient cru et que le Soviet n'était nullement disposé à rendre le pouvoir conquis sur la réquisition des journaux capitalistes et des junkers. L'évacuation des foyers contre-révolutionnaires de Pétrograd continuait avec intensité. Presque tous les junkers furent désarmés, les complices de la conjuration arrêtés et enfermés à la forteresse de Pierre-et-Paul ou expédiés à Cronstadt. Nous avons supprimé les édits appelant ouvertement à la révolte contre le pouvoir soviétique. Des ordres furent donnés d'arrêter plusieurs chefs des anciens partis dominants des Soviets, dont les signatures se trouvaient au bas des ordres contre-révolutionnaires interceptés. Toute résistance militaire était vaincue à Pétrograd.

Une longue et exténuante lutte contre la grève italienne des employés, techniciens, fonctionnaires, etc., était à l'ordre du jour. Ces éléments, dont la plupart appartenaient, d'après leurs salaires, aux classes opprimées, penchaient pourtant du côté de la bourgeoisie par les conditions de leur vie et leur psychologie. Ils servaient en conscience l'État et ses institutions lorsque le tsarisme dirigeait l'État. Ils continuèrent leur service à l'État quand le pouvoir passa aux mains de la bourgeoisie impérialiste. A la période suivante, ils passèrent avec tout leur savoir et leur pratique technique au pouvoir coalisé. Mais lorsque les



ouvriers, soldats et paysans se soulevèrent et écartèrent du gouvernail du pouvoir les partis des classes exploitantes et voulurent eux-mêmes s'emparer du timon de l'Etat, les employés et les fonctionnaires se cabrèrent et refusèrent résolument de donner un coup d'épaule au nouveau pouvoir. Avec le temps ce sabotage devint plus général. Il fut organisé surtout par les socialistes-révolutionnaires et les mencheviki, et l'argent nécessaire était fourni par les banques et les ambassades alliées.

LE MOUVEMENT DE KERENSKY SUR PÉTROGRAD

Plus le pouvoir des Soviets affirmait son autorité à Pétrograd, plus les groupements bourgeois plaçaient leurs espérances en un secours militaire extérieur.

L'Agence télégraphique de Pétrograd; le télégraphe des chemins de fer, la station radio-télégraphique de Tzarskoïé-Siélo nous apportaient de toutes parts la nouvelle que des forces grandioses s'avançaient vers Pétrograd pour soumettre les rebelles et rétablir l'ordre. Kerensky s'enfuit au front, et les journaux bourgeois communiquaient qu'il amenait de là des troupes immenses contre les bolcheviki. Nous étions coupés du pays, le télégraphe se refusait à nous servir. Mais les sol-



dats, qui arrivaient tous les jours, par dizaines et centaines, délégués par leurs régiments, leurs divisions et leurs corps, nous disaient invariablement : « Ne craignez pas le front, il est tout entier pour vous ; donnez les ordres, et nous enverrons le même jour une division ou un corps d'armée. » L'armée présentait la même image : les inférieurs étaient pour nous, les supérieurs contre. Le mécanisme militaire technique était entre les mains des supérieurs. Les unités de cette armée composée de millions d'hommes se trouvaient isolées les unes des autres. Nous étions séparés de l'armée et de tout le pays. Malgré cela, les nouvelles du pouvoir soviétiste à Pétrograd et de ses décrets se propageaient irrésistiblement dans tout le pays et poussaient les Soviets locaux au soulèvement contre l'ancien pouvoir.

L'avance de Kerensky à la tête des troupes qui marchaient sur Pétrograd se précisait et on connaissait déjà quelques détails précis. On nous communiqua de Tzarskoïé-Siélo que quelques escadrons de cosaques s'en approchaient après avoir passé par Louga. Un appel signé par Kerensky et le général Krasnoff invitait toute la garnison à s'unir aux troupes gouvernementales qui allaient commencer dans quelques heures l'attaque de Pétrograd. Cet appel fut propagé dans la capitale. Le soulèvement des junkers, le 29 octobre, se trouvait sans doute en corrélation avec l'entreprise de Kerensky, mais il s'était manifesté trop tôt par



suite de notre attitude résolue. Ordre fut donné à la garnison de Tzarskoïé-Siélo d'exiger des unités cosaques qui y arrivaient la soumission au pouvoir soviétiste et de les désarmer en cas de refus. Mais la garnison de Tzarskoïé-Siélo ne pouvait exécuter des opérations militaires. Il n'y avait là ni artillerie, ni commandement : les officiers étaient hostiles au pouvoir soviétiste.

Les cosaques s'emparèrent de la station radiotélégraphique de Tzarskoïé-Siélo (c'était la plus puissante du pays) et continuèrent à avancer. Les garnisons de Péterhof, de Krasnoïé-Siélo et de Gatschino ne manifestèrent aucune initiative ni la moindre audace.

La victoire de Pétrograd, remportée presque sans effusion de sang, suggéra aux soldats la certitude que la Révolution continuerait de la même manière : il suffirait donc d'envoyer un agitateur qui expliquerait aux cosaques le but du soulèvement des ouvriers, pour qu'ils rendissent leurs armes. Le soulèvement contre-révolutionnaire de Korniloff fut étouffé par voie de persuasion et de fraternisation. Le Gouvernement de Kerensky fut aussi renversé sans combat, par voie d'agitation et par la force, mais d'après un plan organisé par les institutions gouvernementales. Les chefs des Soviets de Krasnoïé-Siélo, de Tzarskoïé-Siélo et de Gatschino employèrent la même méthode contre les cosaques du général Krasnoff. Mais sans résultat. Les cosaques avançaient toujours, mais sans



entraîn et sans enthousiasme. Des détachements isolés s'approchaient de Gatschino, de Krasnoïé-Siélo et engageaient des escarmouches avec les détachements peu nombreux des garnisons locales, et les désarmaient parfois. Au commencement nous n'avions aucune idée de l'effectif des détachements de Kerensky. D'aucuns prétendaient que le général Krasnoff avançait à la tête de 10,000 hommes, d'autres affirmaient qu'il n'y en avait pas plus de 1,000; enfin les journaux qui nous étaient hostiles et des proclamations en lettres hautes d'un werschok (4,5 centimètres) annonçaient que deux corps d'armée étaient concentrés près de Tzarskoïe-Siélo. Une atmosphère d'incertitude régnait également dans la garnison de Pétrograd : on venait de remporter une victoire sans effusion de sang, et il fallait se remettre en campagne contre un ennemi dont l'effectif nous était inconnu et combattre sans prévoir le succès. Aux conférences des garnisons, on parlait surtout de la nécessité d'envoyer encore et toujours des agitateurs et de faire appel aux cosaques. Les soldats tenaient pour impossible que les cosaques refusassent d'adopter le point de vue pour lequel luttait la garnison de Pétrograd. Cependant les avant-gardes des cosaques étaient déjà tout près de Pétrograd, et nous prévoyions que la lutte capitale aurait lieu dans les rues de la ville.

Ce fut la Garde rouge qui montra le plus de hardiesse. Elle demanda aux chefs des armes et



des munitions. Mais le mécanisme militaire tout entier était en désarroi, tout manquait : d'une part parce qu'on l'avait négligé, d'autre part par suite de malveillance. Les officiers se tinrent à l'écart, les carabines se trouvaient dans un endroit, les patrons dans un autre. En ce qui concernait l'artillerie, c'était pire encore. Les pièces, les affûts, les engins se trouvaient en divers endroits, et il fallait tout dénicher à tâtons. Les régiments n'avaient ni outils de sapeurs, ni téléphones de campagne. L'état-major révolutionnaire, qui s'efforçait de mettre tout cela en ordre, se heurtait à d'insurmontables obstacles, avant tout au sabotage de la part du personnel technique militaire.

C'est dans ces conditions que nous résolûmes de nous adresser immédiatement aux masses ouvrières. Nous leur avons dit que les conquêtes de la Révolution étaient exposées au plus grand danger et que le salut et la consolidation du régime du pouvoir ouvrier et paysan dépendaient d'eux, de leur initiative, de leur énergie et de leur dévouement. Cet appel aux masses ouvrières fut couronné presque immédiatement d'un grand succès pratique. Des milliers d'ouvriers se mirent en mouvement contre les troupes de Kerensky et creusèrent des tranchées. Les ouvriers des usines d'armes se munissaient de canons, se procuraient eux-mêmes des engins dans les dépôts, réquisitionnaient des chevaux, voituraient les canons jusqu'aux positions, les ajustaient, organisaient le ser-



vice d'intendance, dénichaient de la benzine, des moteurs, des autos, réquisitionnaient des provisions alimentaires et le fourrage, organisaient le charroi sanitaire, bref créaient tout ce mécanisme militaire que nous nous efforcions vainement d'organiser avec l'aide de l'état-major révolutionnaire.

L'état d'esprit de nos soldats changea aussitôt que des dizaines de canons furent installés aux positions ; à l'abri de l'artillerie, ils étaient prêts à résister à l'attaque des cosaques. Les matelots et la Garde rouge formaient les premières lignes. Plusieurs officiers, politiquement étrangers pour nous, mais loyalement unis à leurs régiments, accompagnaient leurs soldats aux positions et dirigeaient leurs opérations contre les cosaques de Krasnoff.

LA DÉBACLE DE L'AVENTURE DE KERENSKY

Sur ces entrefaites, des télégrammes annoncèrent dans tout le pays et à l'étranger que « l'aventure » des bolcheviki était liquidée, que Kerensky était entré à Pétrograd et avait rétabli l'ordre avec énergie. D'autre part, à Pétrograd même, la presse bourgeoise, encouragée par l'approche des troupes de Kerensky, communiquait la défaillance complète de la garnison de Pétrograd, l'irrésistible avance des cosaques, munis d'une



grande quantité d'artillerie, et prédisait la proche débâcle de Smolny. Le manque d'un mécanisme technique bien outillé et de spécialistes pour diriger les opérations militaires représentait pour nous, comme nous l'avons déjà dit, la difficulté principale. Même les officiers qui suivirent consciencieusement leurs soldats aux positions ne voulaient pas accepter le poste de général en chef.

Après de longues délibérations, nous nous sommes arrêtés à la combinaison suivante : la Conférence de la garnison nomma une commission de cinq membres et lui confia le contrôle suprême de toutes les opérations contre les troupes contre-révolutionnaires qui marchaient sur Pétrograd. La dite commission fit ensuite cause commune avec le colonel de l'état-major Mouravieff, qui nous était opposé sous le régime de Kerensky et offrait à présent ses services au Gouvernement des Soviets.

Le 30 octobre, pendant la nuit, je suis parti en automobile avec Mouravieff pour rejoindre les positions. Les charrois de provisions alimentaires, de fourrage, de munitions, d'artillerie longeaient la route. Ces charrois étaient faits par les ouvriers de diverses usines. Les barrières formées par les Gardes rouges arrêtaient à maintes reprises notre automobile et contrôlaient notre sauf-conduit. Toutes les automobiles de la capitale avaient été réquisitionnées dès les premiers jours de la Révolution d'octobre, et la circulation des automobiles dans les rues ou dans les environs de la capitale



n'était autorisée que par un sauf-conduit de Smolny. La vigilance des gardes rouges était hors ligne. Armés de carabines, ils passaient des heures et des heures autour de petits bûchers, et l'aspect de ces jeunes ouvriers armés entourant les bûchers sur le sol couvert de neige constituait le parfait symbole de la Révolution prolétarienne.

Aux positions, il ne manquait plus ni canons, ni engins. Le choc décisif eut lieu le même jour entre Krasnoïe et Tzarskoïé-Siélo. Après un combat d'artillerie acharné, les cosaques, qui avançaient jusqu'à ce moment sans obstacles, se replièrent hâtivement. On les trompait toujours en leur parlant de la férocité et de la cruauté des bolcheviki, qui voulaient vendre la Russie au kaiser allemand. On leur avait assuré que presque toute la garnison de Pétrograd les attendait impatiemment, comme libérateurs. La première résistance décisive les mit en déroute et condamna à la débâcle toute l'entreprise de Kerensky.

La retraite des cosaques de Krasnoff nous permit de nous emparer de la radio-station de Tzarskoïé-Siélo. Nous expédiâmes tout de suite un radio concernant la victoire sur Kerensky (1). Nos amis

(1) Voici le texte de ce radio :

« Siélo-Poulkowo. L'état-major, 2 h. 10 matin. — La nuit du 30 au 31 octobre devient une nuit historique. La tentative de Kerensky de diriger les troupes contre-révolutionnaires vers la capitale révolutionnaire est résolument arrêtée. Kerensky bat en retraite ; nous prenons l'offensive. Les soldats, les matelots et les ouvriers de Pétrograd ont montré qu'ils savent



de l'étranger nous communiquèrent plus tard que la radio-station allemande, obéissant à un ordre d'en haut, n'avait pas accepté notre radio-télégramme.

Donc la première réaction des autorités allemandes contre les événements d'octobre se manifesta par la crainte que ces derniers ne provoquassent une fermentation des esprits en Allemagne même. En Autriche-Hongrie on accepta

et veulent affermir à main armée la liberté et le pouvoir de la démocratie ouvrière. La bourgeoisie s'efforçait d'isoler l'armée de la Révolution, Kerensky s'efforçait de la briser au moyen de forces cosaques. Tous deux échouèrent pitoyablement dans leurs entreprises. L'idée grandiose de la domination d'une démocratie ouvrière et paysanne unit les rangs de l'armée et trempa sa volonté. Dorénavant tout le pays pourra se persuader que le pouvoir soviétiste n'est pas un phénomène passager, mais l'invincible réalité : la domination des ouvriers, des soldats, des paysans. Le coup porté à Kerensky est aussi un coup porté aux propriétaires, à la bourgeoisie, aux kornilowtzy. Ce coup, cette opposition à Kerensky constituent l'affermissement des droits du peuple à une vie libre et paisible, à la terre, au pain et au pouvoir. Le détachement de Poulkowo affermit par son vaillant exploit le résultat de la Révolution des ouvriers et des paysans. Un retour au passé ne peut plus avoir lieu. Nous avons encore à lutter, il y a des obstacles et il y aura des victimes. Mais la voie est libre et la victoire assurée. La Russie révolutionnaire et le pouvoir soviétiste ont bien le droit de s'enorgueillir de leur détachement de Poulkowo, opérant sous le commandement du colonel Waldene. Souvenir éternel à ceux qui succombent ! Gloire aux militants de la Révolution, aux soldats et aux officiers dévoués au peuple ! Vive la Russie révolutionnaire, populaire et socialiste ! Au nom du Conseil des Commissaires du Peuple : L. TROTSKY. Le 31 octobre 1917. »

une partie de notre télégramme et, d'après ce que nous savons, elle devint pour toute l'Europe une source d'informations annonçant que la malencontreuse tentative de Kerensky de reprendre le pouvoir avait échoué misérablement. Une fermentation se produisit parmi les cosaques de Krasnoff. Ils se mirent à envoyer des émissaires à Pétrograd et même des délégués officiels à Smolny. Ils purent s'y convaincre que la garnison tout entière était pour le pouvoir soviétiste et maintenait un ordre parfait dans la capitale. La décomposition parmi les cosaques revêtit un caractère d'autant plus aigu, que l'absurdité de vouloir prendre Pétrograd avec un effectif peu supérieur à 1,000 cavaliers leur sauta aux yeux. Les troupes qu'on leur avait promis d'envoyer du front comme renfort n'arrivaient pas. Le détachement de Krasnoff se retira sur Gatschino et, lorsque nous y arrivâmes le lendemain, l'état-major de Krasnoff était déjà, à proprement parler, prisonnier des cosaques eux-mêmes. Notre garnison de Gatschino occupait toutes les positions importantes. Les cosaques n'étaient plus du tout disposés à résister, bien qu'ils ne fussent pas désarmés. Ils n'aspiraient qu'à être libres d'aller au Don ou au moins au front.

Le palais de Gatschino offrait un curieux spectacle. Toutes les entrées étaient occupées par des factions renforcées. Devant le portail il y avait des pièces d'artillerie, des automobiles blindées. Les salles du palais, ornées de riches peintures, étaient



occupées par des matelots et des soldats des gardes rouges. Divers vêtements militaires, des pipes, des boîtes de sardines jonchaient les tables de bois précieux. L'état-major de Krasnoff était installé dans une des chambres du palais. Des matelas, des casquettes, des capotes étaient par terre. Le représentant du Comité militaire révolutionnaire qui nous accompagnait entra dans la Chambre de l'état-major, posa avec fracas sa carabine sur le plancher, la crosse en bas, et dit en s'appuyant dessus : « Général Krasnoff, vous et votre état-major vous êtes arrêtés par le pouvoir soviétique. » Des gardes rouges, les armes à la main, se placèrent immédiatement devant les deux portes. Kerensky était absent : il s'évada encore une fois du Palais d'Hiver. Les circonstances de cette évasion nous furent dévoilées par le général Krasnoff dans une déposition écrite en date du 14 novembre. Nous reproduisons en entier ce curieux document :

« Le 1^{er} novembre 1917, 19 heures.

Aujourd'hui, vers les 15 heures, le général en chef (Kerensky) me manda auprès de lui. Il était très agité et nerveux.

— Général, dit-il, vous m'avez trahi... Vos cosaques disent ici carrément qu'ils veulent m'arrêter et me livrer aux matelots.

— Oui, lui dis-je, on en parle et je sais que personne n'a de sympathie pour vous.

— Mais les officiers, disent-ils aussi la même chose ?

- Les officiers sont encore plus mécontents de vous.
- Que faire ? Il faut que je me suicide.
- Si vous êtes un honnête homme, vous devez immédiatement vous rendre avec le drapeau blanc au Comité militaire révolutionnaire, à Pétrograd, et parler en chef de gouvernement.
- Bien ! Je le ferai, général.
- Je vous donne une escorte, et je demanderai qu'un matelot vous accompagne.
- Non, pas un matelot. Vous savez, Dibenko est ici.
- Je ne connais pas Dibenko.
- C'est mon ennemi.
- Eh bien ! Que faire ? Puisque vous vous êtes engagé dans une grande entreprise, il vous faut savoir faire face aux événements.
- C'est bien ! Mais je partirai de nuit.
- Pourquoi faire ? Ce serait une fuite. Allez ouvertement et tranquillement, pour que tout le monde voie que vous ne fuyez pas.
- Bien, c'est ça ! Pourvu que vous me donniez une escorte sûre !
- Parfaitement.

Je suis sorti. J'ai appelé Roussekoff, un cosaque du 10^{me} régiment des cosaques du Don, et je lui ordonnai de désigner huit cosaques pour escorter le général en chef. Au bout d'une demi-heure, les cosaques vinrent annoncer que Kerensky avait disparu, qu'il s'était évadé. J'ai donné l'éveil, puis l'ordre de retrouver Kerensky. Je crois qu'il n'a pas pu s'évader de Gatschino ; il se cache quelque part ici même. .

Le commandant du III^{me} corps :
Général-major KRASNOFF. »



Ainsi se termina cette entreprise.

Pourtant nos adversaires ne voulaient pas mettre bas les armes, ne voulaient pas avouer que la question du pouvoir était déjà résolue. Ils continuaient à espérer l'arrivée des soldats du front. Toute une escouade de leaders des anciens partis du Soviet de Pétrograd — Tschernoff, Tseretelli, Awksentieff, Gotz et autres — se rendirent au front. Ils y conférèrent avec les anciens Comités d'armée, se réunirent au quartier général chez Doukhonine, le poussèrent à la résistance et, d'après les communications des journaux, firent même au quartier général une tentative de former un cabinet. Avec tout cela on n'aboutit à rien. Les anciens Comités d'armée étaient privés de toute signification, et il se produisait au front un mouvement intense tendant à convoquer des conférences et des congrès dans le but de réélire toutes les organisations du front. Et le pouvoir soviétiste prit le dessus dans toutes ces réélections.

De Gatschino, nos détachements avançaient toujours plus par le chemin de fer du côté de Louga et de Pskoff, d'où venaient à leur rencontre encore quelques trains avec des unités de choc et de cosaques, mandés par Kerensky ou simplement envoyés par quelques généraux, de leur propre autorité. Il y eut même une collision armée avec l'un de ces escadrons. Mais la plupart des soldats expédiés du front sur Pétrograd déclarèrent, à la première rencontre avec les représentants des



troupes soviétistes, qu'on les avait trompés et qu'ils ne voulaient pas porter la main sur le pouvoir des ouvriers et des soldats.

DISCORDES INTÉRIEURES

Sur ces entrefaites, la lutte pour le pouvoir des Soviets se propageait dans tout le pays. A Moscou surtout, la lutte devenait de plus en plus acharnée et traînait en longueur. Il est possible que la faute en fût aux dirigeants du soulèvement, car ils n'avaient pas agi, dès le commencement, avec la fermeté nécessaire. Pendant une guerre civile, plus que dans toute autre guerre, la victoire ne peut être assurée que par une offensive résolue et ininterrompue. Il est impossible d'hésiter, il est dangereux de conférer, il est funeste de piétiner sur place en se tenant sur l'expectative. Il s'agit dans ce cas des masses du peuple qui n'étaient pas encore au pouvoir, qui se trouvaient toujours sous le joug d'une autre classe et auxquelles il manquait par conséquent l'expérience des questions politiques. L'hésitation du centre dirigeant de la Révolution affaiblit immédiatement les masses. Ce n'est qu'en s'avancant d'un pas ferme et infaillible vers son but qu'un parti peut aider aux masses laborieuses à surmonter les instincts de servitude séculaires et les conduire à la victoire. Et ce n'est que par voie d'offensive résolue



que la victoire peut être remportée avec une perte minimum de forces et de victimes.

Mais toute la difficulté consiste précisément dans le moyen d'adopter une tactique ferme et décidée. Le manque de confiance de la masse en ses propres forces, le manque d'expérience du pouvoir exercent une influence sur les chefs qui, à leur tour, subissent encore une puissante pression d'en haut, de l'opinion publique bourgeoise.

La bourgeoisie libérale tolérait non sans haine et aigreur l'idée même de la possibilité de la domination des masses laborieuses. Elle exprimait ses sentiments au moyen des innombrables organes dont elle dispose.

Les intellectuels, malgré tout leur radicalisme verbal et la couleur socialiste de leurs conceptions, gardaient dans l'intimité de leur conscience, toute imbue d'une inclination servile devant la puissance de la bourgeoisie et son talent gouvernemental, une tendance à la suivre. Tous ces intellectuels « socialistes » s'élançèrent à droite et considéraient l'affermissement du pouvoir soviétiste comme la première étape de la fin. Aux professions libérales succédèrent les fonctionnaires, le personnel technique de l'administration, tous ces éléments qui vivent physiquement et moralement des miettes de la table de la bourgeoisie. L'opposition de ces couches se distinguait surtout par son caractère passif, en particulier après la débâcle du soulèvement des junkers. Mais ce caractère passif



la faisait paraître d'autant plus insurmontable. A tout moment on refusait de collaborer avec nous. Les fonctionnaires quittaient le ministère ou, tout en y demeurant, refusaient de travailler. Ils ne remettaient pas leurs charges, ni les sommes d'argent. La Centrale du téléphone ne nous donnait pas dix communications. Au télégraphe, on mutilait ou retenait nos télégrammes. Nous n'avions pas de traducteurs, de sténographes, ni même de copistes. Toutes ces circonstances concouraient à créer une atmosphère où des éléments isolés, des chefs de notre parti, commencèrent à douter du succès ; la question se posait ainsi : les masses laborieuses pourront-elles, vu cette résistance de la société bourgeoise, mener à bonne fin le mécanisme gouvernemental et se maintenir au pouvoir ? On commença à parler de la nécessité de se coaliser. Avec qui ? Avec la bourgeoisie libérale ? Mais l'essai de coalition avec celle-ci conduisit la Révolution dans un épouvantable marécage. Le soulèvement du 25 octobre fut un acte dû à l'instinct de conservation des masses populaires, à la suite d'une période d'impuissance et de trahison du pouvoir coalisé. Il ne restait qu'à former une coalition de tous les partis soviétistes. Nous avons formé au fond, dès le commencement, à la séance du deuxième Congrès panrusse des Soviets, une telle coalition. Le Gouvernement de Kerensky avait été renversé, et nous avons offert au Congrès des Soviets de prendre en mains le pouvoir. Mais les par-



tis de droite s'en allèrent en fermant la porte avec fracas, et ce fut bien là ce qu'ils firent de mieux. Ils ne représentaient qu'un secteur insignifiant du Congrès. La masse ne les suivait plus, et les diverses couches qui les soutenaient encore à force d'inertie passaient de plus en plus dans nos rangs. Une coalition avec les socialistes-révolutionnaires de droite et les mencheviki ne saurait élargir la base sociale du pouvoir soviétiste et aurait introduit dans l'organisation de ce pouvoir des éléments foncièrement corrodés par le scepticisme politique et par l'idolâtrie envers la bourgeoisie libérale. Toute la vigueur du nouveau pouvoir était due au radicalisme de son programme, au caractère résolu de son activité. La conciliation avec les groupes de Tchernoff et Tseretelli garrotterait le nouveau pouvoir, le priverait de sa liberté d'action et par ce fait même annulerait dans le plus bref délai la confiance que les masses ouvrières lui accordaient.

Les socialistes-révolutionnaires de gauche étaient nos voisins immédiats du côté droit. Ils étaient prêts en général à nous soutenir, mais en même temps ils avaient la tendance de former un Gouvernement socialiste coalisé. La direction du Syndicat des Chemins de fer (nommé « Wikjel »), le Comité central des Employés des postes et télégraphes, le Syndicat des Fonctionnaires des établissements gouvernementaux étaient contre nous. Et, parmi les dirigeants de notre parti, il y avait aussi quelques voix en faveur de la conciliation



d'une manière quelconque. Mais sur quelles bases fallait-il arriver à cette conciliation? Toutes les institutions dirigeantes de la période précédente, que nous venons d'énumérer, s'étaient épuisées. Les rapports entre elles et tout le personnel inférieur étaient à peu près les mêmes qu'entre les anciens Comités d'armée et la masse des soldats des tranchées. L'histoire creusa une profonde crevasse entre les couches supérieures et les couches inférieures. Ces combinaisons des dirigeants de la veille usées par la Révolution, combinaisons non fondées sur des principes, étaient condamnées à une véritable débâcle. Il fallait fermement et résolument s'appuyer sur les couches inférieures pour pouvoir, avec leur aide, surmonter le sabotage et les prétentions aristocratiques des couches supérieures. Nous avons donc laissé aux socialistes-révolutionnaires de gauche la liberté de continuer les tentatives désespérées de conciliation. La base de notre politique était, au contraire, l'opposition des couches laborieuses à toutes ces organisations représentatives, qui soutenaient le régime Kerensky.

Cette politique intransigeante provoqua des malentendus et même une certaine discorde parmi les dirigeants de notre parti. Les socialistes-révolutionnaires de gauche protestaient au Comité central exécutif contre les mesures sévères du nouveau pouvoir et insistaient sur la nécessité des compromis. Quelques bolcheviki approuvèrent



cette opinion. Trois commissaires du peuple se démièrent de leur charge et se retirèrent du Gouvernement. Quelques militants du parti se solidarisèrent avec eux en principe. Ce fait produisit une grande impression sur les intellectuels et sur la bourgeoisie. Les bolcheviki sont demeurés maîtres sur le champ de bataille des junkers et des cosaques de Krasnoff, disait-on, mais il est évident que le pouvoir soviétiste va succomber maintenant par suite d'une décomposition intérieure. Les masses, pourtant, n'avaient pas du tout remarqué ces dissensions. Elles soutenaient d'un commun accord le Conseil des Commissaires du Peuple non seulement contre les conspirateurs contre-révolutionnaires et contre les saboteurs, mais aussi contre les coalitionnistes et les sceptiques.

LE SORT DE LA CONSTITUANTE

Lorsque les partis dominants des Soviets voulurent, après l'aventure de Korniloff, corriger leur faiblesse envers la bourgeoisie contre-révolutionnaire, ils demandèrent qu'on hâtât la convocation de la Constituante. Kerensky, que les Soviets venaient d'arracher aux embrassades trop étroites de son allié Korniloff, se vit obligé à des concessions. La Constituante fut convoquée pour la fin de novembre. Pourtant les circonstances actuelles étaient telles, qu'il n'était pas certain que la Constituante



pût être convoquée réellement. Le front était complètement désorganisé, la désertion devenait de plus en plus fréquente, les masses des soldats menaçaient d'abandonner les tranchées par régiments ou corps entiers et de reculer en dévastant tout sur leur chemin. A la campagne se développait un mouvement élémentaire d'usurpation des terres et l'on procédait à l'inventaire des propriétés foncières. On avait introduit l'état de guerre dans quelques districts. Les Allemands, continuant l'offensive, s'emparèrent de Riga et menacèrent Pétrograd. L'aile droite de la bourgeoisie ricanait ouvertement au sujet du danger qui menaçait la capitale révolutionnaire. On avait évacué de Pétrograd les institutions gouvernementales, le Gouvernement de Kerensky faisait des préparatifs pour se transporter à Moscou. Dans ces circonstances, la convocation de la Constituante devenait non seulement problématique, mais encore très peu probable. La Révolution d'octobre, considérée sous cet angle, représentait le salut de la Constituante et de toutes les conquêtes de la Révolution russe en général. Nous étions donc tout à fait sincères en disant que la route qui devait aboutir à la Constituante ne passait pas par le Préparlement de Tseretelli, mais par l'accès au pouvoir des Soviets. Toutefois l'interminable ajournement de la Constituante n'a pas manqué d'exercer une influence sur cette institution. Proclamée aux premiers jours de la Révolution, elle est venue au



monde au bout de 8-9 mois d'une lutte acharnée entre les classes et les partis. Elle est arrivée trop tard pour pouvoir jouer un rôle créateur. Sa faillite intérieure était due à un fait qui pouvait paraître tout d'abord insignifiant, mais qui exerça plus tard une énorme influence sur le sort de la Constituante. Le parti des socialistes-révolutionnaires était numériquement le plus important pendant la première période de la Révolution. Nous avons déjà mentionné plus haut son état amorphe et sa composition sociale bigarrée. La Révolution conduisait inévitablement au démembrement intérieur de ces groupes, qui marchaient sous le drapeau populiste. L'aile gauche se détachait de plus en plus, et c'est elle précisément qui entraînait une partie des ouvriers et de larges couches des paysans les plus pauvres. Cette aile opposa une inconciliable opposition aux couches supérieures petites et moyennes bourgeoises du parti socialiste-révolutionnaire. Mais l'inertie inhérente à l'organisation du parti et à ses traditions empêchait les suites inévitables de la discorde. Le système proportionnel d'élections est entièrement basé, comme on le sait, sur les listes du parti. Comme les listes avaient été dressées deux ou trois mois avant la Révolution d'octobre et n'étaient pas susceptibles de modifications, les socialistes-révolutionnaires de gauche et de droite figuraient alternativement sous le drapeau du même parti. C'est ainsi qu'au moment de la Révolution d'octobre, c'est-à-dire à l'époque

où les socialistes-révolutionnaires de droite arrêtaient ceux de gauche et où ces derniers prirent le parti des bolcheviki pour renverser le ministère de Kerensky, les anciennes listes étaient toujours obligatoires, et aux élections à la Constituante les masses paysannes étaient forcées de voter les listes où le nom de Kerensky figurait en première ligne. Venaient ensuite les noms des socialistes-révolutionnaires de gauche, qui prirent part au soulèvement contre Kerensky.

Si, pendant les mois qui précédèrent la Révolution d'octobre, nous avons vu les masses s'orienter continuellement à gauche, les ouvriers, les soldats et les paysans affluer fatalement vers les bolcheviki, ce processus se caractérisa à l'intérieur du parti socialiste-révolutionnaire par un accroissement de l'aile gauche aux dépens de la droite. Pourtant les trois quarts des listes du parti socialiste-révolutionnaire contenaient les noms des anciens militants de droite qui, à l'époque de la coalition avec la bourgeoisie libérale, avaient eu le temps de faire valoir toute leur renommée révolutionnaire.

Il faut ajouter à cela que les élections elles-mêmes eurent lieu pendant les premières semaines qui succédèrent à la Révolution d'octobre. La nouvelle de la Révolution se propageait progressivement de la capitale à la province, des villes provinciales à la campagne. En maints endroits, la masse des paysans ne se rendait compte que va-



guement de ce qui se passait à Pétrograd et à Moscou. Ils votèrent pour la « liberté et la terre », pour leurs représentants aux comités territoriaux qui, pour la plupart, marchaient sous le drapeau populiste. Mais ils votaient simultanément pour Kerensky et pour Awksentieff, qui dissolvaient les comités territoriaux et arrêtaient leurs membres. Cet état de choses donna lieu à cet incroyable paradoxe politique : le parti qui dissolvait la Constituante (soit les socialistes-révolutionnaires de gauche) avait été élu d'après une liste portant aussi le parti qui fournit la majorité à la Constituante. Tel est l'historique de ce fait. Il est donc facile de se rendre compte à quel point la Constituante retardait sur le développement de la lutte politique et des groupements de partis.

Il ne reste donc plus qu'à prendre en considération les principes de la question.

LES PRINCIPES DE LA DÉMOCRATIE ET LA DICTATURE DU PROLÉTARIAT

Comme marxistes, nous n'avons jamais été des idolâtres de la forme démocratique. Les institutions démocratiques n'écartent pas seulement la lutte des classes, mais elles prêtent même aux intérêts des classes une expression extrêmement incomplète. Il reste toujours d'innombrables moyens à la disposition des classes possédantes



pour falsifier la volonté des masses laborieuses du peuple; pour la détourner et pour la violer. Les institutions de la démocratie apparaissent dans les conditions données de la Révolution comme un appareil encore incomplet pour la lutte des classes. Marx désignait la Révolution comme la « locomotive de l'histoire ». Grâce au combat ouvert et direct pour le pouvoir du Gouvernement, les masses laborieuses amassent dans le temps le plus court une quantité d'expériences politiques et montent vite d'un degré à l'autre dans leur développement. Le lourd mécanisme des institutions démocratiques se conforme d'autant moins à ce développement, que le pays est grand et que son appareil technique est plus imparfait.

Les socialistes-révolutionnaires de droite obtinrent la majorité dans la Constituante. Conformément à la mécanique parlementaire, le pouvoir aurait dû leur appartenir. Mais le parti socialiste-révolutionnaire de droite avait déjà eu, avant la Révolution d'octobre, la possibilité d'obtenir ce pouvoir. Malgré cela, ce parti se désintéressait du Gouvernement et cédait sa part de lion à la bourgeoisie libérale; en conséquence — juste au moment où la composition numérique de la Constituante l'obligeait formellement à constituer le Gouvernement — il avait perdu le dernier reste de son crédit parmi les partis les plus révolutionnaires du peuple. La classe ouvrière, et avec elle la Garde rouge, étaient hostiles au parti des socia-



listes-révolutionnaires de droite. La majorité écrasante de l'armée soutenait les bolcheviki. Les éléments révolutionnaires à la campagne partageaient leurs sympathies entre les socialistes-révolutionnaires et les bolcheviki. Les matelots, qui avaient joué un rôle si significatif dans les événements de la Révolution, suivaient presque exclusivement notre parti. Les socialistes-révolutionnaires de droite furent forcés de quitter les Soviets qui avaient saisi le pouvoir déjà en octobre, c'est-à-dire avant la convocation de la Constituante. Sur qui donc pouvait s'appuyer un ministère qui était formé de la majorité de l'Assemblée constituante ? Derrière eux se seraient tenus la population rurale, les intellectuels et les employés ; à droite, ils auraient trouvé en attendant un appui du côté de la bourgeoisie. Mais à un tel Gouvernement, l'appareil dirigeant matériel aurait complètement manqué. Dans les points de concentration de la vie politique comme Pétrograd, ce Gouvernement aurait depuis le premier pas heurté des obstacles insurmontables. Si dans ces conditions — en soumission à la logique des institutions démocratiques — les Soviets avaient laissé le pouvoir au parti de Kerensky et de Tchernow, ce pouvoir qui était compromis et impuissant, aurait seulement apporté une confusion temporaire dans la vie politique du pays, pour être renversé quelques semaines plus tard par une nouvelle révolte. Les Soviets résolurent de réduire à un minimum cette



expérience historique retardée, et ils dissolvèrent l'Assemblée constituante le jour même où elle s'était réunie.

Cela donnait un motif aux plus dures accusations contre notre parti. La dissolution de la Constituante fit indubitablement une mauvaise impression même sur les cercles dirigeants des partis socialistes de l'Europe occidentale. On voyait dans cet acte politiquement inévitable et nécessaire un libre arbitre de parti, une espèce de tyrannie. Dans une série d'articles, Kautsky expose avec son pédantisme coutumier la relation entre les tâches socialistes-révolutionnaires du prolétariat et le régime de la démocratie politique. Il prouvait que, pour la classe laborieuse, la conservation des bases de construction démocratique était finalement toujours avantageuse. En général, cela est parfaitement juste. Mais Kautsky dégradait cette vérité historique à une banalité de professeur. Si, finalement, il est avantageux pour le prolétariat de diriger sa lutte de classes et même sa dictature dans les cadres d'institutions démocratiques, cela ne signifie encore nullement que l'histoire rende toujours possible au prolétariat une telle combinaison. La théorie marxiste ne prouve pas encore que l'histoire crée toujours des conditions telles, qu'elles sont plus avantageuses pour le prolétariat. Pour le moment, on ne peut dire quel cours la Révolution aurait pris si, dans le second ou le troisième mois, l'Assemblée constituante avait été



convoquée. Il est très probable que les partis alors dominants des socialistes-révolutionnaires et des mencheviki se seraient compromis avec la Constituante, aussi bien aux yeux des couches plus actives qui soutenaient les Soviets que devant les masses démocratiques plus arriérées dont les espérances allaient plutôt à la Constituante qu'aux Soviets. Dans ces conditions, la dissolution de la Constituante aurait pu mener à des votes nouveaux, où le parti de l'aile gauche aurait pu se montrer comme majorité. Mais le développement prit un autre chemin. Les votes pour la Constituante eurent lieu au neuvième mois de la Révolution. A ce moment, la lutte de classes avait pris une telle tension, qu'elle fendit les cadres de la démocratie par un assaut de l'intérieur.

Le prolétariat avait derrière lui l'armée et les couches de paysans pauvres. Ces classes se trouvaient dans un état de lutte directe et exaspérée contre les socialistes-révolutionnaires de droite. Mais, par suite de la lourde mécanique des votes démocratiques, ce parti — en fidèle copie de la préépoque d'octobre de la Révolution — obtint la majorité dans la Constituante. De cette manière, il se forma une contradiction, laquelle était absolument insoluble dans le cadre de la démocratie formelle. Et seulement des pédants politiques qui ne se rendent pas compte de la logique révolutionnaire des contrastes de classes peuvent, devant cette situation d'après octobre, faire au



prolétariat des représentations banales sur les avantages et l'utilité de la démocratie pour la cause de la lutte de classes.

La question fut posée par l'histoire d'une façon beaucoup plus concrète et tranchante. La Constituante devait donc, d'après la composition de sa majorité, transmettre le pouvoir au groupe de Tchernoff, de Kerensky et de Tseretelli. Mais ce groupe était-il capable de diriger la Révolution ? Pouvait-il trouver un appui dans la classe qui paraît comme la colonne vertébrale de la Révolution ? Non. Le réel esprit de classe avait frappé implacablement sa coque démocratique. Et, par cela, le sort de la Constituante était scellé. Sa dissolution paraissait comme la seule solution possible, chirurgicale, comme seule issue de la contradiction qui n'a pas été créée par nous, mais par tout le cours précédent des événements.

LES DISCUSSIONS DE PAIX

Dans l'assemblée nocturne historique du second Congrès des Soviets panrusses, le décret de paix fut accepté. A ce moment, le Gouvernement des Soviets se consolidait seulement dans les points les plus importants du pays ; mais le nombre de ceux qui, à l'étranger, croyaient à leur pouvoir était infiniment petit. Dans l'assemblée, nous acceptâmes le décret à l'unanimité ; mais cela



paraissait à beaucoup comme une pure démonstration politique. Les entremetteurs criaient à tous les coins de rues qu'il n'y avait pas à attendre de résultats pratiques de notre Révolution, car, d'un côté, les impérialistes allemands ne nous reconnaîtraient pas et ne voudraient pas négocier avec nous, et, de l'autre côté, l'Entente nous déclarerait la guerre parce que nous aurions commencé des négociations de paix séparée. Nos premiers pas dans le but d'une paix démocratique générale s'exécutaient au signal de ces prophéties. Le décret fut accepté le 26 octobre, quand Kerensky et Krasnow étaient aux portes de Pétrograd; le 7 novembre déjà, nous adressâmes par radio-télégramme, à nos alliés comme à nos adversaires, la proposition d'une conclusion de paix générale. En réponse, les Gouvernements de l'Entente s'adressèrent par leur agent militaire au commandant en chef d'alors, le général Doukhonine, et déclarèrent que toutes les démarches ultérieures en vue de négociations de paix séparée auraient les plus graves suites. Nous répondîmes à cette protestation du 11 novembre par notre « Appel à tous les ouvriers, soldats et paysans ». Dans cet appel, nous déclarions qu'en aucun cas nous permettrions à notre armée de verser son sang sous la férule de la bourgeoisie étrangère. Nous détournâmes les menaces des impérialistes de l'Europe occidentale et nous prîmes sur nous, en face de la classe ouvrière internationale, la responsabilité de



la politique de paix. Mais, suivant nos promesses, nous publiâmes avant tout les traités secrets et nous déclarâmes que nous condamnerions tout ce qui conteste les intérêts des masses prolétariennes de tous les pays. Les gouvernements capitalistes essayèrent d'exploiter nos publications contre nous, mais les masses prolétariennes nous ont compris et reconnus. Pas un seul journal social-patriote n'osa, que nous sachions, protester contre le fait que le Gouvernement des ouvriers et paysans changeât radicalement toutes les méthodes de la diplomatie et qu'il renouât à toutes leurs infamies et machinations malhonnêtes. Notre diplomatie prit pour but d'éclaircir les masses prolétariennes, de leur ouvrir les yeux sur le caractère de la politique de leurs Gouvernements et de les joindre ensemble dans le combat et dans la haine contre l'ordre bourgeois capitaliste. La presse bourgeoise allemande nous reprochait d'« étaler » les négociations de paix, mais tous les peuples écoutaient avec une attention avide le dialogue de Brest-Litovsk ; et avec cela, pendant les deux mois et demi de négociations de paix, un service avait été rendu à la cause de la paix, lequel fut reconnu même par les plus honnêtes parmi nos adversaires. Pour la première fois, la question de la paix fut mise ici sur un plan qui ne pouvait plus être dissimulé derrière les coulisses. Le 22 novembre, nous signâmes l'accord de suspension de toutes les opérations de guerre sur tout le front



depuis la mer Baltique jusqu'à la mer Noire. Nous fîmes de nouveau à l'Entente l'offre de se joindre à nous pour mener les négociations de paix. Il n'y eut pas de réponse, quoique cette fois l'Entente n'essayât plus de nous effrayer par des menaces. Les négociations de paix commencèrent le 9 décembre, un mois et demi après l'acceptation du décret de paix. Les accusations de la presse corrompue des social-traitres, disant que nous avions omis de nous mettre en communication avec l'Entente, sont donc inventées de toutes pièces. Durant un mois et demi, nous portâmes à la connaissance de l'Entente chacune de nos démarches et la conjurâmes sans cesse de se joindre aux négociations de paix. Notre conscience est pure devant les peuples de France, d'Italie et d'Angleterre... Nous avons fait tout ce qui était en notre pouvoir pour engager tous les pays combattants aux négociations de paix. La faute que nous étions forcés de traiter séparément ne retombe donc pas sur nous, mais sur les impérialistes de l'Europe occidentale ainsi que sur les partis russes qui prédisaient pendant ce temps une mort prochaine au Gouvernement des ouvriers et paysans de Russie et suppliaient l'Entente de ne pas prendre au sérieux notre initiative de paix. Quoi qu'il en soit, les négociations commencèrent le 9 décembre. Notre délégation fit une déclaration de principe qui caractérisait les bases d'une paix générale démocratique dans le sens exact du décret du



28 octobre/8 novembre. La contre-partie exigea une interruption de la séance, et la reprise des négociations fut, sur la proposition de Kühlmann, ajournée de plus en plus. Il était clair qu'une réponse formelle à nos explications causait de grandes difficultés à la délégation de la Quadruple-Alliance. Le 25 décembre, cette réponse fut donnée. Les diplomates de la Quadruple-Alliance se joignirent à la formule démocratique d'une paix sans annexion ni indemnité et sur la base de la liberté des peuples de disposer d'eux-mêmes. Pour nous, il était évident que c'était une pure hypocrisie. Mais nous n'attendions même pas d'eux cette hypocrisie, car, comme le dit un écrivain français, l'hypocrisie est le tribut du vice à la vertu. Le fait seul que l'impérialisme allemand trouvait nécessaire de payer ce tribut aux principes de la démocratie attestait, selon nous, que la situation intérieure de l'Allemagne était assez sérieuse... Mais si, en général, nous ne nous faisons pas d'illusion sur l'esprit démocratique de MM. Kühlmann et Czernin — car la mentalité des classes gouvernantes allemandes et austro-hongroises nous était bien trop connue — nous devons quand même avouer que nous ne crûmes pas si profond l'abîme qui, s'étant montré quelques jours plus tard, séparait les conditions réelles de paix de l'impérialisme allemand de ces formules qui avaient été établies le 25 décembre par M. de Kühlmann comme plagiat de la Révolution russe. En effet, nous ne



nous attendions pas à une telle impudence. La réponse de Kühlmann fit une impression énorme sur les classes ouvrières de la Russie. Elle fut interprétée comme résultant de la crainte des classes dirigeantes des puissances centrales de mécontenter et d'impatiser les masses ouvrières de l'Allemagne. Le 28 décembre eut lieu à Pétrograd une immense démonstration d'ouvriers et de soldats en l'honneur d'une paix démocratique. Le matin suivant, notre délégation revint de Brest-Litovsk, nous apportant les exigences rapaces que M. de Kühlmann émettait au nom des puissances centrales et à l'appui de sa formule « démocratique ».

La diplomatie allemande n'établissait des formules démocratiques que pour montrer ouvertement, après deux ou trois jours, sa faim de loup. Au fond, cela pouvait paraître incompréhensible à première vue. Les exposés théoriques — pour la plupart d'après l'initiative de Kühlmann — tournaient autour des principes démocratiques et étaient pour le moins osés. Pour l'Allemagne, il devait ressortir clairement que, dès le début, sa diplomatie ne récolterait pas beaucoup de lauriers sur ce chemin. Le secret de toute la diplomatie allemande consistait dans le fait que Kühlmann était sincèrement convaincu que nous étions disposés à jouer avec lui à quatre mains. Son calcul était à peu près le suivant : la Russie a absolument besoin de la paix ; les bolcheviki sont arrivés au



pouvoir grâce à leur lutte pour la paix, et ils voudraient le conserver; cela est seulement possible s'ils concluent la paix; il est vrai qu'ils sont liés par un programme de paix démocratique déterminé. Mais pourquoi y a-t-il dans le monde des diplomates, si ce n'est pour faire passer le noir pour le blanc! Nous, Allemands, nous voulons faciliter la situation aux bolcheviki en décorant nos pillages de formules. La diplomatie bolcheviste aura assez de raison pour ne pas chercher à découvrir le sens politique des choses, ou mieux pour ne pas dévoiler le contenu des formules aux yeux du monde...

En d'autres termes, Kühlmann espérait un accord tacite avec nous: il nous rendrait nos belles formules, nous lui donnerions sans protester la possibilité d'annexer à l'Allemagne des provinces et des peuples. De cette manière, aux yeux des ouvriers allemands, l'appropriation par la violence aurait reçu une sanction par la Révolution russe. Mais quand nous montrâmes, au cours des débats, qu'il ne s'agissait pas pour nous de vains mots, mais de principes démocratiques de la vie commune des peuples, alors Kühlmann considéra cela comme la rupture d'un accord silencieux. Il ne voulut pour rien au monde reculer devant le formulaire du 25 décembre, et, plein de confiance dans sa logique bureaucratique-juridique, il s'efforça de montrer devant le monde que le blanc ne se distingue en rien du noir, et qu'uniquement



notre mauvaise volonté nous forçait de persister dans cette différence. Le comte Czernin, représentant de l'Autriche-Hongrie, joua dans ces débats un rôle que personne ne pouvait appeler digne ou imposant. Il joua maladroitement l'assistant et s'engagea, sur les ordres de Kühlmann, de donner dans les moments critiques les explications les plus brusques et les plus cyniques. Le général Hoffmann apporta dans les négociations une note rafraîchissante. Sans montrer une grande sympathie pour les instructions diplomatiques de Kühlmann, le général posa plusieurs fois sa botte militaire sur la table autour de laquelle se tenaient des débats juridiques compliqués. Nous, de notre côté, nous ne doutions pas un moment que justement cette botte du général fût à considérer comme étant la seule réalité sérieuse pendant toutes ces négociations.

La participation aux débats de la délégation de la Rada de Kiew parut être un grand atout dans les mains de Kühlmann. Le fait d'être reconnu par les Gouvernements capitalistes de l'Europe semblait aux petits bourgeois qui, dans l'Ukraine, étaient arrivés au gouvernail, comme une chose d'une importance décisive. Premièrement, la Rada s'offrait aux impérialistes de l'Entente et recevait d'eux un peu d'argent de poche, puis elle envoyait ses représentants à Brest-Litovsk pour obtenir des Gouvernements autrichien et allemand une reconnaissance de sa légalité politique derrière le dos



des peuples de la Russie. La diplomatie de Kiew, qui avait seulement maintenant mis le pied sur le chemin de l'existence internationale, manifestait le même point de vue et le même niveau moral qui ont toujours caractérisé les politiciens mesquins de la péninsule balkanique. Les sieurs Kühlmann et Czernin ne se faisaient naturellement point d'illusions sur la vitalité de ce nouveau participant aux débats. Mais ils calculaient avec raison que, par la participation de la délégation de Kiew, le jeu se compliquerait, et pas à leur désavantage.

A sa première entrée en scène à Brest-Litovsk, la délégation de Kiew avait désigné l'Ukraine comme une partie de la République fédérative russe naissante. Cela rendit le travail des diplomates des puissances centrales visiblement plus difficile, car ils voyaient leur tâche principale dans la transformation de la République russe en un nouveau Balkan.

A leur seconde entrée en scène, les délégués de la Rada déclarèrent, sous la dictature de la diplomatie austro-allemande, que l'Ukraine refusait d'entrer dans la Fédération russe et se considérait comme République complètement indépendante.

Pour donner aux lecteurs la possibilité de saisir d'une façon claire la situation qui s'était créée au dernier moment des négociations de paix pour le Gouvernement des Soviets, je crois utile de reproduire en ses traits principaux le discours que l'auteur de ces lignes, en sa qualité de Commis-



saire du Peuple pour les Affaires étrangères, a tenu à la séance du Comité central exécutif le 14 février 1918.

DISCOURS DU COMMISSAIRE DU PEUPLE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Camarades ! Le Gouvernement des Soviets de Russie doit à présent non seulement reconstruire, mais aussi régler les vieux comptes, et jusqu'à un certain et même très haut degré payer les vieilles dettes : en premier lieu les comptes de la guerre, qui a duré trois ans et demi. La guerre formait la pierre de touche de la force économique des pays belligérants. Le sort de la Russie, comme pays le plus pauvre et le plus arriéré, était désigné d'avance pour une guerre de longue durée. Au choc énorme des appareils de guerre, la capacité de chaque pays décidait en dernier lieu d'accommoder son industrie aux nécessités de la guerre, de la transformer dans le temps le plus court et de la remplacer à mesure que les instruments de destruction étaient consommés au cours de ce massacre des peuples. Chaque ou presque chaque pays, et dans ce nombre aussi le plus arriéré, pouvait posséder au commencement de la guerre les instruments de destruction les plus formidables, c'est-à-dire qu'il pouvait les faire venir de l'étranger. C'était le cas de tous les pays arriérés, la Russie en particulier.



Mais la guerre use vite son capital mort et exige un renouvellement continu. La capacité de guerre de chaque pays entraîné dans le tourbillon du massacre universel se laissait en réalité juger par sa capacité de reproduire pendant la guerre lui-même ses canons, projectiles et autres instruments de destruction.

Si la guerre avait résolu le problème de la réciprocité des forces dans le temps le plus court, il aurait existé théoriquement pour la Russie la possibilité de maintenir cette place qui donne la victoire derrière les tranchées. Mais la guerre a traîné trop longtemps. Et cela n'était pas dû au hasard. La circonstance seule que toute la politique internationale des cinquante dernières années aboutissait à la création d'un soi-disant « équilibre » européen, c'est-à-dire au fait que des forces ennemies se contrebalançaient à peu près, cette seule circonstance devait, si l'on prend en considération la force et la richesse des nations bourgeoises modernes, prêter à la guerre un caractère de longue durée. Et cela signifiait à son tour l'épuisement des pays qui étaient plus faibles et moins développés au point de vue économique.

L'Allemagne, malgré une constitution démodée depuis longtemps, se montrait supérieure au point de vue militaire grâce à la force et à la qualité neuve, moderne et rationnelle de son industrie. La France, avec son administration en grande partie petit-bourgeoise, était restée en arrière de l'Alle-



magne, et même un empire colonial aussi puissant que l'est l'Angleterre se montrait — comparé à l'Allemagne — plus faible par suite du caractère plus conservatif de son industrie, dominé par la routine. Quand la Révolution russe fut placée par l'histoire devant la question des négociations de paix, nous ne doutions pas que nous aurions à régler les comptes de la guerre de trois ans et demi si la force du prolétariat international révolutionnaire ne faisait pas un trait décisif à travers le compte.

Nous ne doutions pas que nous avions dans l'impérialisme allemand un adversaire qui était entièrement pénétré de sa force formidable, de cette force qui, au cours de la guerre actuelle, s'est fait jour d'une façon si nette.

Les dires des cliques bourgeoises, selon lesquels nous aurions été incomparablement plus forts en menant ces négociations en commun avec nos alliés, sont insuffisants.

Pour mener les négociations en commun avec nos alliés dans un avenir indéfini, nous aurions dû avant tout continuer la guerre en commun avec eux, mais puisque le pays était épuisé et affaibli, c'est justement la continuation de la guerre et non pas sa fin qui devait épuiser et affaiblir davantage encore le pays. Ainsi nous aurions dû nous acquitter de la guerre dans des conditions encore plus défavorables pour nous. Si le camp où avait été poussée la Russie ensuite des combinaisons inter-



nationales du tsarisme et de la bourgeoisie, et à la tête duquel se trouve la Grande-Bretagne, si ce camp était sorti de la guerre victorieux — acceptons un moment cette issue peu probable — cela n'aurait nullement signifié, camarades, que notre pays serait sorti victorieux aussi. Car en continuant la guerre, la Russie serait, à l'intérieur du camp victorieux de l'Entente, encore plus épuisée, plus dévastée qu'elle ne l'est actuellement. Les maîtres de ce camp — c'est-à-dire l'Angleterre — employeraient exactement les mêmes méthodes vis-à-vis de notre pays que celles développées par l'Allemagne au cours des négociations de paix. Connaissant la valeur de la politique des pays impérialistes, il serait insensé et puéril de se laisser guider par d'autres considérations que celles des intérêts découverts et de la force brutale. Si donc, en ce moment, notre pays est affaibli aux yeux de l'impérialisme universel, nous ne sommes pas affaiblis parce que nous nous sommes détachés du cercle brûlant de la guerre et délivrés de l'étreinte des obligations de guerre, non, nous le sommes grâce à la politique du tsarisme et des classes bourgeoises que nous avons combattues comme parti révolutionnaire aussi bien avant que pendant la guerre actuelle.

Rappelez-vous, camarades, dans quelles conditions notre délégation s'était rendue directement d'une des séances du troisième Congrès panrusse des Soviets à Brest-Litovsk. A ce moment, nous



fines un rapport sur l'état des négociations et les exigences de nos adversaires. Ces exigences tendaient, comme vous vous le rappelez, à des appétits masqués d'annexion ou, mieux, à demi-masqués : l'annexion de la Lithuanie, de la Courlande, d'une partie de la Livonie, des îles de Moonsund, et une contribution à demi-voilée, que nous estimions alors à 6 ou 8, et peut-être 10 milliards de roubles. Pendant l'interruption entre les négociations, qui duraient environ dix jours, il s'est formé en Autriche-Hongrie une fermentation énorme, et les grèves d'ouvriers éclatèrent. Ces grèves signifiaient la première reconnaissance de notre méthode de mener les négociations de guerre, la première reconnaissance que nous rencontrâmes du côté du prolétariat des puissances centrales devant les exigences annexionnistes du militarisme allemand. Combien misérables semblent par contre les affirmations de la presse bourgeoise selon lesquelles il nous avait fallu un entretien de deux mois avec Kühlmann pour apprendre que l'impérialisme allemand pose des conditions rapaces. Non, cela, nous l'avons su depuis longtemps. Mais nous avons essayé de retirer de l'« entretien » avec les représentants de l'impérialisme allemand un moyen pour la solidification des forces qui combattent contre l'impérialisme allemand. Nous n'avons pas cru accomplir des miracles, mais nous voulions prétendre que le chemin où nous marchions était le seul chemin qui restât à la démocra-

tie révolutionnaire pour s'assurer la possibilité d'un développement ultérieur.

On pourrait reprocher au prolétariat des autres pays et en particulier à celui des puissances centrales de marcher trop lentement vers le chemin du franc combat révolutionnaire.

Le temps employé à son développement doit être regardé comme trop long, mais toujours est-il qu'en Autriche-Hongrie a eu lieu un mouvement qui s'est étendu dans tout le pays et qui est un écho immédiat et direct des négociations de Brest-Litovsk.

Quand nous partîmes d'ici, nous disions que nous n'avions pas peur d'admettre que cette vague de grèves emporterait le militarisme en Autriche-Hongrie et en Allemagne. Si nous en avions été convaincus, nous aurions volontiers donné la promesse que certaines personnes attendaient de notre bouche, c'est-à-dire que, dans aucune circonstance, nous ne concluerions une paix séparée avec l'Allemagne. Déjà en ce moment, je disais que nous ne pouvions pas donner une telle promesse, car cela signifierait prendre l'engagement de vaincre le militarisme allemand. Nous ne possédons pas le secret d'une telle victoire. Et puisque en ce moment nous ne pouvions pas nous engager à changer réciproquement les relations internationales des puissances, nous fîmes ouvertement et honnêtement la déclaration que, dans certaines circonstances, un gouvernement révolutionnaire peut se voir forcé d'accepter une paix annexionniste. Le déclin de ce



gouvernement devrait commencer au moment où il aurait essayé de cacher devant son propre peuple le caractère rapace de cette paix, mais pas quand il se voit forcé, à bout de forces, d'accepter une telle paix.

En même temps, nous avons montré que nous nous rendions à Brest pour la continuation des négociations de paix dans des circonstances qui manifestement s'amélioreraient pour nous, tandis qu'elles empiraient pour nos ennemis. Nous suivions le mouvement en Autriche-Hongrie, et bien des choses — à cela se rapportaient aussi les socialistes-démocrates au Reichstag allemand — montraient que l'Allemagne se trouvait à la veille de semblables événements. Nous partîmes remplis de cet espoir. Et déjà dans les premiers jours de notre séjour à Brest, le radiographe nous apportait, par Vilna, les premières nouvelles qu'à Berlin un énorme mouvement de grève avait éclaté, lequel, comme en Autriche-Hongrie, était lié directement et immédiatement avec le cours des négociations à Brest. Mais, comme c'est souvent le cas, grâce à la dialectique de la lutte de classes, c'est justement l'énorme dimension de ce mouvement prolétarien — que l'Allemagne n'avait jamais encore vu — qui poussait les classes possédantes vers une union plus étroite et une implacabilité encore plus grande. Les classes régnautes allemandes, pressées qu'elles étaient par les masses du peuple, sont pénétrées d'un instinct de conservation assez fort pour



se rendre compte que toutes les concessions, même partielles, signifieraient une capitulation devant l'idée de la Révolution. Et c'est pour cette raison que Kühlmann — après la première période d'étourderie où il faisait traîner en longueur les négociations, ne fixant pas de séances ou les dissipant en des questions accessoires — reprit son ton d'assurance et ses menaces d'agression. A ce moment, la grève avait pris fin et il pouvait se convaincre qu'aucun danger de mort ne menaçait plus ses maîtres.

Nos négociations se compliquaient par la participation de la Rada aux débats. Nous l'annonçâmes déjà la dernière fois. La délégation de la Rada de Kiew apparut au moment où elle formait une organisation assez forte en Ukraine et l'issue de la lutte n'était pas encore à prévoir. Juste à ce moment nous fîmes à la Rada la proposition officielle de conclure avec nous un certain traité où nous émettions comme condition qu'elle considérât Kaledine et Korniloff comme contre-révolutionnaires et ne nous empêchât pas de les combattre. La délégation de la Rada de Kiew arrivait à Brest au moment même où nous espérions aboutir à un accord avec elle aussi bien ici que là-bas.

Là aussi nous déclarions qu'aussi longtemps qu'elle serait reconnue par le peuple de l'Ukraine, nous croyions possible de l'admettre comme participant indépendant aux négociations. Mais à mesure que les événements se développaient sur le



sol de la Russie et de l'Ukraine, l'empressement de la Rada de conclure le premier traité de paix venu avec les gouvernements des puissances centrales devenait plus grand. Elle cherchait à attirer le militarisme allemand pour le faire intervenir au besoin dans les affaires intérieures de la République russe, afin de soutenir la Rada contre la Révolution russe, et l'antagonisme entre les couches inférieures de l'Ukraine et de la Rada devenait de plus en plus profond.

Le 9 février (nouveau style), nous apprîmes que les négociations de paix menées derrière notre dos entre la Rada et les puissances centrales étaient signées. Le 9 février est le jour de naissance du roi Léopold de Bavière et, comme il est d'usage dans les pays monarchiques, l'acte solennel historique était prévu pour ce jour. Je ne sais si c'est avec le consentement de la Rada. Le général Hoffmann saluait en l'honneur de Léopold de Bavière, après avoir demandé l'autorisation de tirer des salves à la délégation de Kiew, puisque, d'après le contrat de paix, Brest-Litovsk passait à l'Ukraine. Cependant les événements prirent une telle tournure, qu'au moment où le général Hoffmann demandait l'autorisation de la Rada de tirer ces coups de canon il ne restait plus beaucoup de territoire à la Rada après son départ de Brest-Litovsk. A la suite de dépêches que nous avons reçues de Pétrograd, nous fîmes officiellement part aux délégations des puissances centrales que la Rada de Kiew n'exis-



tait plus, circonstance qui ne devait pas être insignifiante pour le cours des négociations de paix. Nous proposâmes au comte Czernin d'envoyer ses représentants accompagnés de nos officiers en Ukraine pour se convaincre si son contre-agent la Rada existait en réalité ou non. Il semblait que Czernin était disposé à accepter notre proposition, mais lorsque nous lui demandâmes si cela signifiait aussi que le contrat avec la délégation de Kiew ne serait pas signé avant que ses envoyés soient de retour, il hésita et offrit de s'en informer auprès de Kühlmann. Mais après notre demande il nous fit une réponse négative. Nous étions au 8 février, et le 9 — dernier délai — il voulait avoir un contrat signé, non seulement à l'occasion de l'anniversaire du roi Léopold de Bavière, mais aussi pour une raison plus importante, que Kühlmann avait sans doute donnée à Czernin en ces termes : « Si nous envoyions maintenant nos représentants en Ukraine, ils pourraient se convaincre que la Rada n'existe plus. Et alors nous aurions devant nous une délégation uniquement pansrusse, et cela diminuerait nos chances pour les négociations... » Du côté de la délégation austro-hongroise, on nous disait : « Quittez le terrain des principes, transmettez la question sur une base plus solide, et la délégation allemande laissera traiter avec elle... Il n'est pas possible aux Allemands de continuer la guerre rien que pour les îles de Moonsund, si vous proposez cette exi-



gence concrètement... » Nous répondîmes : « Eh bien ! nous sommes prêts à mettre à l'épreuve le caractère accommodant de vos collègues de la délégation allemande. Jusqu'à présent, nous avons négocié du droit de libre disposition des Lithuaniens, Polonais, Livoniens, Lettons, Esthoniens et d'autres, et avons conclu qu'il ne pouvait pas être question de libre disposition. Maintenant nous voulons voir quelle attitude vous prendrez en face de la libre disposition d'un autre peuple, du peuple russe, quelles sont les intentions et les plans de caractère militaire-stratégique qui se cachent derrière votre occupation des îles de Moonsund. Car les îles de Moonsund ont une signification défensive comme partie de la République indépendante esthonienne ou comme propriété de la République russe confédérée ; mais, dans les mains de l'Allemagne, elles prennent une valeur offensive et menacent le vrai centre vital de notre pays et particulièrement Pétrograd. »

Mais Hoffmann refusait naturellement toute concession. Alors vint l'heure de la décision. Nous ne pouvions pas déclarer la guerre. Nous étions trop faibles. L'armée avait perdu sa cohésion intérieure. Nous devons rétablir la relation intérieure des masses de travailleurs pour le salut de notre pays et pour parer à sa désagrégation. Ce lien psychologique ne peut être créé que sur la voie du travail productif de la terre, des fabriques et des ateliers. Nous devons ramener les masses des travail-



leurs — qui furent soumises aux énormes souffrances et aux pires catastrophes de la guerre — à leur champ, à leur fabrique, où ils pourront se retrouver et se fortifier dans leur travail. C'est seulement de cette manière que nous pourrons créer une discipline intérieure, et c'est aussi la seule issue possible pour le pays, qui expie maintenant les péchés du tsarisme et de la bourgeoisie. Nous sommes forcés d'abandonner cette guerre et nous faisons sortir l'armée de ce carnage. Mais, en même temps, nous déclarons devant le militarisme allemand : « La paix que vous nous imposez est une paix de violence et de brigandage. Nous ne voulons pas admettre que vous, Messieurs les diplomates, puissiez dire aux ouvriers allemands : « Vous appelez nos exigences des conquêtes et des annexions, mais regardez, nous vous apportons sous ces exigences la Révolution russe. » Oui, nous sommes faibles, nous ne pouvons pas mener de guerre à présent, mais nous possédons assez de force révolutionnaire pour montrer que nous ne posons pas de plein gré notre signature sous un contrat que vous écrivez avec votre épée sur le corps des peuples vivants. » Nous refusâmes nos signatures. Je crois, camarades, que nous avons bien agi.

Camarades ! Je ne veux pas prétendre qu'une attaque de l'Allemagne contre nous soit impossible : une telle affirmation serait trop osée si l'on mesure la force du parti impérialiste en Alle-



magne. Je crois que notre point de vue dans cette question a rendu au militarisme allemand l'attaque extrêmement difficile. Mais si l'Allemagne attaquait quand même ? A cela, nous pouvons seulement dire une chose : Si, dans notre pays qui est épuisé et dans un état désespéré, on peut stimuler le courage des éléments révolutionnaires et viables, si chez nous la lutte pour la défense de notre Révolution et du théâtre de cette Révolution est possible, cela a lieu par suite de la situation qui a été créée à présent comme résultat de notre abandon de la guerre et de notre refus de signer le traité de paix.

LA SECONDE GUERRE ET LA SIGNATURE DU TRAITÉ DE PAIX

Dans les premiers jours après la rupture des négociations de paix, le gouvernement allemand hésitait et ne savait pas quel chemin prendre. Les politiciens et diplomates croyaient évidemment que l'essentiel était atteint et qu'on n'avait pas de raison de courir après nos signatures. Mais le parti militariste était évidemment prêt à briser le cadre que le gouvernement allemand avait tracé dans le traité de Brest-Litovsk. Le professeur Kriege, participant de la délégation allemande, disait à un des membres de notre délégation que, dans les circonstances données, il ne pouvait pas être



question d'une avance des troupes allemandes en Russie.

Le comte Mirbach, qui se trouvait alors à la tête de la mission allemande à Pétrograde, partait pour Berlin en affirmant que l'accord ayant trait à l'échange des prisonniers de guerre était complètement atteint. Mais tout cela n'empêcha nullement le général Hoffmann de déclarer, le cinquième jour après la rupture des négociations de Brest-Litovsk, l'armistice comme terminé; en outre, le délai de dénonciation de sept jours fut compté depuis la dernière séance à Brest-Litovsk.

Il serait sûrement déplacé de dissiper ici l'indignation morale que souleva cette infamie : le tout convient excellemment au cadre général de la morale diplomatique et militaire des classes dominantes. La nouvelle avance allemande eut lieu dans des conditions qui étaient directement mortelles pour la Russie. Au lieu du délai d'une semaine convenu, nous reçûmes un délai de deux jours. Cette circonstance augmentait encore la panique dans l'armée, qui sans cela se trouvait dans un état de dissolution continu. Il ne pouvait pas être question de résistance.

Les soldats ne voulaient pas croire que les Allemands, à la suite de notre déclaration de la fin de l'état de guerre, attaqueraient de nouveau. La retraite tournait en panique et paralysait même la volonté des troupes isolées, prêtes à combattre. Dans les quartiers ouvriers de Pétrograd et de



Moscou, l'indignation contre l'avance allemande, perfide et vraiment rapace, atteignit sa plus grande tension. Les ouvriers étaient prêts, durant ces journées agitées, à entrer dans l'armée par dizaines de milliers. Mais l'organisation faisait défaut. Les patrouilles isolées, qui étaient pleines d'enthousiasme, devaient se convaincre de leur insuffisance aux premières rencontres sérieuses avec les troupes régulières allemandes. Le découragement s'ensuivit. L'ancienne armée était depuis longtemps frappée mortellement et tombait par fraction, encombrant tous les chemins et tous les points où aurait pu s'opérer une jonction. Une nouvelle armée ne pouvait se former assez rapidement par suite de l'épuisement du pays et de l'état de négligence où se trouvaient l'industrie et les moyens de transport. L'espace était le seul obstacle qui s'opposait à l'avance allemande.

L'attention du gouvernement austro-hongrois était principalement dirigée vers l'Ukraine. La Rada faisait agir sa délégation auprès des gouvernements des puissances centrales afin d'obtenir une aide militaire contre les Soviets, qui venaient de remporter la victoire sur tout le territoire de l'Ukraine.

La démocratie petit-bourgeoise de l'Ukraine, pour soutenir sa lutte contre la classe ouvrière et les paysans pauvres, avait volontairement ouvert les portes à l'invasion étrangère.

En même temps, le gouvernement de Svinhuf-



vuds appelait à l'aide les baïonnettes allemandes contre le prolétariat finlandais.

Le militarisme allemand prit ouvertement devant le monde entier le rôle de bourreau de la Révolution des ouvriers et paysans de Russie.

Dans les rangs de notre parti des discussions eurent lieu pour savoir si nous devions nous soumettre à l'ultimatum allemand et signer le nouveau traité, lequel contiendrait, sans nul doute, des conditions beaucoup plus dures pour nous que celles qui nous avaient été posées à Brest-Litovsk. Les représentants de l'une des tendances étaient d'avis que, momentanément, en considération de l'intervention armée des Allemands sur le territoire de la République, il serait insensé de créer un état de paix pour l'une des parties de la Russie et de demeurer passifs au nord et au sud où les troupes allemandes soutiennent la dictature bourgeoise. L'autre tendance, à la tête de laquelle se trouvait Lénine, estimait que chaque délai, le plus petit répit, seraient de la plus grande importance pour la fortification intérieure et l'augmentation de la capacité de défense de la Russie. Lorsque notre incapacité d'arrêter l'invasion ennemie eut éclaté aux yeux du pays et même du monde entier d'une manière si tragique, une conclusion de paix devait être interprétée comme un acte qui nous était imposé par la dure loi de la force. Il serait naïf de se laisser guider ici uniquement par la morale révolutionnaire abstraite. La tâche ne consiste pas de

savoir périr avec honneur, mais de triompher en dernier lieu. La Révolution russe veut vivre, doit vivre et elle doit éviter par tous les moyens qui sont à sa disposition toute lutte au-dessus de ses forces et gagner ainsi du temps, en attendant que le mouvement révolutionnaire de l'Europe occidentale nous vienne en aide. L'impérialisme allemand se trouve encore aux prises en un duel avec le militarisme d'Angleterre, de France et d'Amérique, et c'est uniquement à cause de cela qu'un traité de paix entre la Russie et l'Allemagne est possible. Cette situation doit être exploitée. Le salut de la Révolution, c'est ce que devons avoir de plus sacré ! Nous devons accepter la paix, puisque nous sommes incapables de l'écarter. Nous devons nous assurer un répit afin d'en tirer profit pour un travail intense à l'intérieur du pays et en particulier pour la création d'une armée.

Au congrès du Parti communiste aussi bien qu'au quatrième congrès de Soviets, les partisans du traité de paix furent victorieux. A eux se joignirent beaucoup de ceux qui, encore en janvier, avaient cru à l'impossibilité de signer le traité de Brest-Litovsk. « A ce moment, disaient-ils, notre signature aurait été interprétée par les ouvriers anglais et français comme une capitulation pitoyable, sans la moindre résistance. Au cas où nous aurions signé le traité de paix, les insinuations infâmes des chauvins anglais et français relatives aux soi-disant machinations secrètes du gouverne-



ment des Soviets avec les Allemands auraient alors pu trouver croyance dans certaines sphères des ouvriers de l'Europe occidentale. A présent, personne n'osera plus nous reprocher une capitulation sans combat, notre faiblesse ayant été démontrée sans équivoque au monde entier par notre refus de signer la paix et nos vains efforts pour arrêter la nouvelle avance allemande. »

Le traité de Brest-Litovsk fut signé et ratifié dans sa seconde forme aggravée.

Cependant les bourreaux continuaient leur travail en Ukraine et en Finlande en menaçant le vrai centre vital de la Grande Russie. De cette manière, la question de l'existence de la Russie même, comme pays indépendant, est depuis aujourd'hui liée inséparablement à la question de la Révolution européenne.

ÉPILOGUE

Quand notre parti s'empara du pouvoir, nous savions d'avance que de nombreuses difficultés nous attendaient. Au point de vue économique, le pays était épuisé jusqu'au dernier degré par la guerre.

La Révolution avait détruit le vieil appareil administratif sans avoir eu le temps d'en créer un nouveau pour son relèvement. Des millions de forces ouvrières étaient, par suite de trois ans de



guerre, arrachés du système économique du pays, déclassés et déracinés.

La formidable industrie militaire, sur une base économique insuffisamment préparée, englobait les forces vitales du peuple. La démobilisation de cette industrie rencontrait les plus grandes difficultés. Des phénomènes d'anarchie économique et politique s'étendaient sur tout le pays. Les paysans russes avaient été astreints, au cours des siècles, à la discipline barbare du pays d'une façon élémentaire et opprimés d'en haut par la discipline de fer du tsarisme. Le développement économique avait miné la première ; la Révolution détruisait la seconde. Au point de vue psychologique, la Révolution signifiait le réveil de la personnalité humaine parmi les masses paysannes. Les formes anarchistes de ce réveil apparaissent comme la suite inévitable de l'asservissement précédent. On peut seulement arriver à l'établissement d'un nouvel ordre qui consiste dans le contrôle de la production par les travailleurs eux-mêmes, par le chemin d'une élimination continue et intérieure des manifestations anarchistes de la Révolution.

D'un autre côté, les classes possédantes, même si elles sont supprimées par le Gouvernement, ne veulent pas abandonner sans combat leurs positions. La Révolution a soulevé de la manière la plus radicale la question de la propriété privée du sol et des moyens de production, c'est-à-dire de la vie et de la mort des classes exploitantes. Au point



de vue politique, cela signifie une guerre civile acharnée, ininterrompue, tantôt cachée, tantôt ouverte. Mais la guerre civile, de son côté, nourrit inévitablement toutes les tendances anarchistes dans le mouvement des masses laborieuses.

Par un déclin de l'industrie, des finances, des moyens de transport et du ravitaillement, une guerre civile met des difficultés énormes sur le chemin de chaque travail productif organisé.

Néanmoins le Gouvernement des Soviets a le droit de regarder l'avenir avec confiance. Un calcul exact de tous les revenus du pays, une organisation rationnelle de la production, c'est-à-dire émanant d'un plan général, une distribution raisonnable et économique de tous les produits peuvent sauver le pays. Une descente définitive vers le degré d'une colonie ou une renaissance socialiste, c'est là l'alternative devant laquelle notre pays est placé.

La guerre a miné la base du monde capitaliste, et cela grâce à notre force invincible. Nous ne doutons pas un instant que le cercle impérialiste qui nous enserme sera brisé par la Révolution prolétarienne, comme nous n'avons jamais douté de l'effondrement inévitable du tsarisme au cours des longues décades de notre lutte souterraine.

Combattre, serrer les rangs, créer la discipline du travail et l'ordre socialiste, augmenter la productivité du travail et ne reculer devant aucun obstacle, telle est notre parole. L'histoire travaille



pour nous. Tôt ou tard la Révolution prolétarienne éclatera en Europe et en Amérique et apportera la délivrance non seulement à l'Ukraine, à la Pologne, à la Lithuanie, à la Courlande et à la Finlande, mais aussi à toute l'humanité souffrante.



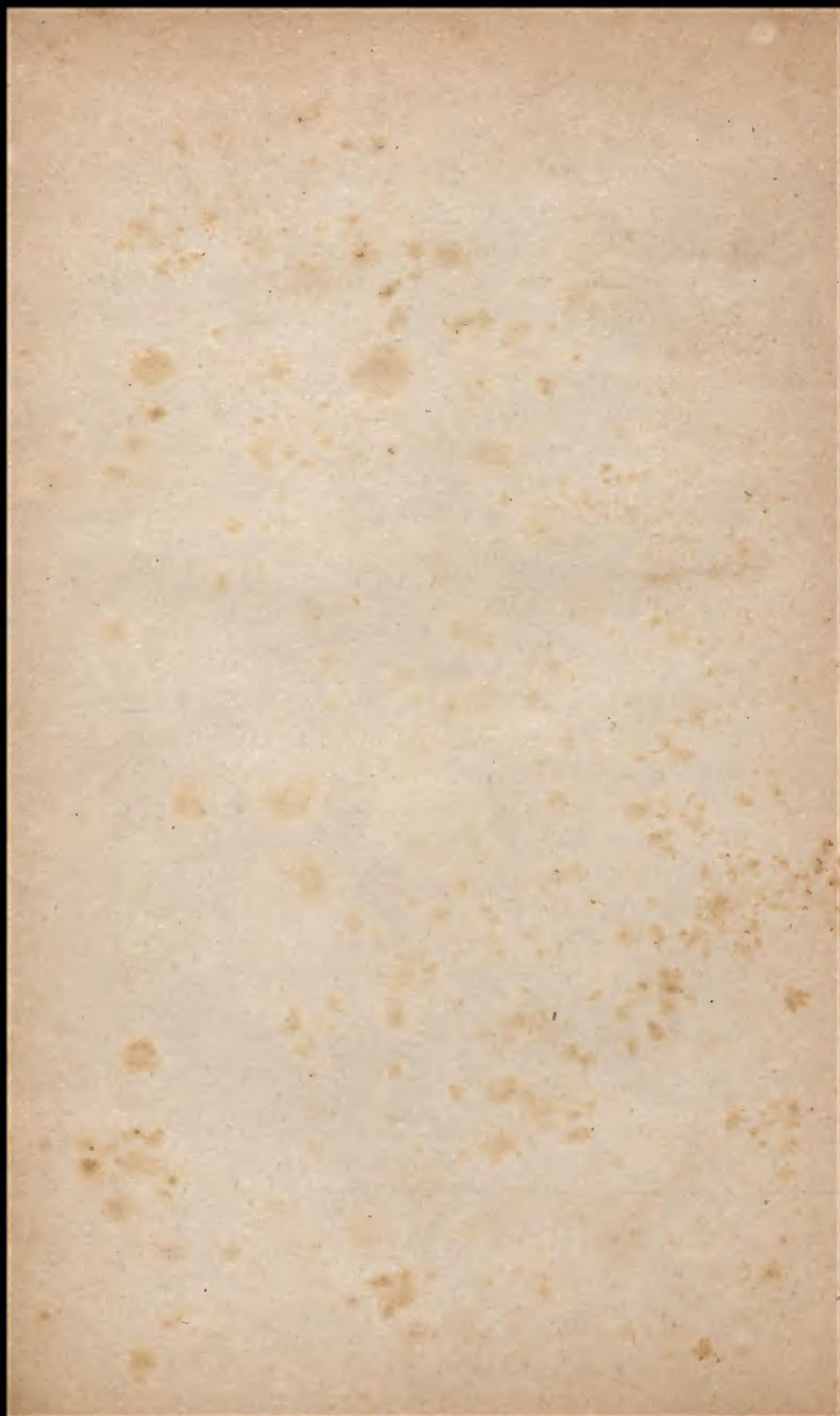


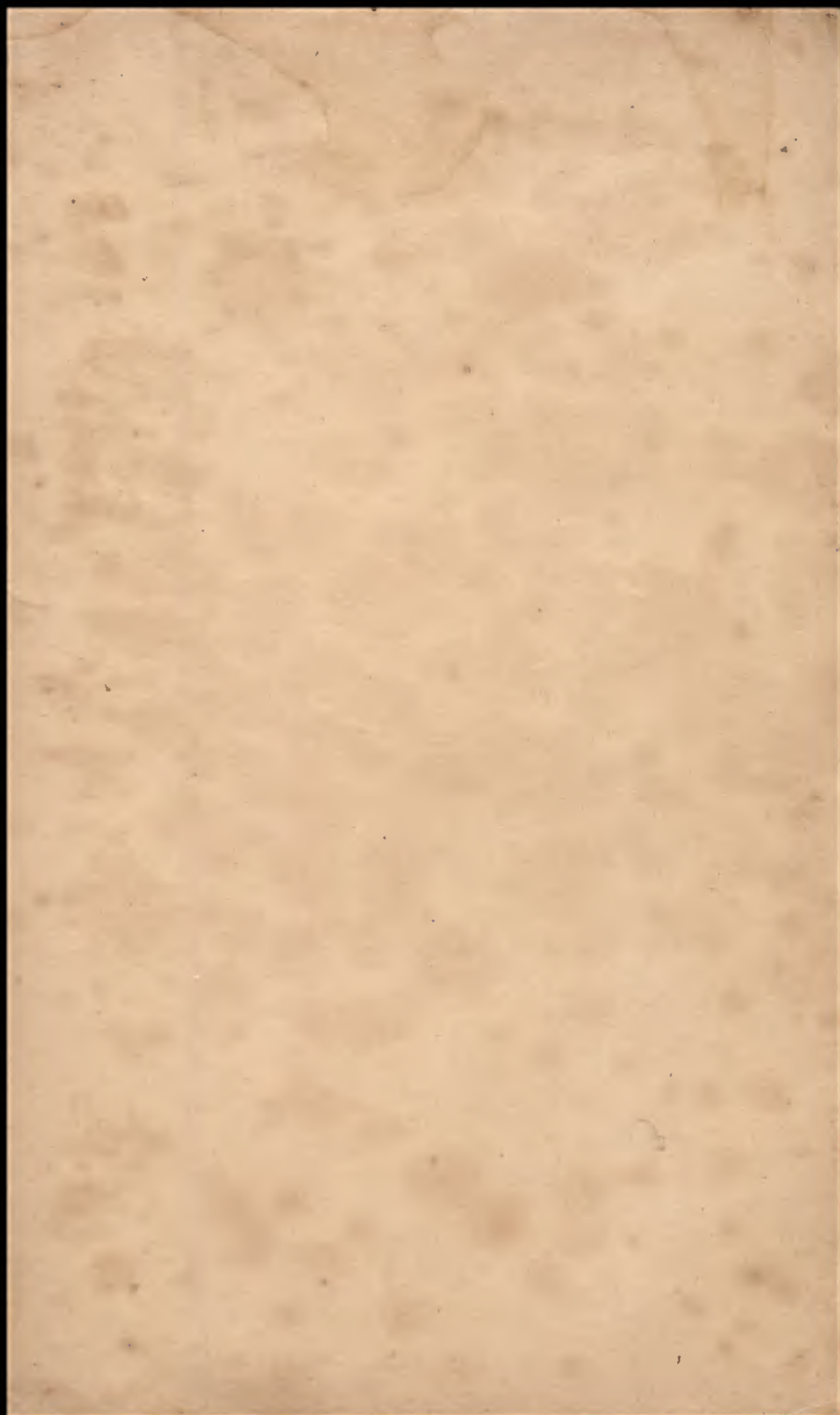
TABLE DES MATIÈRES

	Pages
Avant-propos	3
Les intellectuels bourgeois et la Révolution.	5
La question de la guerre.	10
La campagne contre les bolcheviki	13
L'offensive du 18 juin	17
Les journées de juillet	24
Après les journées de juillet	31
La révolte de Korniloff	33
La lutte à l'intérieur des Soviets.	37
La conférence démocratique	43
Les difficultés au front et à l'arrière	46
L'inévitabilité de la lutte pour le pouvoir	48
La lutte pour le Congrès des Soviets	51
Conflit au sujet de la garnison de Pétrograd	52
Le Conseil démocratique ou le Préparlement	57
Les socialistes-révolutionnaires et les mencheviki.	60
La sortie du Préparlement. La voix du front	64
Les Commissaires du Comité militaire révolutionnaire	67
La montée de la marée	71
La journée du Soviet de Pétrograd.	73
La conquête des hésitants	77
Le commencement du soulèvement.	79
La journée décisive.	85
L'organisation du Conseil des Commissaires du Peuple.	89
Les premiers jours du nouveau régime	92
Le soulèvement des junkers du 29 octobre	96
Le mouvement de Kerensky sur Pétrograd	99
La débâcle de l'aventure de Kerensky.	104



	Pages
Discordes intérieures	112
Le sort de la Constituante	117
Les principes de la démocratie et la dictature du prolétariat	121
Les discussions de paix	126
Discours du Commissaire du Peuple aux Affaires étrangères	135
La seconde guerre et la signature du traité de paix	147
Epilogue	152





3277
21/1/21

